

cahiers

LEON TROTSKY



KHRISTIAN RAKOVSKY (1)

Pierre Broué □ *Rako* (1^{re} partie) □ *Ecrits de Rakovsky* □
La révolte du *Potemkine* □ Le mouvement ouvrier en Roumanie □
Jean Jaurès □ Un épisode de la Révolution russe □ L'organisation
communiste de l'Armée rouge □ La révolution française et le droit
de propriété □ Jules Guesde et le Communisme □ Le Parti et la
question nationale □ Une nouvelle étape: l'U.R.S.S.

17

mars 1984

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

Prix du numéro 17 France: 45F Etranger: 45F
Abonnement pour quatre numéros France: 150F Etr.: 170F ou \$ 20 U.S.

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de: JOUBERT - CLT.

NUMEROS DISPONIBLES (Port en sus: 6F)

CLT 1	20F	CLT 10	35F
CLT 2	20F	CLT 11	35F
CLT 3	35F	CLT 12	40F
CLT 4	20F	CLT 13	40F
CLT 5	30F	CLT 14	40F
CLT 6	35F	CLT 15	40F
CLT 7/8	40F	CLT 16	40F
CLT 9	40F		

Collection complète n°1 à n°16: 300F (Port en sus 50F).

Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*.

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication: Jean P. Joubert

cahiers LEON TROTSKY

N° 17

MARS 1984

RAKOVSKY
(1^{re} partie: 1873-1923)

SOMMAIRE

Repères chronologiques 4

ARTICLE

Pierre Broué — Rako (1^{re} partie) 7

DOCUMENTS (Textes de Rakovsky)

La Révolte du <i>Potemkine</i> (1905)	37
Le Mouvement ouvrier en Roumanie (1906)	48
Jean Jaurès (1914)	54
Un épisode de la Révolution russe (1917)	64
L'Organisation communiste de l'Armée rouge (1920)	73
La révolution française et le droit de propriété (1922)	79
Jules Guesde et le Communisme (1923)	84
Le Parti et la question nationale (1923)	89
Une nouvelle Étape: l'U.R.S.S.	101

Sommaire du n° 18 121

COURRIER DES LECTEURS 122

Les Départs

Peng Shuzhi (1895-1983)	124
Peter Sedgwick (1934-1983)	126
Ernest Rice McKinney (1886-1984)	126

Avertissement

C'est à l'été 1981 que le numéro spécial sur Rakovsky a été conçu et commencé. Il s'est heurté à bien des difficultés. Il fallait trouver certains textes, déchiffrer les autres — et ce n'était pas une mince affaire — avant de les traduire. Quand est venu le moment du choix, la matière dépassait le volume d'un numéro unique. Personne ne nous ayant reproché d'en avoir fait deux pour Sedov, nous avons donc fait deux numéros Rakovsky. Ils seront présentés dans l'ordre chronologique, le premier allant jusqu'en 1923 et le second couvrant la dernière partie de la vie de Rakovsky: les textes inédits de la correspondance d'exil paraîtront donc dans le second numéro Rakovsky, le 18. Nous disposons encore de nombreux documents qui n'ont pas été utilisés dans ces deux numéros: les abonnés intéressés par eux ou par les textes dans la langue originale (russe, roumain, allemand) peuvent se les procurer auprès de notre service de documentation.

Comment appeler notre personnage principal, qui fut d'abord Cras-tyu, puis Cristian Racovski avant d'être Khristian Rakovsky, à la russe? Nous avons choisi la dernière graphie, puisque nous sommes venus à lui par l'histoire de l'opposition de gauche russe. En France, ses amis de tout temps l'ont appelé — et nous l'appelons aussi maintenant — « Rako », qu'on peut écrire aussi « Raco » — si on l'écrit.

Nous souhaitons que nos lecteurs aiment Rako comme nous l'aimons, maintenant que nous le connaissons.

Institut Léon Trotsky

Points de repère chronologiques pour la biographie de Kh.G. Rakovsky

- 1873 Naissance de Crastyu Racovski.
- 1887 Première arrestation et première expulsion du lycée.
- 1890 Deuxième exclusion du lycée ; départ à Genève à l'automne et début des études de médecine. Rencontre avec Plékhanov, Véra Zassoulitch, Rosa Luxemburg.
- 1892 Voyage à Paris, rencontre avec Jules Guesde.
- 1893 R. organise le second congrès des étudiants socialistes. Est délégué au congrès de Zurich de l'Internationale.
- 1894 Séjour en Prusse, rencontre des Liebknecht et Engels. Expulsion le 12 avril. A Nancy en novembre, inscription sur le carnet B.
- 1895 R. arrive en juillet à Montpellier pour continuer ses études de médecine.
- 1896 Rencontre avec Jaurès au cours d'une excursion à Saint-Guilhem-du-Désert. Congrès de Londres de l'Internationale et séjour en Grande-Bretagne.
- 1897 R. soutient le 31 juillet sa thèse de docteur en médecine, revient en Roumanie et épouse E.P. Ryabova, étudiante russe avec qui il vivait depuis Genève.
- 1898 R. commence son service militaire en Roumanie comme médecin.
- 1899 Au cours d'une permission, séjour à Saint-Petersbourg. Rencontre manquée avec Lénine.
- 1900 R. libéré du service militaire, délégué au congrès de Paris de l'Internationale.
- 1901 R. demande la nationalité française. Il séjourne à Saint-Petersbourg d'où il est expulsé, puis y revient, ayant « acheté » son retour.
- 1902 Mort d'E.P. Ryabova. R. revient en France où Clemenceau, le 10 octobre, appuie sa demande de naturalisation.
- 1903 R. exerce pendant six mois la profession de médecin à Beaulieu-sur-Loire. Il rencontre Trotsky pour la première fois. Mort de son père.
- 1904 R. revient en Bulgarie, puis se fixe en Roumanie. Il est délégué au congrès d'Amsterdam de l'Internationale.
- 1905 R. fonde *Romania Moncitoare* en mars, prononce le 1er mai son premier discours « roumain », accueille en juin les marins russes mutinés du *Potemkine* à Constantza.
- 1907 R. rend compte dans *l'Humanité* des révoltes paysannes. Il séjourne à Paris puis à Stuttgart où il est délégué au congrès de l'Internationale. Le gouvernement roumain le déchoit de sa nationalité.
- 1909 R. refoulé de Roumanie à deux reprises.
- 1910 Délégué au congrès de l'Internationale à Copenhague, R. entre au B.S.I. Il soutient Trotsky contre Lénine et Plékhanov.
- 1911 Refoulé de Roumanie en mars, R. s'installe en Bulgarie où il essaie de réunifier les socialistes et fonde le journal *Napred*.
- 1912 Il recouvre sa nationalité roumaine, revient dans son pays, fonde *Lupta*, se remarie. Début de son amitié avec Trotsky, venu comme correspondant de guerre.
- 1914 R. inspire la position « centriste » du parti roumain sur la guerre; début de la campagne le présentant comme un agent de l'Autriche.
- 1915 Voyage en Italie, en France, en Suisse, entretiens avec Serrati, Trotsky, Lénine. R. fonde et dirige la fédération social-démocrate des Balkans, participe en septembre à la conférence de Zimmerwald.
- 1916 La Roumanie entre en guerre aux côtés des Alliés le 27 avril et R. est arrêté le 27 septembre.
- 1917 Libéré le 1er mai de la prison de Jassy par des soldats russes, R. participe à la conférence zimmerwaldienne de Pétrograd à la fin du mois puis, revenu à Odessa, à la tête du comité d'action social-démocrate roumain, prépare les opérations militaires contre la Roumanie. Il adhère au parti bolchevique.
- 1918 R. dirige l'offensive contre la Roumanie jusqu'à l'armistice (mars) puis négocie avec les autorités ukrainiennes successives. Envoyé en Allemagne après la révolution de novembre, il est refoulé et, à son retour, envoyé en Ukraine.
- 1919 Président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, membre du C.C. du parti bolchevique, chef de l'administration politique de l'Armée rouge, membre du bureau de l'Internationale communiste, R. est l'auteur de la motion proclamant cette dernière.
- 1920 A travers la guerre civile et les multiples problèmes du KPB (U), R. s'efforce de dégager une politique révolutionnaire adaptée aux conditions et aspirations ukrainiennes.
- 1921 R. est condamné à mort en Roumanie. La situation stabilisée dans le parti ukrainien, il prend conscience du danger de russification.
- 1922 R. est membre et porte-parole de la délégation soviétique à Gênes. En tant que chef du gouvernement ukrainien, il se heurte à la politique « nationale » de Staline et formule ses critiques.
- 1923 R. prononce un discours très critique au Congrès sur la question nationale. Il est nommé ambassadeur à Londres en juillet, un exil politique.
- 1924 Reconnaissance de l'U.R.S.S. par la Grande-Bretagne.
- 1925 R. ambassadeur à Paris, présente en décembre ses lettres de créances.
- 1926 R. rejoint l'Opposition unifiée en U.R.S.S.
- 1927 Campagne de la presse française contre R. à propos d'un texte de l'Opposition qu'il a signé. Le gouvernement français réclame son rappel. R. quitte la France le 16 octobre, est exclu du C.C. le 14 novembre, prend la parole au XV^e congrès le 5 décembre, signe la déclaration de l'Opposition

- de gauche le 17, est exclu du parti le 18, relevé de ses fonctions de vice-commissaire du peuple le 30.
- 1928 Déporté le 20 janvier à Astrakhan, R. correspond avec les autres exilés, notamment Trotsky et se consacre à des travaux théoriques et historiques. Il est transféré à Saratov le 25 octobre.
- 1929 Dirigeant moral de l'Opposition de gauche après l'exil de Trotsky, au lendemain de la capitulation des «trois» en juillet, il entraîne la débandade par la «déclaration du 22 août». Nouvelle déclaration le 4 octobre: il est transféré à Barnaoul.
- 1930 R., malgré perquisitions et menaces, réussit à faire circuler sa «déclaration du 11 avril». En juillet-août, il écrit «Au Congrès et dans le Pays».
- 1932 R. est transféré en Iakoutie.
- 1933 R. tente de s'évader, est repris, à nouveau déporté.
- 1934 R. capitule en février, séjourne en maison de repos. Vice-commissaire à la Santé, il est envoyé en mission au Japon pour la Croix-rouge, hospitalisé plusieurs mois au retour.
- 1936 La presse soviétique publie une déclaration de R. réclamant la mort pour les accusés du procès de Moscou.
- 1937 Arrestation de R.
- 1938 A l'issue du troisième procès de Moscou, R. est condamné à 25 ans de prison.
- 1941 Exécution de Rakovsky en prison (?).
- 1967 Premier article favorable à R. dans une revue *samizdat* en U.R.S.S.
- 1973 Soutenance de la thèse de Francis Conte sur R.
- 1977 Publication en Roumanie des écrits de R. sur la Roumanie.

Pierre Broué

Rako

(Khristian Georgiévitich Rakovsky)

Présentant au lecteur de 1982 la correspondance entre Trotsky et les Rosmer,¹ j'ai cru nécessaire de présenter Alfred Rosmer qui a pourtant été le sujet d'une solide thèse.² La même démarche me paraît souhaitable pour Rakovsky lequel a bénéficié aussi de l'attention et du long travail d'un vrai chercheur.³

Est-il possible — quel que soit le volume du travail — de saisir, non la personnalité, mais la dimension de cet homme exceptionnel? C'est d'autant plus difficile dans le domaine académique que les règles de la bienséance sont censées y demeurer inviolées, au moins en apparence, et qu'on y est tenu à garder mesure et pondération dans le ton. Or, dans le cas Rakovsky, les rats de la contre-histoire — qui ont statut officiel et parfois mandarinal, pas seulement en U.R.S.S. et pas seulement «à gauche» — se sont acharnés et continuent de s'acharner contre l'homme qui fut notamment l'ami de Trotsky pendant un quart de siècle. Le G.P.U. a confisqué en 1930 à Barnaoul le manuscrit des *Mémoires* de Rakovsky et il s'est trouvé en 1980, en Occident, des hommes dits «de science» pour estimer «déplacé» que des historiens, réunis pendant cinq jours pour étudier Trotsky, s'adressent au gouvernement soviétique pour lui demander de faire connaître ses *Mémoires* aux chercheurs.⁴

1. Léon Trotsky, Alfred et Marguerite Rosmer, *Correspondance (1929-1939)*, Témoins/Gallimard, 1982.

2. *Ibidem*, p. 8. Je faisais allusion au travail de Christian Gras, *Alfred Rosmer et le Mouvement révolutionnaire international*, qui a été publié chez Maspéro.

3. Francis Conte, Christian Rakovski (1873-1941). *Essai de biographie politique*, Thèse, Bordeaux III, 1973. Nous avons utilisé l'édition de Lille III et abusé de l'inépuisable gentillesse de M. Conte dans le cours de la préparation de ce numéro.

4. J'ai personnellement présenté lors du colloque organisé à Follonica pour le 40^e anniversaire de la mort de Trotsky, en octobre 1980, une résolution demandant la restitution à la communauté scientifique des documents saisis sous le régime stalinien, mentionnant

S'agit-il de la difficulté linguistique qui fait que Rakovsky relève de l'histoire de tant de pays qu'aucun chercheur ne peut accéder directement aux documents le concernant? Cela ne suffit pas à expliquer la lenteur avec laquelle il émerge aujourd'hui des oubliettes.

Militant socialiste à l'âge où d'autres jouent aux billes, étudiant marxiste avec Rosa Luxemburg, élève de Plékhanov, collaborateur de l'*Iskra* de Lénine et Martov, délégué à 20 ans au congrès de l'Internationale, correspondant d'Engels, Kautsky, Wilhelm Liebknecht, proche de Guesde, bon camarade de Jaurès, dirigeant des socialistes bulgares et roumains, animateur de la fédération social-démocrate des Balkans, correspondant de tous les journaux socialistes européens, défenseur des marins mutinés du *Potemkine*, pèlerin des rencontres socialistes internationales pendant la guerre, Rakovsky était déjà en 1917 un grand de la politique mondiale. Combien existerait-il dans le monde d'instituts Rakovsky si cet homme, à la vie déjà chargée d'histoire, était mort juste avant 1917?

Or il n'avait encore vécu que son enfance politique: dirigeant de la guerre civile en Ukraine, chef du gouvernement révolutionnaire, auteur de la motion qui fonda l'Internationale communiste, défenseur des nationalités opprimées contre le chauvinisme grand-russe incarné par Staline, diplomate de premier ordre, il fut enfin, en déportation, des années durant, le symbole de la fidélité à Trotsky et de l'attachement aux idées et aux principes du bolchevisme trahi et défiguré par la bureaucratie stalinienne.

C'est là à n'en pas douter l'unique raison pour laquelle Rakovsky est resté si longtemps dans la terre inconnue des voués à l'oubli. Les *Cahiers Léon Trotsky* devaient-ils l'y laisser parce que ce militant exceptionnel, devenu un vieil homme et brisé par une machine au-delà de toute force humaine, a effectué, le 7 février 1934, un premier pas dans la voie du reniement avant d'y plonger tout entier face à ses bourreaux? Nous ne le pensons pas: il existe, pour un militant, mille et une façons de mourir au combat. L'ombre de la mort ne peut suffire à ternir l'éclat d'une vie entière.

D'où ce numéro spécial autour de textes inédits ou peu connus de

³ En particulier les manuscrits confisqués à Rakovsky. Le refus de la soumettre au vote de la communauté d'historiens réunis à cette occasion m'a été communiqué par le regretté professeur Del Bo, de la Fondation Feltrinelli, qui m'a assuré qu'une démarche dans le sens souhaité par moi serait effectuée auprès du gouvernement soviétique par les organisateurs. C'est une « motion finale » adoptée par « la présidence et la direction scientifique du colloque », reproduite dans le compte rendu édité sous le titre *Pensiero et Azione Politica de Leone Trockij*, Olshki, Florence, 1982, t. II, p. 693 qui donne le contenu de cette démarche; le nom de Rakovsky n'y figure pas. On trouvera un compte rendu à chaud de cette discussion dans *La Repubblica* du 11 octobre 1980.

Khristian Georgiévitich Rakovsky. D'où cet article de présentation qui n'a d'autre prétention que de faire le point de nos connaissances pour ceux de nos lecteurs qui ne savent rien — ou pas grand chose — de lui.⁵

Le révolutionnaire balkanique

Crastyu — c'est le prénom d'origine qu'il russifiera en Khristian — Racovski est né le 1^{er} août 1873 à Gradets, près de Kotel, en Bulgarie, alors une province ottomane: l'annexion de cette région par la Roumanie en 1878 changera sa nationalité. Son père, commerçant et grand propriétaire, était fort riche et cette fortune était destinée à financer bien des activités révolutionnaires. Sa mère était la nièce du poète révolutionnaire de la libération nationale bulgare, Sava Rakovsky⁶ — partisan de l'union des peuples des Balkans avec les Russes. Le jeune garçon fut impressionné par les récits maternels sur ce héros national, bouleversé par l'iniquité des représailles déchaînées sur les siens. L'épopée de son oncle, la guerre russo-turque — il se souvint d'avoir entendu dire par un officier russe: « Nous vous libérons, mais nous, qui nous libèrera? » — lui ont inspiré une passion précoce pour les révolutionnaires russes.

C'est cette guerre qui a obligé sa famille à fuir et à chercher refuge dans la Dobroudja roumaine. Il achève ses études primaires, entre au lycée de Varna. C'était, raconte-t-il, « une période où même les étudiants les plus jeunes se passionnaient pour la politique ». Il est l'un des « me-

5. Le regretté Georges Haupt m'avait fait part de son intention ancienne de travailler sur Rakovsky. Mais c'est Francis Conte qui a ouvert la brèche. Quatre années plus tard, l'Editura Politica de Bucarest publiait en effet Cristian Racovski, *Scieri social-politice (1900-1916)* un recueil de 325 pages de textes sur la Roumanie. La même année, dans le volume *Romanian History* (Utrecht) paraissait l'article d'Ab P. van Goudoever, « Cristian Racovski and Nashe Slovo (1914-1916) », pp. 109-150. En 1980, en introduction au volume *Christian Rakovsky: Selected Writings on Opposition in the URSS 1923-1930*, Londres, Allison & Busby, une étude de Gus Fagan, pp. 7-64 en guise d'introduction. En 1982, dans *IWK (Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz für Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung)* septembre 1982, n° 3, pp. 298-310, Mariana Hausleitner, « Christian Rakovskis Bedeutung für die Internationale Arbeiterbewegung und seine Lösungsvorschläge der Nationalitätenprobleme rückständiger Länder ». Enfin est venue d'Union soviétique même l'unique « réhabilitation » qui eût eu un sens pour Rakovsky, la publication dans la revue *samizdat* de Roy Medvedev, *Polititcheskii Dnevnik* n° 7, d'avril 1965 de deux pages sur Rakovsky. Outre ces études et des références aux écrits de Rakovsky auxquels nous avons eu accès à la bibliothèque Doe de Berkeley et Hoover à Stanford, nous avons utilisé l'autobiographie de Rakovsky dans l'encyclopédie Granat traduite en français par J.J. Marie dans *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, avec G. Haupt, chez Maspero, les articles et ouvrages de Trotsky, ses notes et celles de Ruth Fischer à la bibliothèque Houghton de Harvard, ainsi que le dossier Rakovsky au ministère de l'intérieur à Paris. Enfin le travail a été éclairé par les souvenirs de Boris Souvarine dans « Panaït Istrati et le Communisme », *Le Débat*, n° 9, février 1981.

6. Sava (ou Savva) *Rakovsky* (1821-1867) était né Popović et fut le combattant indomptable de la cause nationale bulgare contre la domination turque.

neurs» des manifestations de lycéens que soutiennent quelques professeurs et contre lesquelles on envoie l'armée rétablir l'ordre dans la rue. Le garçon n'a encore que quatorze ans, il est pourtant arrêté et immédiatement exclu de toutes les écoles du pays. Remis en liberté, il revient dans sa famille à Mangalia et y passe une année entière dans la liberté intellectuelle la plus totale, dévorant tout ce qui lui tombe sous la main. Un an plus tard, en 1888, il est autorisé à reprendre ses études et admis au lycée de Gabrovo dans l'avant-dernière classe. Il a quinze ans.

Le jeune garçon est déjà atteint par le virus de la politique. L'influence de l'un de ses professeurs, de dix ans son aîné, fait le reste : Dabev a fondé en 1886 le premier hebdomadaire marxiste de Bulgarie et édité en langue bulgare les premiers textes de Marx parus dans ce pays. Avec son ami Slavi Balabanov, Rakovsky publie un journal hectographié illégal, *Zerkalo* (le Miroir) où il y avait, avouera-t-il plus tard « un peu de tout : les idées de Jean-Jacques Rousseau sur l'éducation, la lutte entre les riches et les pauvres, les méfaits des enseignants en général ». ⁷ Il aide à la diffusion de journaux socialistes qui arrivent de Suisse et apprend en jouant les techniques de la clandestinité. Il est à l'entrée de la dernière année de lycée quand il monte dans la chaire de la petite église de Kotel pour y prêcher aux paysans, sans doute un peu ébahis, « l'Eglise chrétienne primitive », le communisme chrétien. Il n'a pas tout à fait terminé le lycée quand il est de nouveau exclu — définitivement cette fois — de tout établissement secondaire en Bulgarie. Il a dix-sept ans et s'en va à Genève en 1890 faire ses études de médecine avec Balabanov — qui se noiera accidentellement en 1893.

Sa décision a été réfléchie. Il a choisi Genève parce qu'elle est alors la plaque tournante des révolutionnaires des pays balkaniques et d'Europe orientale. Il a choisi la médecine parce qu'il pense qu'elle lui donnera « le contact direct » avec le peuple. Il devient l'animateur de la société bulgare des étudiants social-démocrates, chargé à ce titre d'organiser à Genève le deuxième congrès mondial des étudiants socialistes. Lié aux émigrés russes — il vit avec Elisaveta P. Ryabova, une étudiante en médecine, militante social-démocrate —, il collabore avant tout régulièrement aux journaux bulgares, le *Sotsial-demokrat*, qui paraît à Genève, *Den*, *Rabotnik*, *Drugar* qui sont publiés en Bulgarie même. Il est délégué par l'union social-démocrate bulgare au congrès de l'Internationale à Zurich en 1893. Il revient régulièrement en Bulgarie, y fait des conférences, suivi pas à pas par la police. Son premier livre est publié en bulgare, en 1897 : c'est une analyse-réquisitoire contre le tsarisme qu'il invite à « isoler », *La Russie en Orient*. Délégué au congrès de l'Internationale à Londres, en 1896, il

7. « Rakovski », autobiographie dans Haupt & Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, p. 32.

prend la parole à propos de la question nationale en Europe et affirme que l'ignorance des socialistes sur ce point constitue « l'une des grandes faiblesses du mouvement socialiste international ».

Sa thèse achevée⁸ et son diplôme de docteur en médecine obtenu, il fait son service militaire en Roumanie, comme médecin au 9^e de cavalerie. Il commence alors à se familiariser avec le mouvement socialiste roumain qu'il avait un peu connu en France pendant son séjour à Montpellier. Il trouve le temps d'écrire deux brochures, l'une sur *La Signification politique de l'affaire Dreyfus*, l'autre sur *Science et Miracles*, qu'il édite en Bulgarie. Il ne tarde pas à repartir cependant, ne revenant en Roumanie que quelques années plus tard, en 1903, à la mort de son père qui lui laisse son domaine de la Dobroudja, évalué à 8000 livres sterling, une somme considérable pour l'époque. Il s'établit d'abord en Bulgarie, où, dans la scission social-démocrate, il a choisi, non sans quelques réserves, la fraction dure des *tesnjaki* — les « étroits » — équivalents des bolcheviks. Mais, en 1905 et sans qu'on sache quels éléments l'ont déterminé à prendre semblable décision, il vient s'établir en Roumanie, près de Constantza.

Il va consacrer toutes les années qui suivent à la renaissance du parti socialiste roumain. Ce dernier, fondé en 1893, a disparu en 1899, victime de l'opportunisme et du carriérisme de ses dirigeants qui l'ont transformé en « parti national-démocrate », appendice du parti libéral. Rakovsky ne veut pas renouveler les erreurs qui avaient fait du P.S. roumain un parti de l'intelligentsia, extérieur à la classe ouvrière. Il a l'appui du vétéran Dobrogeanu-Gherea⁹ et de la minorité qui avait voulu maintenir le parti. Le plan qu'il a élaboré consiste à porter l'effort de construction vers la constitution de syndicats ouvriers solides, seules organisations susceptibles de donner au parti la base prolétarienne qui lui est indispensable. Le développement politique se fera dans un premier temps sur la base de cercles politiques fonctionnant à partir de syndicats et de leur activité. L'orientation générale, le cadre, la direction politique finalement, seront données par un hebdomadaire. Début 1905, Rakovsky finance la parution du nouvel hebdomadaire « ouvrier » et « socialiste », *România Muncitoare* (La Roumanie laborieuse). Le premier numéro paraît le 5 mars, au moment où une vague gréviste sans précédent s'étend et gonfle en Roumanie aux premiers grondements de la révolution en Russie. Les classes dirigeantes roumaines s'alarment et commencent à diffâmer systématique-

8. La thèse de médecine de Rakovsky est intitulée *Les Causes de la crime et de la dégénérescence*.

9. Né à Kharkov sous le nom de Katz, devenu roumain ultérieurement, Constantin Dobrogeanu-Gherea (1855-1920), ancien populiste, fut le premier socialiste roumain, rédacteur du programme du parti en 1866 et finança toute sa vie les activités socialistes et syndicales.

ment celui qu'elles appellent « l'étranger, le Bulgare Rakovsky ». Quand, au mois de juin, le cuirassé *Potemkine*, dont les marins se sont mutinés à Odessa, vient chercher refuge en Roumanie, les clameurs de haine redoublent : Rakovsky, en liaison avec ses camarades russes de Genève, a pris contact avec les mutins, a tenté de les convaincre de se porter au secours des dockers de Batoum durement frappés par la répression, puis a organisé et animé les « comités d'aide » en leur faveur.¹⁰ Dès cette époque, il symbolise la révolution, cible de la haine des classes dirigeantes. Mais les progrès sont suffisants pour que les cercles politiques « România Muncitoare » qui fonctionnent désormais dans tous les centres industriels importants puissent tenir leur première conférence nationale et désigner un « comité central » dont il est le véritable dirigeant.¹¹ On peut penser alors que la création formelle du parti n'est plus qu'une question de mois.

En fait le parti social-démocrate de Roumanie (Partidul Social Democrat în România) ne naîtra qu'en 1910 et Rakovsky ne prendra pas part à son congrès de fondation. Le gouvernement libéral roumain a réussi à le tenir à l'écart du pays pour plusieurs années. C'est en 1907 qu'il a tenté sa chance. Cette année-là, une révolte paysanne a éclaté en février.¹² D'abord dirigée contre les fermiers juifs de Moldavie du Nord, nourrie des thèmes antisémites du nationalisme roumain, elle se tourne vite cependant contre l'ennemi naturel, le grand propriétaire. Très vite le gouvernement se rend compte que l'agitation paysanne donne un regain de vigueur à l'agitation ouvrière — et il décide de frapper. Les coups tombent sur le mouvement ouvrier : perquisitions, attentats, arrestations, condamnations, passages à tabac. Rakovsky est la cible principale : on lui tire dessus à Constantza, dans le cours d'un meeting où il parle, et la police l'enlève, couvert de sang, à la sortie. Il appelle les soldats à ne pas tirer sur leurs frères paysans : il est de nouveau arrêté. L'opinion socialiste mondiale a été alertée par les correspondances qu'il envoie aux journaux du monde entier, et il est rapidement mis en liberté. C'est au mois d'août,

10. Rakovsky préfaça et rédigea le premier chapitre de la première publication consacrée à la révolte du *Potemkine*, *Die Odyssee des Knias Potemkin* qui parut en allemand à Vienne en 1906 et en russe à Saint-Petersbourg en 1907 : il s'agissait du journal d'un marin qui signait *Kirill*, et s'appelait A.P. Beresovsky. Dans un article paru dix-sept ans après ce qu'on a appelé la « déstalinisation », « Nekotorie Voprossy Istorii sotsial-demokraticheskoi Partii Rumijnii », *Voprossy Istorii*, n° 10, 1973, l'historien soviétique N.I. Vinogradov raconte l'arrivée et l'accueil des marins à Constantza en Roumanie sans même mentionner le nom de Rakovsky que le monde entier identifia à l'époque — et à juste titre — aux « potemkine »...

11. Voir l'article de Rakovsky, « Der Arbeiterbewegung in Rumanien. Der konstituierende Kongress der Gewerkschaften und der sozialistischen Organisationen in Rumanien », *Die Neue Zeit* n° 9, 15 septembre 1906, pp. 313-317, et ci-dessous, en traduction française.

12. Voir, de Rakovsky également, « La Question agraire en Roumanie », *Le Mouvement socialiste*, n° 215/216, pp. 265-277.

alors qu'il vient d'être délégué au congrès de Stuttgart de la II^e Internationale avec son camarade Constantinescu, le leader des syndicats, que le gouvernement libéral choisit de se débarrasser de lui par un autre moyen. La presse déchaîne contre lui une campagne féroce : Rakovsky ne serait qu'un « étranger » — n'est-il pas né en Bulgarie ? — qui n'a fait son service militaire en Roumanie que « par erreur », et cet étranger est « un espion », un « agent russe », payé par l'état-major du tsar. Et Rakovsky se trouve à Stuttgart quand il apprend — fait sans précédent à l'époque — qu'il a été déchu de tous ses droits et expulsé de son propre pays à la suite de poursuites que lui ont valu ses correspondances à *l'Humanité* sur la révolte paysanne. Dès lors, comme il l'a relevé lui-même dans son autobiographie :

« Pendant les cinq années suivantes, la lutte de classe des ouvriers roumains tourna autour de la question de (son) retour, qu'ils s'étaient assigné comme objectif pratique ».¹³

Trotsky, de son côté, commente en 1913 pour ses lecteurs ukrainiens :

« Le retour de Rakovsky devint pour les ouvriers roumains plus qu'une question d'intérêt politique — en lui ils avaient perdu un dirigeant d'une énergie extraordinaire, d'un horizon large et d'une expérience internationale —, mais une question d'honneur ».¹⁴

D'exil, Rakovsky continue à collaborer au *România Muncitoare* et au *Viitorul Social*, publie en français les brochures intitulées *Les Persécutions politiques en Roumanie* et *La Roumanie des Boyards*, en roumain, *Du Royaume de l'arbitraire et de la cowardise*. Il ne perd plus de vue la question de la Roumanie et du déni de justice qu'il a subi et que le prolétariat roumain ressent profondément.

Au début de 1909, il estime que le moment est venu pour tenter sa chance d'imposer son retour. Mais il faut d'abord entrer en Roumanie. Parti d'Hermannstadt, où il résidait depuis quelque temps, avec un passeport français du nom de Verner, il parvient à franchir la frontière, mais est reconnu, au moment où il se préparait à monter dans le train, par un policier roumain, et arrêté sur-le-champ. Bien qu'il soit alors sous le coup de poursuites judiciaires, il est immédiatement reconduit en Hongrie. Mais les autorités refusent cet indésirable et le reconduisent en Roumanie d'où il est immédiatement expulsé de nouveau. Le chef du gouvernement, le libéral Bratianu, déclare à la presse qu'il préférerait « anéantir » Rakovsky plutôt que de le laisser revenir en Roumanie.¹⁵ L'opinion inter-

13. *Autobiographie*, p. 34.

14. Trotsky, « Le parti ouvrier », *Kievskaja Mysl*, 12 septembre 1913.

15. *L'Humanité*, 5 novembre 1909. L'émotion du journal socialiste est visible à l'allusion faite à l'affaire Ferrer. Francisco Ferrer Guardia (1859-1909), pédagogue libre-penseur,

nationale s'émeut à juste titre des circonstances brutales de cette arrestation, des menaces du ministre. Le bruit court en Roumanie que Rakovsky a été assassiné par la police roumaine: de violentes manifestations éclatent. Après un meeting à Bucarest, des milliers d'ouvriers de la capitale se heurtent à des forces de police considérables. Il en est de même après sa troisième expulsion, ressentie comme une véritable provocation, et il y a des dizaines de blessés. La bataille est pourtant perdue, au moins pour le moment.

Rakovsky et ses amis attendent le moment propice. Le gouvernement libéral est fortement ébranlé par la répression qu'il a déchaînée sur le pays après un projet d'attentat contre Bratianu et l'adoption d'une loi d'exception. Les classes dirigeantes se tournent vers les conservateurs que dirige Petrache Carp,¹⁶ qui laisse entendre qu'il serait prêt à revoir la situation de Rakovsky. Candidat aux élections sans l'être, en mars 1911, Rakovsky recueille 300 voix contre 1000 environ aux candidats bourgeois et reçoit l'autorisation de rendre visite à sa mère malade. Le gouvernement roumain reconnaît que son expulsion n'a pas été parfaitement régulière et se déclare prêt à étudier la question à la condition qu'il soit préalablement expulsé dans les formes. Rakovsky refuse. Il est arrêté, conduit de force à la frontière hongroise, à Ilanlik et remis aux policiers hongrois qui le malmènent et le renvoient. Immédiatement après, les policiers roumains essaient de le faire entrer de force en Hongrie à Karaomer, sous la menace de leurs armes. Rakovsky reste ferme et, comme les Hongrois ne veulent décidément pas de lui, on l'embarque sur le bateau *Imperatul Trajan* qui va le débarquer à Constantinople — où il est arrêté, jeté en prison jusqu'à ce qu'une campagne des socialistes turcs arrache sa libération... qui précède immédiatement son expulsion. Il s'établit alors à Sofia et y fonde le quotidien, *Napred*, qui mène campagne contre le nationalisme bulgare devenu le boute-feu des Balkans.

Mais la situation intérieure de la Roumanie évolue très vite. Décidés à pousser à fond la lutte contre les libéraux, après le « scandale des tramways », les conservateurs cherchent à se concilier les démocrates et à désamorcer la colère ouvrière: ils veulent cette fois régler la question Rakovsky. Ce dernier est autorisé à revenir plaider sa cause devant le tribunal qui doit statuer sur son appel. En avril 1912, la bataille est gagnée, l'arrêté d'expulsion annulé. Rakovsky s'installe de nouveau en

fondateur de l'École moderne, revenu d'Angleterre à la nouvelle du soulèvement ouvrier de Barcelone, accusé de complicité, avait été jugé, condamné et exécuté le 13 octobre 1909, ce qui avait soulevé une vague de protestation en Europe. Il est bien probable que la vie de Rakovsky était alors menacée: telle était en tout cas la conviction des dirigeants de l'Internationale et du parti socialiste en France.

16. Petrache Carp (1837-1919), chef du parti conservateur et deux fois premier ministre était pro-allemand et anti-russe en politique extérieure.

Roumanie à la veille de la guerre des Balkans. Il se remarie avec une Roumaine, Alexandra Codreanu, qui a un fils d'un premier mariage. Trotsky, alors correspondant de guerre, a vécu près de lui plusieurs mois et nous en a laissé une description très vivante:

« Le parti grandissait. Rakovsky était le directeur de son journal quotidien et lui fournissait des fonds. Au bord de la Mer noire, non loin de Mangalia, Rakovsky possédait par héritage une petite propriété dont le revenu servait à soutenir le parti socialiste roumain et un bon nombre de groupes et personnalités révolutionnaires dans d'autres pays. Rakovsky passait trois jours par semaine à Bucarest, écrivant des articles, dirigeant les séances du comité central, parlant dans les meetings, conduisant des manifestations. Ensuite, il prenait le train pour regagner le rivage de la Mer noire, rapportant chez lui de la ficelle, des clous, divers objets indispensables. Il allait aux champs, vérifiant le travail d'un nouveau tracteur, courant derrière la machine, dans le sillon, en redingote de citoyen. Le surlendemain, Rakovsky rentrait en ville au plus vite pour ne pas manquer un meeting ou une séance. Je l'accompagnais dans ses voyages et admirais son énergie bouillonnante, infatigable, cette constante fraîcheur d'esprit, et tant de caressantes attentions à l'égard des petites gens. Rakovsky, en un quart d'heure, passait de la langue roumaine au turc, du turc au bulgare, puis à l'allemand et au français, s'adressant à des colons et représentants de commerce; il en venait au russe avec les *skoptsy* qui habitaient les environs en grand nombre. Ses propos étaient ceux d'un propriétaire, d'un docteur, d'un Bulgare, d'un sujet roumain, et, plus souvent encore, d'un socialiste. C'est ainsi qu'il passa devant les yeux, miracle vivant, dans les rues de cette petite ville à l'écart, insouciant, paresseuse, du bord de la mer. Mais, la nuit venue, il roulait dans le train à toute vitesse vers le champ de bataille. Et il se sentait aussi bien. Il avait la même assurance à Bucarest qu'à Sofia, à Paris, à Pétersbourg ou à Kharkov ».¹⁷

Nous verrons plus loin les hésitations de Rakovsky face à la guerre et à la notion de guerre « offensive » ou « défensive ». En 1915, il s'est prononcé nettement contre la guerre et toute union sacrée, devenant ainsi le prestigieux porte-drapeau des socialistes internationalistes des Balkans. Son journal, le *România Moncitoare* a changé de titre pour devenir le *Jos Rasboiul* (A bas la Guerre), tout entier axé sur ce combat. Déjà avant-guerre, sur mandat du bureau socialiste international dont il était membre, il avait contribué à la réunion, en octobre 1911, à Belgrade, d'une conférence social-démocrate des Balkans avec les partis de Bulgarie (Tesnjaki), Serbie, Roumanie, et la Fédération de Salonique, et il y avait été le délégué de l'Internationale. Mais la deuxième conférence, qui se réunit à son initiative à Bucarest du 6 au 8 juillet 1915, a évidemment une portée tout autre. Ainsi que le souligne l'historien allemand A. Helmstaedt, elle constitue, en pleine guerre, la première réunion internationale de partis socialistes qui décide délibérément d'appliquer les décisions prises avant la

17. Trotsky, *Ma Vie*, t. II, pp. 80-81.

guerre par l'Internationale — et d'exclure formellement les organisations « social-patriotes » comme le parti bulgare « large ». ¹⁸ En ce sens, elle ouvre la voie à la conférence de Zimmerwald, qui est elle-même un jalon sur la route qui conduit à la fondation de la III^e Internationale. En outre, elle décide la constitution — en pleine guerre — rappelons-le — d'une fédération social-démocrate balkanique qui se fixe comme objectif une « République fédérale des Balkans » sur la base d'un régime totalement démocratique.

La « déclaration de principes » de la Fédération est extrêmement claire : elle est ouverte aux partis et syndicats qui « reconnaissent les principes du socialisme international, de la lutte des classes et de la socialisation des moyens de production » et qui reconnaissent évidemment ses résolutions, étant entendu qu'il ne peut y avoir par pays qu'un parti et une centrale syndicale adhérents. C'est Rakovsky qui devient le secrétaire général de la Fédération social-démocrate des Balkans.

On comprend que, dans ces conditions, la propagande chauvine se soit déchaînée contre Rakovsky. La veille encore traité d'« agent russe », il est maintenant accusé d'être un « agent autrichien », avant de devenir « agent allemand » sous la plume de ceux qui touchent... l'argent français, comme, par exemple, l'ex-bolchevik devenu délateur, Alexinsky. ¹⁹ Bien

18. Il ne nous a pas été possible de consulter le travail d'Antje Helmstaedt sur la fédération communiste des Balkans, mais nous citons ici sa remarque mentionnée par M. Hausleitner.

19. Voir l'article de Trotsky « Aux Calomniateurs », *Naché Slovo* 25 avril 1915. L'accusation d'être « vendu » fut dirigée contre cet homme riche à partir du moment où il fut évident que Rakovsky était l'un des rassembleurs des internationalistes. Les accusations des Alexinsky, Amphiteatrov et autres, pendant la guerre, ont été reprises par certains historiens, sous des formes diverses, en liaison avec la découverte de documents dans les archives allemandes. Les arguments de celui qui sert de référence à tous, Z.A.B. Zeman, nous ont paru — pour être modéré — d'une insigne faiblesse. On ne peut pas prendre pour argent comptant les affirmations de fonctionnaires allemands qui écrivent aussi qu'il faudrait faire reposer les positions allemandes « sur une base plus large que l'entourage de Lénine » (Zeman, *Germany and the Revolution in Russia 1915-1918*, p. 109) ! Dans une lettre au *Times Literary Supplement* (20 octobre 1946), Roman Rosdolsky relève que Zeman, dans sa biographie de Parvus (*The Merchant of Revolution*, p. 138) écrit que Rakovsky rencontra l'ambassadeur allemand à Bucarest. Il donne comme référence pour cette affirmation un document publié dans son propre ouvrage, mais dans lequel l'ambassadeur parle seulement de sa rencontre avec... Parvus. Roman Rosdolsky demande « s'il peut s'agir là d'une simple bévue ». Nous ne le croyons pas. L'empressement avec lequel les calomnies et les « bévues » de Zeman ont été reprises ne relève ni de l'étourderie ni de la bêtise. Ce que certains ont fait, à savoir mettre en relation ces accusations avec celles lancées contre les victimes des procès de Moscou, sans même rappeler que Lénine et Trotsky ont été accusés d'être des « agents » par des gens qui l'étaient eux-mêmes, ne relève pas non plus de l'histoire des idées. Disons pourtant fermement que, même pour des gens qui font profession d'anticommunisme après avoir vécu du stalinisme et approuvé ses procès, il est des associations d'idées et de formules qui déshonorent leurs auteurs. Relevons comme réconfortant le mépris manifesté par Ruth Fischer à l'égard de ce genre d'attaques contre Rakovsky et regrettons la faiblesse de Francis

tôt, le gouvernement roumain défend à Rakovsky de quitter le pays, ce qui l'empêche de participer à la conférence internationale de Kienthal.

Le 13 juin 1916, une manifestation ouvrière à Galatz est durement réprimée par l'armée roumaine et huit ouvriers sont tués dans la rue. Le gouvernement, décidé à briser l'opposition, arrête Rakovsky et les autres dirigeants des syndicats et du parti socialiste et les accuse d'avoir fomenté une insurrection. Mais la menace d'une grève générale à Bucarest l'oblige à reculer et à les mettre en liberté. Ce n'est que partie remise. La Roumanie entre en guerre le 27 août aux côtés des Alliés. Le 23 septembre au matin, la police débarque dans la maison de Rakovsky, lui signifie son arrestation et le détient dans l'isolement, dans sa propre chambre, au troisième étage de sa demeure occupée par des policiers armés. En décembre, avec l'évacuation de la capitale, il est emmené et emprisonné pendant trois mois dans l'infecte prison de Vasslui, coupé du monde et de ses amis qui connaissent seulement sa « disparition ». A la fin de février, il est transféré à Jassy et, sur le quai de la gare de départ, réussit à informer des civils allemands en cours de rapatriement qui feront parvenir des nouvelles de lui à ses amis de Vienne. Ses conditions de détention, relativement libérales au début de son séjour à Jassy, sont sérieusement aggravées avec les nouvelles sur la révolution russe et « le désir fou d'être là-bas » lui fait « perdre le sommeil ». ²⁰ Il élabore des plans d'évasion qu'il n'aura pas besoin de réaliser. Le 1^{er} mai, ce sont des soldats russes mutinés qui se présentent à son lieu de détention à la tête d'une colonne de manifestants chantant l'*Internationale* :

« Camarade Rakovsky ! Au nom de la révolution russe, vous êtes libre ! Venez avec nous ». ²¹

C'est de là, que, presque directement, et *via* Odessa, il va entrer dans l'histoire de la révolution russe.

Le socialiste internationaliste

Polémiquant en 1915 contre Alexinsky, Trotsky décrivait déjà Rakovsky comme un authentique socialiste russe :

« Rakovsky est et restera l'un des premiers socialistes russes. Il adhéra au groupe « Emancipation du Travail » et s'en fit le propagandiste au sein des jeunes russes et bulgares. Il résida à Saint-Petersbourg en qualité d'écrivain marxiste, en rapport étroit avec les social-démocrates militants. Il fut expulsé. Il prit une

Conte, apparemment éperdu devant les calomnies et qui malheureusement fait la part trop belle aux calomniateurs les plus disqualifiés.

20. C. Racovski, « Arrestation et Libération », *Demain*, n° 20, décembre 1920, p. 107. Cet article, dans lequel Rakovsky raconte un épisode important de sa vie, ne semble pas avoir attiré l'attention de Francis Conte, pourtant méticuleux dans la recension des sources.

21. *Ibidem*, p. 111.

part active à la « Ligue étrangère » de notre parti, collabora à l'*Iskra*, aida celle-ci matériellement et mena la lutte contre les tendances populistes et terroristes au sein du socialisme russe. Pendant la révolution russe (de 1905), il se dévoua corps et âme à celle-ci, secourut les émigrés, fit campagne pour les mutins du *Potemkine* réfugiés en Roumanie, resta le collaborateur des publications socialistes russes, soutint *Golos*, *Sotsial-demokrat*, *Pravda* et les journaux ouvriers légaux.²²

Ce n'est pourtant pas en tant que « militant russe » que Rakovsky vint rejoindre en 1917 ce qu'on appelait « la Russie des soviets », mais en tant que révolutionnaire et internationaliste, en tant qu'« émigré politique socialiste » comme il l'écrivit de lui-même. Ce n'était pas la première fois qu'il fixait le choix de sa résidence en fonction de considérations politiques. En 1890, il avait choisi Genève à cause de ses liaisons avec le mouvement bulgare. C'étaient ses liaisons russes qui l'avaient conduit à s'installer à Berlin à l'automne 1893, d'où il devait être expulsé en avril 1894. Il avait séjourné en France, à Nancy, Montpellier, puis Paris, pendant trois ans et songé sérieusement à s'y fixer définitivement, ce dont le refus — de justesse — de sa naturalisation le détourna finalement. Après son expulsion spectaculaire de Roumanie et pendant le long combat pour ses droits, il avait séjourné en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Turquie, en Belgique, en Hollande, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Rakovsky est un Européen, socialiste et internationaliste et personne dans le mouvement de l'époque n'a un horizon ou des relations comparables. Il n'avait que 18 ans qu'il était avec Rosa Luxemburg animateur des cercles marxistes étudiants de Zurich. A 20 ans il avait organisé le congrès international des étudiants socialistes. Il avait connu en Suisse, par sa compagne, les vétérans du socialisme russe en exil, Plékhanov, Véra Zassoulitch, Axelrod. C'est un séjour en France, à Mornex, chez Plékhanov où se trouvait, selon les policiers français « l'imprimerie clandestine des Russes » qui lui avait valu d'entrer dans les dossiers français. Il n'avait que 20 ans quand il avait rencontré successivement Jules Guesde puis Friedrich Engels. Dans son bref séjour berlinois, il avait été reçu par Wilhelm Liebknecht, avait connu son fils Karl et, par lui, les cercles socialistes russes qui l'avaient marqué. Il était devenu collaborateur du *Vorwärts* de Berlin, mais ses liens avec les révolutionnaires russes et la découverte à son domicile de brochures socialistes avaient justifié son expulsion de Prusse, le 12 avril 1894.

En dépit d'une étude attentive des dossiers de police le concernant, nous ne savons rien des activités probables de Rakovsky à Nancy, ni des

22. Trotsky « Notes sur Rakovsky », Papiers d'exil, Houghton Library, bmsRuss 13, T 4391. Il s'agit de feuilles de brouillon, certaines manuscrites, d'autres dactylographiées, esquisse d'un portrait. Suivant la méthode de travail de Trotsky, ces feuilles sont collées les unes après les autres en un long ruban et non paginées.

raisons de son inscription à l'Etat B des « anarchistes étrangers non expulsés ». Nous savons qu'à Montpellier il a milité dans les cercles bulgares et russes, se mêlant aussi aux Français, qu'il a collaboré à *La Jeunesse socialiste* de Lagardelle et au quotidien de Guesde, *La Petite République*. Un de ses camarades l'a décrit : « Son visage d'anémique, encadré d'une barbe noire, était éclairé d'yeux noirs dont le regard, ordinairement triste, mélancolique, devenait dur dans la discussion... Rakovsky fut vite accepté comme chef de file par les étudiants français et même étrangers qui étaient socialistes et dont il faisait inlassablement l'éducation ».²³ Il ne prend la parole que dans des réunions privées mais est tout de même l'un des hommes les plus en vue. En juillet 1896, au retour d'une excursion à Saint-Guilhem-du-Désert, il a une très longue discussion en tête-à-tête avec Jaurès qui fait beaucoup d'envieux : dix ans plus tard, il ira avec lui de Paris à Londres. En 1897, en Roumanie, il a épousé sa compagne Elisaveta et en 1899, au cours d'une permission, pendant son service militaire, il est allé lui rendre visite à Saint-Petersbourg : il s'est même arrêté au retour à Pskov pour essayer de rencontrer Lénine. Commentant ces voyages, Trotsky note :

« L'orbite géographique de Rakovsky au cours de ces années présente une ligne très compliquée. La tracer sur une carte serait impossible sans l'aide des archives secrètes de la majorité des pays européens. La soif de connaître, de voir et d'agir le conduisait irrésistiblement en ces premières années ».²⁴

Il revient à Saint-Petersbourg en 1901 et y fréquente les « marxistes légaux » auxquels sa femme est liée, collabore au journal de Strouvé,²⁵ prête son appartement à Véra Zassoulitch, venue clandestinement, pour qu'elle y rencontre ses « contacts ». Repéré par l'Okhrana, il est expulsé. C'est à Revel, où il attend un bateau, qu'il termine son livre sur *La France contemporaine*, que ses amis russes signeront Insarov. Il achète un haut fonctionnaire pour faire annuler l'arrêté d'expulsion et revient quelques mois plus tard.²⁶ Cependant la mort prématurée de sa compagne, son isolement dans Pétersbourg vidée par la répression, le décident au départ à la fin de 1902.

Revenu en France, il exerce la médecine, pendant six mois, à Beau-lieu sur Loire, dans le Loiret. Puis il s'inscrit à la faculté de Droit où il a

23. Jules Véran, « Les années d'apprentissage d'un ambassadeur des soviets », *La Vie des Peuples*, janvier 1925, p. 7.

24. *Ibidem*.

25. Peter B. Strouvé (1870-1944) était au tournant du siècle le leader de ceux qu'on appelait « marxistes légaux », socialistes qui pensaient pouvoir adapter leur action comme leur propagande et leur agitation au cadre légal de la Russie tsariste. Il allait rapidement rejoindre le camp du parti constitutionnel-démocrate (cadet) de la bourgeoisie russe.

26. Dans son *Autobiographie*, p. 349, Rakovsky indique qu'il versa cet argent dans ce but à un dénommé Gourévitch, démasqué plus tard comme provocateur.

comme bons amis de jeunes radicaux « de gauche » qui feront leur chemin, Emile Buré et Anatole de Monzie.²⁷ Il demande sa naturalisation, qu'il est près d'obtenir. Mais les réserves du préfet de police qui invoque ses voyages à l'étranger et l'absence de « résidence continue » font reporter une décision qui semblait acquise. Malgré une intervention pressante de Georges Clemenceau, Rakovsky ne deviendra pas citoyen français.²⁸

En fait, il est moins cosmopolite que solidement internationaliste. Pendant l'hiver 1903-1904, il prend la parole à Paris dans un meeting international sur la guerre russo-japonaise puis déjeune avec Plékhanov qui lui reproche son « défaitisme », comme Guesde pour qui « la social-démocratie ne peut jamais être anti-nationale ».²⁹ Sans encore les formuler, il pressent les fractures à venir entre camarades ; lors de la scission russe, ses sympathies sont allées à Plékhanov, contre Lénine, mais, dans celle du parti bulgare, il est avec les *tesnjaki*, petits cousins des bolcheviks russes.

Délégué au congrès d'Amsterdam de l'Internationale, il y représente le parti bulgare et le parti serbe ; il prend la parole, au nom des Russes, dans un meeting sur l'assassinat du comte Plehve. Au congrès de Stuttgart en 1906, la Délégation russe lui vote des remerciements pour « services rendus à la révolution russe et au prolétariat dans sa lutte contre le tsarisme » : personne n'ignore qu'en dehors de la campagne pour aider les marins du *Potemkine*, il a également financé, pendant la révolution de 1905, diverses publications social-démocrates.

Aucun militant ouvrier et socialiste d'Europe au début de ce siècle ne peut ignorer le nom de Cristian Racovski (Khristian G. Rakovsky) dont les articles sur les Balkans paraissent dans le *Vorwärts* comme dans *L'Humanité* de Jaurès dont il est le correspondant, dans *Les Temps Nouveaux*, *Avanti!*, *El Socialista*, *Die Arbeiter-Zeitung* de Vienne, *Le Peuple* de Bruxelles, *Nepszava* de Budapest et la revue *Die Neue Zeit*.

Ainsi Rakovsky était-il admirablement formé et placé pour le rôle qu'il allait jouer à partir de 1915. Son amitié avec Trotsky — qu'il connaissait depuis longtemps — s'était définitivement trempée en 1913 pendant la guerre des Balkans que ce dernier avait suivie comme correspondant de guerre, et l'orientation des deux hommes, à travers leur

27. Anatole de Monzie (1876-1947) fut pour la première fois ministre en 1925 ; Emile Buré (1876-1952) fut sans doute l'un des journalistes les plus influents de son temps pendant les années trente ; il écrivait dans *L'Ordre*.

28. On trouve une abondante correspondance administrative au sujet de cette demande de naturalisation dans les archives du ministère de l'intérieur (ancienne série Panthéon), « dossier Rakovsky-Insarov ». Il semble que, dans un premier temps, le dossier de Rakovsky comportant son inscription au carnet B » n'ait pas été trouvé car il portait par erreur 1837 (au lieu de 1873) comme date de naissance et avait donc été « classé »...

29. *Autobiographie*, p. 350.

évolution, semble désormais une affaire commune. On sait que Trotsky est l'âme du quotidien internationaliste de Paris, *Naché Slovo*, dont Rakovsky est un collaborateur régulier et sans doute la principale source de financement. Rakovsky a hésité au début de la guerre sur la position que pouvait prendre un parti socialiste de pays non-belligérant : il répugnait aux leçons de morale et était troublé par toutes les affirmations — tant des socialistes français que des social-démocrates allemands — sur le caractère « défensif » de la guerre... Mais à partir de 1915 il prend position nettement contre la guerre et l'union sacrée, bien que contre ce qu'il appelle « tout sabotage de la défense nationale ». Trotsky et *Naché Slovo*, sur qui il s'appuie dans la constitution de la fédération balkanique, ont une position analogue. Et c'est lui qui finance très largement *Naché Slovo*.³⁰

On connaît bien les critiques adressées alors par Lénine — partisan du « défaitisme révolutionnaire » — à Trotsky et Rakovsky, parce qu'ils sont partisans d'une « paix sans indemnités ni annexions, sans vainqueurs ni vaincus ». La polémique est souvent injuste. Accusé par Lénine d'« opportunisme » et qualifié de « diplomate » par Zinoviev, Rakovsky écrivait pourtant en 1915 à Charles Dumas :

« Le désastre moral de notre parti n'est pas le résultat d'une erreur passagère, un simple incident parlementaire. Sa cause réside dans une altération profonde de la conscience socialiste en Europe, empoisonnée par le révisionnisme et l'opportunisme socialiste ».³¹

Gus Fagan résume bien les positions de guerre de Rakovsky :

« Rakovsky était contre la guerre et le vote des crédits de guerre ; il était depuis le début contre toute forme de collaboration gouvernementale avec la bourgeoisie ; il était contre le social-patriotisme d'un point de vue internationaliste principal, mais voyait dans la position majoritaire de l'Internationale le résultat final de l'opportunisme et d'une ambiguïté inhérente à la position socialiste traditionnelle sur la guerre et la défense nationale ; il n'appelait pas à une scission décisive avec la majorité ou à la fondation d'une nouvelle Internationale, comme le faisait Lénine ».³²

C'est d'ailleurs cette position « centriste de gauche » qui, au cours de la première partie de la guerre, donne tout son poids à Rakovsky et fait de

30. M. van Goudoever, dans l'article cité note 5 a étudié avec attention la contribution de Rakovsky à *Naché Slovo*. Sur sa contribution financière, tout en réfutant soigneusement non seulement les calomnies mais les hypothèses comme celle de F. Conte, il fait apparaître qu'elle faisait de lui un des principaux soutiens du journal internationaliste (notamment pp. 116-119).

31. Kh.G. Rakovsky, *Les Socialistes français et la Guerre*, p. 28. C'est sous ce titre qu'il avait publié en mai 1915 la lettre que lui avait adressée le chef de cabinet de Jules Guesde, Charles Dumas, et sa propre réponse.

32. Gus Fagan, « Introduction », *Christian Racovskys. Selected Writings*, p. 17.

lui le rassembleur de tous les adversaires du social-patriotisme. Ce sont ses efforts qui aboutissent à la tenue, en juillet 1915, de la conférence de Bucarest des partis social-démocrates. Il est déjà en correspondance suivie avec Trotsky et l'équipe de *Naché Slovo*. Invité par le PSI à un meeting à Milan, il en profite pour parler avec ses dirigeants de la nécessité d'organiser une conférence socialiste internationale et fait un détour par la Suisse afin de rencontrer les dirigeants socialistes et Lénine. Ce sont son activité, sa pression, ses arguments, qui convainquent les dirigeants du P.S. italien et suisse de reprendre à leur compte l'idée de la conférence internationale. A Paris, Morgari prépare le terrain pour lui et il vient en personne en mai 1915, discutant avec toute la « gauche », mais surtout avec Trotsky et revient en passant par la Suisse pour rencontrer de nouveau Lénine et les socialistes suisses...

Bien entendu, il est à Zimmerwald où il représente, à cette conférence internationale qu'il a rendue possible, le parti roumain. Il y défend habilement la position centriste, à la fois contre Martov, pour qui la scission serait un crime et contre Lénine qui exige la rupture avec l'Internationale, passée, selon lui, à l'ennemi. Rakovsky est membre de la commission de rédaction du manifeste, que Trotsky va rédiger et que même les bolcheviks votent, avec Lénine, parce qu'ils le considèrent comme un pas en avant. Membre de l'exécutif de Zimmerwald, Rakovsky participe à sa réunion de Berne en février 1916 et s'entend avec Lénine pour l'envoi d'une circulaire appelant à organiser la lutte des masses contre tous les gouvernements belligérants. Cette activité et l'entrée en guerre de la Roumanie le conduisent en prison d'où les soldats russes le libèrent, à Jassy, le 1^{er} mai 1917.

Il va plonger presque directement dans la révolution russe. Quelques heures après sa libération, Place de l'Union à Jassy, sur une estrade improvisée, devant un auditoire enthousiaste de 20 000 personnes, soldats russes et bulgares et travailleurs roumains, il prend la parole en russe, en roumain et en français. Puis, dans un train spécial affrété par les soldats rouges, en compagnie d'un autre militant roumain également poursuivi, Mihai G. Bujor,³³ il gagne Odessa. Il y reste deux semaines, le temps d'y fonder le « comité d'action social-démocrate roumain » et de relancer le journal roumain *Lupta* (La Lutte). Puis il rejoint Pétrograd et prend part

33. Mihai G. Bujor (1881-1964), avocat, avait rejoint en 1905 le parti roumain en formation et milité avec Rakovsky. Mobilisé en 1914, il était lieutenant et était poursuivi pour un discours prononcé à l'enterrement d'un camarade, médecin militaire. Il dirigea ensuite le bureau d'Odessa du parti communiste roumain. Revenu clandestinement en Roumanie, il y fut condamné à 20 ans de prison en 1920. Libéré par une amnistie en 1934, il prit position contre les procès de Moscou et n'alla pas en U.R.S.S. ce qui lui permit sans doute de survivre. C'est Rakovsky qui mentionne, dans son article de *Demain*, sa participation à cette journée historique.

du 26 au 28 mai, à la conférence de Zimmerwald où il s'oppose à Lénine et Trotsky qui préconisent le boycottage de la conférence socialiste internationale de Stockholm. Il est pourtant très proche des bolcheviks et plonge comme eux dans la clandestinité au lendemain des journées de juillet. A la différence de son ami Trotsky, qui est, il est vrai, arrivé avant lui, il n'a pas encore rejoint le parti bolchevique, ce qui ne l'empêche pas d'être recherché par la police de Kerensky, ce qui l'oblige à se terrer quelques semaines. Au lendemain de l'écrasement du putsch militaire du général Kornilov, il part pour Stockholm où il espère convaincre quelques délégués. Il y reste quelque temps, collaborant avec Radek à l'édition de *Pravda-Korrespondenz* (*Bote der russischen Revolution*), bulletin bolchevique d'information en direction de l'Allemagne — une activité évidemment un peu surprenante de la part d'un « agent allemand », puisque c'est ainsi que Rakovsky, de même que Lénine et Trotsky — est désormais étiqueté par la presse des social-patriotes et les services secrets des Alliés. Il est plongé dans cette activité quand les bolcheviks prennent le pouvoir. Il adresse par une lettre que les *Izvestija* vont publier le 29 novembre 1917 un salut enthousiaste « au gouvernement socialiste de Russie vers lequel se tournent les regards des peuples du monde entier ».

C'est à son retour à Pétrograd, au début de décembre 1917, que Rakovsky devient formellement membre du parti bolchevique. Doit-on estimer avec Trotsky que « son développement l'y conduisait de façon organique et irréversible » ? Les liaisons personnelles qu'il entretenait dans l'Europe socialiste depuis 1905 le situaient plutôt du côté menchevique, mais son parti, comme lui-même, étaient résolument du côté des bolcheviks en Russie. Trotsky ajoute :

« Rakovsky est venu personnellement vers Lénine comme un élève reconnaissant, sans une ombre d'orgueil ni de jalousie, bien qu'ils n'aient eu que quatre ans de différence. Il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet pour qui connaît la personnalité de Rakovsky et son activité [...] Il n'est pas tombé sous l'influence de Lénine, très jeune, quand celui-ci n'était encore que le chef de l'aile gauche du mouvement démocratique-prolétarien en Russie. Rakovsky est venu à Lénine à l'âge adulte, à quarante ans, avec l'expérience de nombreuses batailles internationales alors que Lénine était devenu un dirigeant à l'échelle mondiale. On sait que Lénine a rencontré une forte opposition au sein de son propre parti lorsqu'il abandonna les tâches démocratiques-nationales pour celles du socialisme international. Beaucoup de vieux-bolcheviks, quoique ralliés à la nouvelle plateforme, restaient attachés au passé par toutes leurs racines, comme en témoignent sans conteste les épigones actuels. Rakovsky, au contraire, si, pendant longtemps il n'avait pas assimilé la logique nationale du bolchevisme, adopta d'autant plus profondément, sous son aspect ouvert, le bolchevisme dont il vit le passé sous un angle différent ».³⁴

34. Trotsky, « Notes... ».

L'afflux de nouveaux bolcheviks de cette trempe est sans doute le secret d'une victoire. Nommé commissaire du gouvernement de la R.S.F.S.R., Rakovsky prend la route d'Odessa au début de 1918, sous la protection d'une escorte que commande un autre rallié célèbre, l'anarchiste Jelezniakov.³⁵

L'histoire, pour un temps, le ramène vers la Roumanie dont l'armée a attaqué en janvier le territoire soviétique, occupant rapidement la Bessarabie qu'elle prétend annexer. A Sebastopol, puis Odessa, où il transforme le comité d'action en comité militaire révolutionnaire roumain et organise les premières unités rouges avec des ouvriers évacués et des marins volontaires, Rakovsky prépare une contre-offensive qui se révèle si efficace tant sur le plan politique que sur le plan militaire qu'il ne faudra pas plus de deux mois pour que le gouvernement roumain du général Averescu³⁶ signe l'armistice, le 5 mars, en s'engageant à restituer sous deux mois la Bessarabie occupée. Membre de l'exécutif des soviets roumains à Odessa où il organise la tchéka pour l'Ukraine et la Roumanie, on suit Rakovsky à Nikolaïev, en Crimée, puis Ekaterinoslav, où il participe au 2^e congrès des soviets d'Ukraine, à Poltava, puis Kharkov. Au terme d'un séjour d'un mois à Moscou il est le chef de la délégation soviétique qui négocie à Koursk avec la Rada ukrainienne³⁷ et apprend en séance le coup d'Etat de l'ataman Skoropadsky³⁸ qui vient précisément de renverser la Rada. Il conclut l'armistice avec les Allemands puis conduit à Kiev la « négociation » avec Skoropadsky avec mission de démasquer son interlocuteur, créature de l'état-major allemand. En septembre il est envoyé à Berlin en mission extraordinaire pour négocier un traité de paix entre l'Allemagne et l'Ukraine et, au moment où il doit en partir pour

35. Anatoli G. Jelezniakov (1895-1919), ouvrier agricole, puis marin, avait commandé un détachement de Cronstadt pendant la révolution d'Octobre : c'était l'un des principaux anarchistes qui soutenaient les bolcheviks. Il devint commandant de la garde du Palais de Tauride et l'on sait que c'est lui qui prit la décision de disperser l'Assemblée constituante. Il fut tué au combat en juillet 1919.

36. Alexandre Averescu (1859-1938), ancien ministre de la guerre et chef d'état-major, était alors premier ministre. Il avait été le supérieur direct de Rakovsky pendant le service militaire de ce dernier.

37. La « Rada » (le mot ukrainien pour « soviets » ou « conseil ») d'Ukraine s'était formée en mars 1917, avec des représentants des s.r., des social-démocrates, des social-fédéralistes et des minorités nationales. Elle devint une sorte d'assemblée nationale embryonnaire et proclama le 13 juin une « république ukrainienne autonome », puis, en novembre, la République populaire d'Ukraine. Fin décembre 1917, un pouvoir soviétique érigé à Kharkov se dressa contre elle.

38. Pavel P. Skoropadsky (1873-1945), général et grand propriétaire, ancien aide du camp du tsar, commandait, pendant la guerre, une division de cavalerie ; d'abord commandant en chef des forces militaires de la Rada, il se débarrassa de sa tutelle en se proclamant « ataman » (chef suprême, en allemand « hetman ») avec l'appui allemand. En décembre 1918, il se réfugia en Allemagne.

Vienne, est expulsé en même temps que tous les autres diplomates soviétiques de Berlin, dont l'ambassadeur A.A. Joffé.³⁹ C'est sur le chemin du retour, toujours sous escorte militaire allemande, à Borissov, que les militants-diplomates expulsés apprennent l'explosion de la révolution allemande tant attendue qu'il va célébrer et analyser dans les *Izvestija* du 11 décembre.

Il repart presque aussitôt, membre d'une délégation de l'exécutif des soviets au premier congrès des conseils d'ouvriers et de soldats à Berlin. Mais ses camarades et lui sont arrêtés à Kovno, refoulés sur Minsk, sauf Radek qui glisse entre les mailles.⁴⁰ Rakovsky revient à Moscou *via* Gomel, pour y apprendre qu'il est désigné pour présider le gouvernement provisoire révolutionnaire des ouvriers et paysans d'Ukraine.

Il lui restait à couronner cette période de son activité de militant international en participant de façon déterminante à la fondation de cette III^e Internationale dont il était convaincu depuis 1916 qu'elle était nécessaire. On sait aujourd'hui que les bolcheviks, qui avaient primitivement convoqué à Moscou une « conférence socialiste internationale » pour lui faire décider la fondation de la III^e Internationale, avaient un instant renoncé à leur projet initial devant l'opposition du délégué allemand, Hugo Eberlein, porte-parole de Rosa Luxemburg. Le troisième jour cependant, la description de la révolution en Europe centrale par un Autrichien leur rend détermination et audace. Rakovsky, déjà rapporteur au congrès où il représente la fédération balkanique, doit à sa dimension internationale, à son autorité morale comme à ses liens avec Luxemburg la charge de présenter la motion qui déclare fondée l'Internationale communiste.⁴¹

C'est ainsi qu'à 44 ans, l'ancien lycéen de Gabrovo et de Varna, l'étudiant de Genève, Paris, Montpellier, Saint-Petersbourg, le journaliste de Sofia et Bucarest, l'homme de Constantza et du *Potemkine*, le prisonnier de Jassy, l'organisateur de Zimmerwald, réalisa ce geste historique.

Il était déjà à cette date membre du comité central du parti communiste russe (bolchevique), chef du gouvernement provisoire révolutionnaire d'Ukraine ; il allait être élu au comité exécutif et au bureau de cinq membres de l'Internationale communiste. Chef de gouvernement, chef de parti, chef de guerre. Chef révolutionnaire en un mot.

39. On sait que cette expulsion fut décidée par le gouvernement allemand à la veille de la révolution de novembre ; il est vrai que les diplomates soviétiques concevaient leur rôle comme celui d'agitateurs internationalistes. Par ailleurs, il nous semble vraisemblable que Rakovsky et Joffé, tous deux amis personnels de Trotsky, devaient avoir eu des relations personnelles auparavant, mais nous n'en avons pas trouvé trace.

40. Radek a fait de ce voyage épique qui le conduisit à Berlin un récit très coloré paru dans le numéro 10 de *Krasnaïa Nov'* en 1926.

41. Texte de la motion Rakovsky et débat dans *Premier congrès de l'Internationale communiste* (E.D.I.), troisième journée, 4 mars 1919, pp. 164-177.

Le chef de guerre révolutionnaire en Ukraine

Ukrainien, Rakovsky ne l'est pas plus que roumain, bulgare, russe ou français. C'est probablement pour cette raison qu'il est choisi. Boris Souvarine rappelait récemment ce qu'il avait écrit à ce sujet en 1975 :

« L'Ukraine, après le traité de Brest-Litovsk, présentait un tableau de complications, de confusions, de divisions et subdivisions politiques et ethniques, indescriptible en quelques lignes, véritable pandémonium de partis antagoniques, d'organisations rivales, de groupements et sous-groupes à couteaux tirés, qu'animaient les passions nationales, les haines politiques, les exigences sociales, les ferveurs religieuses ou autres. Il y avait des bolcheviks et des mencheviks, russes et ukrainiens, des socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, des borotbistes, des sionistes, des fédéralistes, des anarchistes de diverses tendances séparées, des nationalistes, des cadets, des formations cosaques, des Cent-noirs (il faut abrégé). Lénine dut trancher dans le vif, et, passé maître dans l'art d'utiliser les compétences, habile à placer *the right man at the right place*, dit à son entourage : il faut en Ukraine un homme qui ne soit ni russe ni ukrainien, ni bolchevik, ni menchevik, ni socialiste révolutionnaire, ni borotbiste, ni maximaliste, ni bundiste, ni sioniste, ni fédéraliste, ni..., ni..., etc. ; cet homme existe : c'est Rakovsky ». ⁴²

Les circonstances ne sont pas ordinaires. Trotsky a rencontré à plusieurs reprises Rakovsky pendant cette période et il en témoigne :

« En sa qualité de président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et de membre du Politburo du parti ukrainien, Rakovsky concentrait entre ses mains le pouvoir et se trouvait au cœur de tous les problèmes de la vie ukrainienne ». ⁴³

Dans ses *Notes*, il ébauche un tableau de sa politique extérieure et de son activité de propagande inséparables, l'inlassable dénonciation de la guerre ouverte menée en Ukraine par les forces de l'Entente et notamment les unités françaises dont il dépeint « les horreurs rappelant l'époque la plus sombre de la conquête de l'Algérie ou les méthodes barbares de la guerre des Balkans ». Il mentionne également une émission radiophonique, du 25 septembre 1919 dans laquelle Rakovsky en personne présente le dossier le plus complet des pogroms et crimes antisémites — ce qui vaut à ce révolutionnaire non juif d'être appelé désormais « le Juif Rakovsky ».

Pour concevoir l'importance du rôle assumé dans cette période par Rakovsky, il faut se souvenir que l'Ukraine était pratiquement indépendante. Trotsky écrit à ce sujet :

« Nous ne nous hâtons pas vers la centralisation car nous ignorions comment les rapports internationaux allaient évoluer et s'il ne valait pas mieux pour l'Uk-

42. Boris Souvarine, « Panait Istrati et le communisme », *Le Débat* n° 9, février 1981, p. 121. Souvarine cite un article de lui dans *Est et Ouest* en 1975.

43. Trotsky, « Notes... ».

raine ne pas lier encore formellement son destin à celui de la Grande Russie. Cette prudence était également nécessaire par rapport au jeune nationalisme ukrainien qui devait aboutir à la nécessité d'une fédération avec la Russie sur la base de sa propre expérience. ⁴⁴

Trotsky poursuit :

« Durant cette première période d'indépendance de l'Etat ukrainien, c'est la ligne du parti qui assurait l'indispensable lien. En tant que membre du C.C., Rakovsky en appliquait évidemment les décisions. Il faut remarquer cependant qu'à ce moment-là, il n'était pas question d'emprise du parti sur les soviets, plus exactement, de la substitution du parti aux soviets. Il faut ajouter également que l'absence d'expérience signifiait l'absence de routine. Les soviets étaient pleins de vie, l'improvisation y jouait un grand rôle. Rakovsky était le véritable inspirateur et dirigeant de l'Ukraine en ces années. Ce n'était pas une tâche facile ». ⁴⁵

C'est en fait au service de la révolution internationale que Rakovsky est placé en Ukraine — et c'est à ce service qu'il va apprendre, et notamment comprendre la question nationale. En 1919, il définit lui-même sa propre mission dans un article des *Izvestija* :

« L'Ukraine est vraiment le *noeud stratégique* du socialisme. Créer une Ukraine révolutionnaire signifierait déclencher une révolution dans les Balkans et donner au prolétariat allemand la possibilité de résister à la famine et à l'impérialisme mondial. La révolution ukrainienne est le *facteur décisif* dans la révolution mondiale ». ⁴⁶

Partiellement occupée par les Blancs, mais aussi par les Alliés qui ont assuré la relève des forces allemandes, l'Ukraine est alors la tête de pont du monde capitaliste et la mission de Rakovsky est au contraire d'en faire le fer de lance de la révolution dans l'Europe des Balkans — ce qui donne tout son relief aux choix dont il est l'objet, ce que Gus Fagan souligne fort justement :

« Répandre la révolution à l'échelle internationale, à travers les Balkans et en Europe, ce n'était pas seulement avec Rakovsky une affirmation théorique, mais un objectif immédiat, matériel et pratique qu'il poursuivait avec tous les moyens, diplomatiques, politiques, militaires, de 1918 à 1920 [...] Sa nomination à la tête du gouvernement révolutionnaire de l'Ukraine, il la considérait non en termes de consolidation du pouvoir ou de gains territoriaux, mais comme un moyen de faire progresser la révolution à travers les Carpates et en Europe ». ⁴⁷

Il ne s'agit pas bien entendu de fomenter la révolution : celle-ci flambe en Ukraine depuis 1917, un incendie qu'ont aggravé encore les

44. *Ibidem.*

45. *Ibidem.*

46. *Izvestija*, 21 janvier 1919, cité par Conte, *op. cit.* I, p. 215 et Fagan, *op. cit.* p. 24.

47. Fagan, *op. cit.*, p. 24.

rigueurs de l'occupation allemande. Mais il s'agit de la mener à la victoire au-delà des limites ukrainiennes qui sont pour l'instant largement franchies par les armées ennemies... Et le problème n'est pas si simple. L'Ukraine, nation opprimée depuis des siècles, aspire à son indépendance nationale et les nationalistes bourgeois, voire démocrates, y jouissent d'une autorité sans commune mesure avec leur faible poids social. Quant aux éléments réactionnaires liés aux grands propriétaires, ils utilisent eux aussi, avec beaucoup de cynisme le nationalisme ukrainien et les sentiments anti-russes à leurs propres fins et avec une certaine audience...

En outre, dans ce pays à prédominance rurale écrasante — 80% des habitants vivent à la campagne — le clivage de nationalité renforce les clivages sociaux : la campagne est ukrainienne, mais les villes sont russes. Le parti bolchevique, lui, avant tout « russe et juif », comme le note E.H. Carr, est largement extérieur au milieu ukrainien et c'est très naturellement qu'il nourrit un courant désireux de mieux s'intégrer au milieu et s'« ukrainiser ». Quand le traité de Brest a contraint en 1918 les forces bolcheviques à évacuer l'Ukraine, un congrès bolchevique ukrainien tenu à Taganrog a décidé qu'il y aurait désormais un P.C. indépendant en Ukraine et désigné un comité d'organisation dirigé par Skrypnyk — incarnation de ce courant — et Piatakov.⁴⁸ A l'été, il semble que le congrès du P.C.U. tenu à Moscou ait, sinon renversé, du moins singulièrement entravé la tendance « indépendantiste », dominé qu'il est par ceux qu'on appelle « ceux d'Ekaterinoslav », les ouvriers, tous russes, de cette région industrielle et du Donetz. La résolution, présentée par Skrypnyk, précisant que le P.C.U. avait son propre comité central et qu'il était lié au P.C. russe par l'intermédiaire du comité international de l'Internationale communiste, est rejetée et Skrypnyk lui-même n'est pas réélu au C.C.

Pendant ce temps, l'action clandestine des bolcheviks contre le gouvernement fantoche de l'ataman Skoropadsky se développe sans succès. Les social-démocrates (mencheviks) ukrainiens et les s.r. participent en juin 1918 au 2^e congrès pan-ukrainien des soviets. Les s.r. de gauche qu'on va appeler « borotbistes » du nom de leur journal, progressent beaucoup dans les campagnes. En novembre 1918, avec la fin de l'occupation allemande, c'est le soulèvement national contre le régime Skoropadsky : les borotbistes ne rejoignent pas l'union nationale de Petlioura et

48. Giorgi (Louri) L. *Piatakov* (1890-1937) était le fils d'un industriel d'Ukraine. Il avait combattu la position de Lénine sur le droit à l'autodétermination nationale et son « centralisme » n'avait guère été apprécié en Ukraine où il avait dirigé le premier gouvernement soviétique. Membre de l'Opposition de gauche, il devait capituler en 1928 et fut condamné à mort au deuxième procès de Moscou. Mikola A. *Skrypnyk* (1872-1933), membre du parti en 1897, vieux-bolchevik envoyé en Ukraine en 1917, s'y était montré sensible aux aspirations nationales. Plus tard, il commença par soutenir Staline puis, accusé de « déviation » nationaliste, se suicida.

Vinnitchenko, mais organisent leurs propres forces armées, sous le drapeau rouge, et libèrent un important territoire sur la rive droite du Dniepr tandis que le gouvernement Rakovsky, appuyé sur l'Armée rouge, s'installe à Kharkov dans le cœur de la région industrielle. Malgré les pressions de Lénine, et peut-être parce qu'ils présument de leurs propres forces, les bolcheviks ukrainiens rejettent les propositions d'unification des borotbistes.

Au printemps 1919, le gouvernement révolutionnaire de Rakovsky contrôle toute l'Ukraine orientale et le 3^e congrès du P.C. d'Ukraine se tient à Kharkov même. Rakovsky y défend la position centraliste qui est celle du parti russe et qui y soulève beaucoup d'opposition :

« Le parti communiste d'Ukraine se considère comme membre d'une seule Internationale communiste. Il maintient des liens d'organisation étroits avec le P.C. russe dont il est le détachement méridional ».⁴⁹

Pourtant cette politique centraliste dissimule en réalité une politique à très courte vue qui était, comme Rakovsky le reconnaîtra plus tard, l'exploitation maximale de l'Ukraine pour surmonter la crise de production de la république soviétique, et ne pouvait en aucune façon, au moins sous cette forme brutale, rencontrer un appui de la part des ouvriers et paysans ukrainiens dans leur majorité. L'effondrement du pouvoir bolchevique en Ukraine devant l'offensive de Denikine à l'été 1919 va ouvrir sur ce point les yeux de Rakovsky. Son gouvernement doit évacuer Kharkov à la mi-septembre, se replier sur Kiev, puis Tchernigov, Moscou enfin. D'octobre 1919 à janvier 1920, tout en conservant, au moins sur le papier, ses responsabilités « ukrainiennes », Rakovsky prend en main la direction de l'« administration politique » de l'Armée rouge (P.U.R.) — la direction notamment de l'ensemble des commissaires politiques — et devient en cette qualité l'un des principaux dirigeants de l'armée au moment de la très grave crise qui voit les troupes de Ioudénitch parvenir aux portes même de Pétrograd : en ces mois décisifs, Rakovsky est l'un des organisateurs de la victoire. Trotsky l'écrit, soulignant que la direction politique de l'Armée rouge, avec les 600 personnes de son état-major et ses 16000 commissaires dans les diverses unités, a été véritablement « l'âme de la victoire ».⁵⁰ Organisateur du corps des commissaires politiques, convaincu de la primauté de la politique dans la guerre et, bien entendu, la guerre civile, Rakovsky relève que les armées capitalistes, constituées en temps de paix ont manifesté leur optimum de capacité de combat au début de la guerre, cependant que l'Armée rouge, surgie du

49. Ravitch-Tcherkassy, *Istoriia Kommunistitscheskoi Partii (b) Ukrainy*, Kharkov, 1923, cité par Jurij Borys, *The Russian Communist Party and the Sovietization of Ukraine*, p. 146.

50. Trotsky, « Notes ».

chaos dans le cours même de la guerre, et dans le flot de la révolution, a manifesté sa supériorité et révélé l'étendue de ses capacités de combat à la fin de la guerre civile.

L'organisation de l'armée et la galvanisation du moral des combattants sont peut-être plus faciles que le règlement des affaires du P.C. ukrainien. Nourrie à la fois par le problème national, les aspirations de la masse paysanne, la politique sommaire des premiers gouvernements soviétiques d'Ukraine qui ont traité leur propre pays comme un grenier à grain, une tendance «indépendantiste» s'y développe et s'y renforce. Repliés avec l'Armée rouge, les bolcheviks ukrainiens s'entredéchirent et la direction du parti russe dissout le comité central élu au 3^e congrès — une initiative que dénoncent aussitôt avec indignation les minoritaires «décistes» (tendance du «centralisme démocratique») du P.C. (b) qui se lancent dans la défense des ukrainiens ainsi brimés. De plus, le jeune parti communiste dit «borotbiste» (UKP(b)), né de la fusion des s.r. de gauche et de la gauche menchevique ralliés au communisme, qui a une base solide dans les campagnes et dont les cadres sont restés clandestins en Ukraine contre Denikine, réclame son admission dans l'Internationale communiste. Trotsky commente :

«L'Ukraine, qui était passée en deux ans par des dizaines de régimes, avec son mouvement nationaliste qui s'était rapidement développé, était devenue un guépier pour la politique soviétique. «C'est un pays neuf, disait Lénine, c'est un pays *autre*, et pourtant nos Grand Russiens ne le voient pas». Mais Rakovsky, avec sa grande expérience du mouvement national dans les Balkans et l'attention qu'il portait aux faits et aux êtres vivants, domina très vite la situation; il différencia les petits groupes nationalistes et amena l'aile la plus déterminée et la plus militante au bolchevisme. «Cette victoire est le résultat de grandes luttes», disait Lénine au congrès du parti de 1920. Aux «Grands Russiens» qui tentaient de s'opposer à la persévérance de Rakovsky, Lénine indiquait: «Alors qu'en Ukraine, au lieu du soulèvement borotbiste qui était inévitable, nous avons réussi à gagner à notre parti [...] les meilleurs d'entre eux, grâce à la politique juste du comité central, admirablement appliquée par le camarade Rakovsky». »⁵¹

C'est vraisemblablement en décembre 1919 que les dirigeants bolcheviques ont tiré les leçons de la première phase de la guerre civile et de l'expérience du gouvernement soviétique en Ukraine. L'objectif désormais est de gagner la majorité des «borotbistes», de reconnaître la spécificité ukrainienne sans affaiblir la capacité militaire ni l'unité du commandement. Quand les militants ukrainiens du parti borotbiste seront enfin entrés en mars 1920 dans le P.C. d'Ukraine, concrétisant ainsi la fusion véritable de deux organisations communistes d'origines différentes, Rakovsky peut écrire :

51. *Ibidem*.

«Le KPB(U) fut lui-même influencé par l'UKP(b). C'est dans une large mesure sous l'influence des borotbistes que les bolcheviks évoluèrent «du PCR en Ukraine» à un véritable parti communiste de l'Ukraine. Le courant fédéraliste dans le P.C. d'Ukraine était une tranchée qui avait été creusée par les borotbistes. Les deux partis, les bolcheviks et les borotbistes, à travers de violentes discussions, se rencontrèrent à mi-chemin, l'un rectifiant sa ligne communiste, l'autre s'adaptant aux particularités et aux conditions spécifiques de la vie sociale, économique et culturelle en Ukraine». ⁵²

Cette évolution convergente exigea du temps et des efforts — et aussi beaucoup d'habileté de la part de Rakovsky. Au début de 1920, à la suite de la contre-offensive victorieuse de l'Armée rouge, son gouvernement se ré-installe à Kharkov. Mais en mars, quand se réunit le 5^e congrès du parti ukrainien, les délégués manifestent leur indignation de la dissolution du C.C. par les dirigeants du parti russe. Rakovsky se heurte de front aux «fédéralistes» qui exigent l'«indépendance» de l'organisation communiste d'Ukraine, nécessaire à leurs yeux dans un pays «occupé». Rakovsky ne fait pas de concession sur ce terrain. Tourné vers une majorité de délégués très irrités, il affirme :

«Nous n'avons pas en Ukraine un parti prolétarien, nous avons un parti intellectuel et petit-bourgeois qui a peur de ses tâches communistes». ⁵³

La majorité le sanctionne en ne le réélisant pas au nouveau C.C. Mais la direction bolchevique ne s'incline pas et refuse de reconnaître les décisions de la conférence. Outrepasant les propositions de Lénine, le 9^e congrès désigne un «comité central temporaire» de treize membres, dont Rakovsky. En mai 1920 commencent des négociations entre une commis-

52. Ravitch-Tcherkassy, cité par Borys, *op. cit.* p. 261.

53. Ravitch-Tcherkassy, cité par Borys, p. 148. Le livre de Borys, par ailleurs fort intéressant, fait preuve pourtant de pas mal de cécité et fait trop de confiance à des sources douteuses, en se laissant aller parfois à des jugements sommaires. Tous les auteurs s'accordent par exemple pour souligner que Rakovsky (au début de son séjour en Ukraine) manifesta son hostilité à l'emploi de la langue ukrainienne dont il déclara qu'elle était «une invention des intellectuels». Mais J. Borys transpose en parlant de son attitude hostile «à l'égard du mouvement national ukrainien» dont «il considérait qu'il était une invention de l'intelligentsia ukrainienne». Cette remarque n'est pas de nature à permettre la compréhension de l'évolution ultérieure de Rakovsky. Autre exemple: présentant ce dernier, il écrit: «Rakovsky était un bolchevik cosmopolite typique d'origines nationales douteuses, presque pathologiquement ambitieux [...] et démontra plus d'une fois ses tendances anti-ukrainiennes». Mais il donne comme référence de cette affirmation une publication d'émigrés blancs en 1922. Relevons une étourderie de Gus Fagan sur cette même question quand il écrit (*op. cit.*, p. 27) que Rakovsky affirma au III^e congrès que c'était pour les Ukrainiens «un luxe» que d'avoir leur propre comité central. Il s'inspire là, sans donner de référence, de Borys, *op. cit.* p. 207, lequel fait référence, cette fois, non pas à Rakovsky mais à Ratchkovsky... Ces négligences gênent évidemment leurs auteurs puisque leur base de départ s'en trouve faussée.

sion du P.C.R. (b), formée de Trotsky, Kamenev et Joffé, et le CC de Rakovsky, décidés, les uns et les autres, aux nécessaires concessions.

La plupart des historiens de la révolution en Ukraine expliquent ce « tournant », pris en décembre 1919 à Moscou, par une prise de conscience de Lénine de la nécessité de faire des concessions pour gagner les borotbistes et, avec eux, les masses paysannes. Ce n'est pas contestable. Mais le tournant lui-même ne s'explique-t-il pas par un infléchissement, une maturation de la pensée et de la politique de Rakovsky lui-même, pas seulement sur la question de la tactique à employer vis à vis du « parti » borotbiste, mais sur la stratégie qu'impose une « question nationale » incandescente ?

Révolutionnaire balkanique, Rakovsky n'ignorait aucun des aspects de l'oppression nationale et l'on se souvient de ses appels pour sensibiliser avant la guerre l'opinion des partis socialistes occidentaux sur cette question. Dès le lendemain de la révolution d'Octobre, c'est avec une confiance et un optimisme résolu qu'il envisage le règlement définitif de la « question nationale » des pays opprimés, puisque, à ses yeux, la constitution du premier Etat ouvrier apporte « la suppression totale des privilèges nationaux » et le début d'un « processus de suppression du particularisme de tous les préjugés démocratiques et nationaux ». Il est, de ce point de vue, significatif qu'il attaque les nationalistes ukrainiens en soulignant que le nationalisme, en Ukraine, a été imposé d'en-haut aux masses par l'intelligentsia qui s'en est servie ensuite comme d'une arme contre-révolutionnaire. Le Rakovsky de 1919 n'envisage pas un instant qu'il puisse exister pour l'Ukraine un danger d'oppression nationale sous le nouveau pouvoir et il l'écrit, dans les *Izvestia*, le 3 janvier de cette année :

« Le danger de russification sous l'autorité soviétique ukrainienne existante est dénuée de tout fondement ». ⁵⁴

Ce qui est remarquable c'est que, sur ce point capital — à l'articulation de toute l'histoire de l'Union soviétique et aux sources même du stalinisme — il revient très vite sur sa conception première, à la lumière de l'expérience de son propre gouvernement de l'Ukraine, du début de 1920 à la mi-1923. Cette expérience est certes originale, puisque le rôle décisif a été joué dans les campagnes par les unions de paysans pauvres et une politique assez souple pour gagner dans l'ensemble la petite et la moyenne paysannerie. Mais Rakovsky, découvrant les réalités et la pesanteur de l'oppression nationale et sa persévérance sous de nouvelles couleurs, fait un pas supplémentaire : dès la fin de 1921, il revendique ouvertement une plus grande mesure d'indépendance réelle pour l'Ukraine, insistant sur la nécessité absolue de mesures pratiques en ce sens.

54. Cité par Fagan, *op. cit.*, p. 24.

On peut suivre ce cheminement à travers la question du commerce extérieur de l'Ukraine et de sa direction. De janvier à juin 1919, le premier gouvernement ukrainien de Rakovsky comprend un commissaire du peuple au commerce extérieur. Le poste est supprimé dans son second gouvernement en 1920. A la fin de l'année, on crée seulement un bureau du commerce extérieur placé sous le contrôle du commissariat correspondant de Moscou. Mais en janvier 1922, sur proposition de Rakovsky lui-même, le conseil économique d'Ukraine décide de ne plus reconnaître les traités commerciaux signés par la R.S.F.S.R. comme il l'a fait jusqu'à présent. Au 6^e congrès du P.C. d'Ukraine, le 10 octobre 1921, dans une intervention très remarquée, Rakovsky avait réclamé une réelle indépendance en matière de commerce extérieur, affirmant notamment que les Russes devaient reconnaître que les Etats balkaniques se trouvaient dans la zone d'influence de l'Ukraine et les respecter en conséquence. L'Ukraine, sous l'impulsion de Rakovsky, signe des accords particuliers avec la France et la Pologne, puis décide, au mois de juin 1923, de subordonner toute concession à une société étrangère à l'approbation préalable du conseil d'économie de l'Ukraine, ce qui annulait tous les accords antérieurement signés par Moscou en la matière. Ce fut sa dernière initiative importante.

Depuis un an déjà, la bataille faisait rage au sein du parti autour de la question des nationalités, une bataille aux visages et épisodes multiples à laquelle seul le conflit entre Lénine et Staline sur la question géorgienne a donné quelque publicité. En août 1922, la commission *ad hoc* pour l'élaboration des thèses sur les rapports entre la Russie et les autres républiques nationales a commencé ses travaux. Les heurts sont continus entre Rakovsky d'une part, Staline, Ordjonikidzé et Molotov de l'autre. Rakovsky se bat : il dénonce par exemple le fait que des républiques, prétendument indépendantes et autonomes, doivent constamment lutter pour défendre « non seulement leurs prérogatives, mais aussi leur existence même ». Il cite des exemples d'abus d'autorité des ministères centraux signant des accords internationaux qui engagent l'Ukraine alors qu'ils n'en ont pas le droit de par la Constitution. Il ajoute : « Si les organismes centraux sont incapables de maîtriser leurs propres tendances et instincts bureaucratiques, il sera impossible de construire le socialisme ». ⁵⁵ Au XII^e congrès, dans une intervention retentissante, Rakovsky rappelle les principes de Lénine pour les opposer à la pratique du moment sur la question nationale et pour dire combien cette pratique lui inspire de crainte pour le pouvoir des soviets à l'avenir. Le « profond préjugé, communiste d'apparence », qui inspire selon lui le chauvinisme

55. Résumé par F. Conte dans « Rakovsky-Staline sur la question nationale », *Cahiers du monde russe et soviétique*, janvier-février 1975, pp. 111-117.

russe, l'inquiétante distance, sans cesse croissante, entre « l'internationalisme prolétarien et communiste et le développement national de larges couches de masses paysannes qui aspirent à une vie nationale » lui semblent des facteurs de crise grave, moindres toutefois que « la divergence fondamentale engendrée tous les jours et grandissant sans cesse, entre notre parti et notre programme, d'un côté, notre appareil d'Etat de l'autre, [...] la question centrale, cruciale ». ⁵⁶

Dans ce discours qui était en fait la première attaque ouverte, au nom du communisme et de ses principes, contre le stalinisme en pleine croissance, il attaque également la Constitution centralisatrice de l'Union, inspirée par une centralisation bureaucratique, éliminant, selon lui, initiative et indépendance et devenant « synonyme de tyrannie ». Il affirme que les communistes sont les ennemis irréconciliables de toute tentative pour faire de la vie politique « le privilège d'une poignée de gens ». Et c'est dans la ligne de ce combat de communiste qu'il propose d'ajouter aux thèses un amendement extrait de celles du P.C. d'Ukraine :

« La signification révolutionnaire colossale qui transforme les luttes des nations et des colonies d'Orient pour leur émancipation du joug des Etats impérialistes et la reconstitution de mouvements de libération en Europe dans diverses provinces occupées, rend encore plus nécessaire pour le parti d'assumer la responsabilité d'apporter une solution théorique et pratique à la question nationale dans les frontières de l'Union soviétique ». ⁵⁷

Il précise, dans sa perspective internationaliste :

« Seul l'accord le plus étroit entre, d'une part, notre politique dans la question nationale à l'intérieur de notre pays et la politique que nous propageons dans la question nationale dans notre Etat et, de l'autre, la ligne du parti hors de nos frontières, peuvent donner à l'Union soviétique et au parti communiste l'autorité morale et la sincérité principielle qui feront d'eux, au sens le plus large, la base de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme ». ⁵⁸

Cet amendement est rejeté sur l'intervention personnelle de Staline, ainsi que celui du parti ukrainien qui proposait de limiter le nombre des représentants de la république russe dans les organismes dirigeants de l'Union.

Quelques semaines plus tard, dans une brochure parue à Kharkov et consacrée au problème de la constitution de l'U.R.S.S., Rakovsky reprend le réquisitoire qu'il a déjà esquissé sur la bureaucratie en tant que force sociale indépendante : son sort politique est déjà scellé à ce moment.

Le 6 juillet 1923, la presse britannique annonce que Rakovsky est envoyé à Londres comme ambassadeur, en remplacement de Krassine.

56. Intervention au XII^e congrès, traduction anglaise dans *Christian Racovski*, p. 82.

57. *Ibidem*, pp. 84-85.

58. *Ibidem*, p. 85.

L'homme qui a donné au XII^e congrès le signal du combat contre la bureaucratie dominante et contre les hommes d'appareil de Staline est écarté du champ de bataille au moment même où va se constituer autour de Trotsky l'Opposition de 1923 qui dénonce la bureaucratisation dont il a été l'un des premiers à dénoncer les méfaits et à appeler à la combattre. Staline connaît ses adversaires et Rakovsky est à ses yeux, à juste titre, l'un des plus dangereux.

(suite et fin dans le prochain numéro des
Cahiers Léon Trotsky)

Documents

Les origines de la révolte du *Potemkine*¹ (1905)

On sait que la révolte du Potemkine ne fut pas un événement inattendu. Elle fut l'explosion prématurée et isolée d'un plan courageusement préparé de soulèvement général qui devait embraser de son anneau de fer toute la flotte de la Mer noire. En s'emparant des bastions maritimes, la révolution russe aurait disposé d'une base inexpugnable pour de nouvelles conquêtes. De bombardements des rivages en sièges des garnisons, elle aurait gagné tout le Sud et, de là, se serait étendue au reste du pays. Ce soulèvement devait éclater en juillet, au moment des grandes manœuvres de la flotte. Au signal convenu — deux fusées tirées l'une après l'autre du pont du cuirassé *Catherine II*. Les matelots qui étaient partie prenante devaient arrêter ou tuer leurs officiers « au nom du peuple », s'emparer de tous les navires et en prendre le commandement. Comme on sait, le malheureux incident de la viande avariée suscita avant l'heure une révolte sur le *Potemkine*, et tout le plan s'effondra.

Les autres navires, mal préparés, n'étaient pas avertis ; parmi eux, seuls purent prendre part au mouvement le *Georgi Pobedonostzev* qui, pendant 24 heures, resta fidèle à la révolution, et le navire-école *Prout* qui chercha vainement le *Potemkine* afin de se rallier à lui. Il faut mentionner également le *Sinopia* qui se joignit également au *Potemkine* mais s'éloigna d'Odessa sur un ordre soudain donné par l'amiral Krieger de se diriger sur Sébastopol alors que la minorité des marins révolutionnaires n'avait pas encore réussi à vaincre les hésitations de la majorité indécise et timorée. Le plus malheureux fut la mise hors d'état d'agir du cuirassé

1. Extraits de l'introduction (« Vvedenie ») de Kirill, (pseudonyme d'Anatoli Petrovitch Berezovsky), de *Odinadtsat' dnei na Potëmkinе*, St. Pétersbourg, 1907, souvenirs d'un marin du *Potemkine* : Rakovsky est également l'auteur du chapitre I. Traduit du russe par Isabelle Lombard. Nous avons opéré des coupures en éliminant les détails circonstanciels. Le récit a été rédigé en 1905.

Catherine II, «*Katia*» comme disaient familièrement les marins, *Katia-la-Rouge*, prête à faire le pas le plus décisif et qui fut victime de sa fougue révolutionnaire. Alors que la révolte explosait sur le *Potemkine*, il se produisit un conflit mineur entre les marins et les officiers du *Catherine II*, un incident ridicule en comparaison du rôle que le cuirassé aurait pu jouer deux jours plus tard, mais qui entraîna la mise à terre de la majorité de l'équipage. Ainsi le plus révolutionnaire des cuirassés fut-il contraint de demeurer à Sébastopol pendant que les autres étaient dirigés vers Odessa contre le *Potemkine*.

Une question se pose cependant: le soulèvement général aurait-il réussi s'il n'y avait pas eu l'événement du *Potemkine*? La flotte pouvait-elle escompter un succès dans sa tentative de prendre possession des villes côtières et d'y soulever la population ouvrière?

En apprenant à travers le récit de Kirill les détails de l'histoire bouleversante, dramatique, de la lutte des marins révolutionnaires, en découvrant combien le succès était proche alors même qu'un seul bâtiment s'était soulevé, on acquiert presque la conviction qu'un soulèvement général pouvait l'emporter [...] D'un point de vue purement militaire-technique, l'idée de lancer une révolte armée générale par un soulèvement de la flotte était excellente: d'abord parce que les marins étaient les plus réceptifs de tous les militaires à la propagande socialiste et surtout parce qu'une flotte mutinée est mieux à même de résister et se défendre que tout autre formation. Une victoire du soulèvement de la flotte aurait créé une situation sans précédent dans l'histoire des guerres civiles. L'absolutisme russe, avec toute son armée, se serait montré impuissant à lutter contre cette poignée d'hommes. La Russie des gouvernants se serait trouvée dans la position ridicule qui fut celle de la Roumanie lorsque le *Potemkine* surgit au large de Constantza: on mobilisa toute la garnison, même... la cavalerie.

Mais l'intérêt historique véritable du soulèvement de la flotte se révèle dans l'appréciation de ses causes. Le parti ouvrier social-démocrate russe et particulièrement son organisation en Crimée (l'Union social-démocrate de Crimée) a beaucoup contribué, par une action prolongée, à l'émergence de révolutionnaires parmi les marins. Mais c'est la structure de l'Etat russe et notamment le régime des casernes qui éveillèrent leur esprit et leur apprirent à comprendre les idées révolutionnaires et socialistes. Il est impossible de comprendre le soulèvement révolutionnaire de la flotte ni d'autres mouvements analogues sans prendre en compte ces éléments-là. Lorsqu'on sait à quel point l'action révolutionnaire est entravée en Russie, combien de victimes et d'efforts coûte chaque pas — des victimes dont un nombre infime verra le but réalisé et dont la majorité tombera dès la première bataille contre la multitude des obstacles dressés par le régime politique — on comprend qu'à l'origine de la révolte des marins se trouvent avant tout leurs conditions de vie.

Il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de bien connaître la nature du régime des casernes en Russie. La paix conclue et la Constituante établie, les partis politiques auront à reconstituer le pays de façon radicale. Mais la Russie ne sera réellement transformée que quand elle se sera libérée des erreurs du passé. Nous voulons [...] décrire, sur la base des documents en notre possession, le rôle dans la révolte des facteurs *conscients*, c'est-à-dire de la propagande socialiste, et celui des facteurs *inconscients*, c'est-à-dire le régime militaire en Russie. Le régime des casernes n'est qu'un reflet de la structure politique et sociale d'un pays et les conditions de vie à bord du *Potemkine* étaient les mêmes dans l'ensemble de la flotte. On s'y heurtait aux mêmes abus. De la part des officiers, des officiers supérieurs surtout, c'était partout la même cruauté stupide, la même incompréhension de la nécessité d'un comportement plus humain envers les marins. Toute tentative de ces derniers pour obtenir une vie plus supportable ne rencontrait chez les officiers que la détermination obstinée de punir plus sévèrement encore. Les marins ne pouvaient donc nourrir de bons sentiments à l'égard de leurs supérieurs. Ils étaient dociles en apparence, par crainte de la répression, mais, au fond d'eux-mêmes, ils haïssaient et méprisaient les «dragons» et les «scorpions», des mots qu'ils ne se gênaient pas pour employer à la moindre occasion. Au cours de la mutinerie du 3 novembre, les marins pourchassèrent leurs officiers à coups de pierre et en les injuriant grossièrement. Les injures étaient d'ailleurs si courantes que les officiers, habitués, faisaient semblant de ne pas les entendre [...] L'antagonisme et la méfiance entre officiers et soldats sont un phénomène général, dans toutes les armées, mais il était plus aigu dans l'armée russe. Ce gouffre infranchissable entre eux se creusait à chaque événement politique qui aboutissait à l'envoi des soldats contre grévistes et manifestants. [...]

Pour expliquer cette méfiance, ainsi que la haine doublée de mépris des marins pour les officiers, il faut rappeler, outre les raisons politiques, les défauts propres au corps des officiers russes, en particulier dans la flotte où ces derniers se recrutaient exclusivement dans la noblesse. Les écoles militaires étaient peuplées de la «lie» de la société industrielle. La jeunesse honnête et capable peuplait, elle, les prisons russes habituellement et envahissait les professions intellectuelles. Seuls les gens incapables et serviles se tournaient vers les carrières bureaucratiques et militaires [...] Ces officiers-là considèrent leur fonction comme un moyen de subsistance et s'efforcent de travailler le moins possible avec le plus possible de profit personnel. C'est sur ce terrain que se sont développées les relations entre officiers et marins qui eurent parfois des conséquences catastrophiques.

Mais revenons au cuirassé *Potemkine*. Les châtiments corporels les plus cruels y étaient habituels. En dépit de la parution d'une circulaire secrète qui insistait sur la nécessité de «respecter la dignité humaine des sub-

alternes », les officiers de marine continuèrent, par habitude, de distribuer gifles et coups de poing. Des marins m'ont parlé de cas de tympan crevés par la violence des coups [...] Mais ils souffraient par-dessus tout des injures et des humiliations de toute sorte qui portaient atteinte à leur dignité d'homme. Il fallait voir avec quelle arrogance ceux qu'on appelle les aristocrates traitaient leurs subordonnés pour comprendre la force de haine que ces derniers nourrissaient à leur égard [...].

Celui qui a vécu en Russie a peut-être remarqué, dans certains jardins publics, cette inscription barbare : « Entrée strictement interdite aux chiens et aux rangs inférieurs ». L'amiral Tchoukhnine sut inventer pour les matelots de Sébastopol une règle pire encore. L'ordre n° 184 du 29 avril 1905 interdit aux marins, « sous peine d'emprisonnement », l'accès de deux boulevards, de deux allées et d'une rue. Quelques jours plus tard, un groupe de marins mutilés, revenant de Port-Arthur, emprunta l'un de ces boulevards, celui où se trouve le monument à la mémoire du siège de Sébastopol en 1855. Ils se heurtèrent à un officier qui les interpella grossièrement : « Comment osez-vous venir ici ? Vous savez que le boulevard est interdit aux rangs inférieurs ! » L'un des marins remarque : « Avons-nous le droit de fouler notre terre natale, pour laquelle nous avons versé notre sang ? » — « Tu te permets de discuter, canaille ! » Et les coups permirent à ces « héros » qui venaient de rentrer de goûter les joies de la patrie reconquise. La mutinerie du 3 novembre fut provoquée par un ordre de l'amiral Tchoukhnine interdisant aux marins toute sortie en ville sans permission spéciale, le « billet rouge ».

De telles mesures n'auraient pas eu des conséquences aussi graves quelques années auparavant. On peut même affirmer que le résultat aurait été le même s'il y avait eu une amélioration et non une détérioration des conditions de vie dans la flotte : avant tout, c'étaient les marins eux-mêmes qui avaient changé et mûri. En quelques cinq ou six ans, le sentiment de leur dignité personnelle avait mûri. [...] Voici un fait caractéristique de la nouvelle génération : les recrues de 1904 du 36^e équipage — celui du *Potemkine* — déposèrent auprès de leurs supérieurs, avant même de prêter serment, une série de revendications. La secousse puissante impulsée dans toute la Russie par le mouvement ouvrier dans les cinq années précédentes avait éveillé chez les marins l'espoir d'une vie nouvelle, meilleure et libre. De par les conditions de travail, le cuirassé est une véritable usine flottante ; les marins sont plus proches de la classe ouvrière que de tout autre. Au nombre important de condamnations pour des lectures qui, bien que légales, n'avaient pas l'approbation des officiers, on apprécie le degré d'intérêt des marins pour la science et la littérature, ainsi que leur soif de connaissances. Leur recherche d'un avenir meilleur se heurtait à l'obstacle des officiers [...] qui personnifiaient l'absolutisme.

Les marins discutaient avec ferveur de la question des rapports entre

officiers et soldats : le parti dirigeant de la Russie future doit s'y intéresser tout autant. Rappelons que le premier point de l'ultimatum posé par le cuirassé au commandant militaire d'Odessa était la substitution à l'armée permanente des milices populaires. Les rapports des marins avec leurs supérieurs étaient une question de premier plan. C'est au regard du comportement d'un marin devant ses officiers et de ses sentiments à leur égard que les camarades révolutionnaires décidaient s'il était digne de prendre part à leurs activités secrètes [...].

Il est important de s'arrêter sur la façon dont se menait le travail de propagande à bord du *Potemkine*. Nombre de marins avaient déjà rencontré les idées de la social-démocratie quand ils travaillaient sur les chantiers navals Nikolaievsky. Ils étaient en contact avec des ouvriers civils, dont beaucoup avaient été touchés par la propagande socialiste. Puis l'équipage du *Potemkine* prit directement contact avec le parti social-démocrate à Sébastopol où il avait déjà tissé des liens solides avec la flotte militaire. Seul un petit nombre de marins pouvaient évidemment être en contact direct avec les révolutionnaires. Parmi ceux du *Potemkine*, j'en ai dénombré de quinze à vingt qui fréquentaient de manière irrégulière les réunions secrètes organisées par les socialistes. Ces réunions, appelées « volantes » quand il n'y avait guère de participants et « de masse » s'il y en avait beaucoup, rassemblaient des marins qui servaient sur les cinquante vaisseaux de guerre ancrés à Sébastopol. D'abord espacées, ces réunions furent de plus en plus fréquentes ; au cours des quatre mois précédant le soulèvement, il s'en tint presque une chaque dimanche (du 10 novembre au 25 mars, il y en eut onze en tout). Le nombre des marins qui y prenaient part passa de trente à trois ou quatre cents. Afin d'éviter des surprises désagréables, on tenait ces réunions hors de la ville, dans une forêt proche de la colline de Malakhov. Les marins s'y rendaient par petits groupes, empruntant d'abord la route d'Inkerman, puis se séparaient en passant par de petits chemins. Une garde postée tout au long s'assurait que la voie était libre. Lorsqu'ils arrivaient au pré qui servait de lieu de réunion, ils s'installaient comme ils voulaient. Les interventions commençaient. Les orateurs, souvent des femmes, expliquaient aux marins les causes de l'existence du pouvoir oppresseur et intolérable, proposaient des moyens pour l'anéantir et libérer tout le pays. Puis on discutait, on racontait, et, après avoir adopté une résolution, on terminait la réunion par un chant révolutionnaire. Voici le texte de l'une de ces résolutions — qui fut adoptée le 20 mars :

« Nous, marins de la flotte de la Mer noire, réunis au nombre de 194, joignons notre voix à celle des ouvriers russes représentés par leur aile révolutionnaire, le parti ouvrier social-démocrate russe ; nous exigeons la destitution du régime autocratique et son remplacement par une république démocratique. Nous sommes convaincus que seule la convocation d'une Assemblée Constituante, sur la base du suffrage direct, égal pour tous et à bulletin secret, peut affirmer le pouvoir

du peuple. Nous savons que le régime tsariste a entrepris la guerre pour ses intérêts propres. C'est pourquoi nous exigeons qu'il y soit immédiatement mis un terme. En joignant notre voix à celle de la Russie qui s'éveille à la vie politique, nous sommes sûrs que notre exemple, l'exemple de la protestation de la flotte de la Mer noire, sera suivi par toute l'armée russe. Le dernier soutien du régime est en train de s'écrouler. Notre libération est proche et nous appelons tous ceux que l'autocratie pourchasse et opprime à rejoindre nos rangs, les rangs de notre parti. Notre lutte ne s'interrompera que lorsque l'humanité se sera libérée de l'exploitation des araignées capitalistes. Nous luttons pour le socialisme. A bas l'autocratie ! A bas la guerre ! Vive l'Assemblée Constituante ! Vive la république démocratique ! Vive le parti ouvrier social-démocrate russe ! Vive le socialisme ! »

Cent cinquante marins qui n'avaient pas assisté à cette réunion adoptèrent cette résolution.

Parmi les autres marins, la propagande était menée par des brochures et surtout des appels. Il faut noter que les marins demandaient au comité de Sébastopol des appels spécialement rédigés à leur intention. Lorsque le comité eût constaté que la propagande parmi les marins était efficace, il s'efforça d'éclairer chaque événement plus ou moins important de la vie de la flotte. Ainsi, deux ou trois jours après la révolte, lorsque les marins se levèrent et sortirent dans la cour, ils trouvèrent des tracts sur les derniers événements, jonchant le sol. Le comité de Sébastopol appelait les marins à donner un caractère politique à leur protestation. Cet appel fut diffusé à 1800 exemplaires. De façon générale, le comité diffusa 12 000 tracts de début novembre à début avril. Voici quelques titres : « Il est temps d'en finir », « L'aide-mémoire des soldats », (2800 exemplaires), « Les deux Europes », « Qui vaincra ? », « Mort aux tyrans », « Le Manifeste du tsar » (9 janvier), etc. Certains se rapportaient au régime russe en général, d'autres concernaient spécialement les marins. Ils dépeignaient les pénibles conditions d'existence des marins qu'ils opposaient au confort et aux privilèges dont disposaient leurs officiers. Ils soulignaient l'énorme différence entre les soldes des marins et celles des officiers de Russie, en comparaison avec d'autres pays. Alors qu'au Japon, à cette époque, le Grand Amiral Togo recevait 5 600 roubles par an, le grand-duc Aleksei, Grand Amiral de la flotte russe, recevait un salaire dix-huit fois supérieur (108 000 roubles). A l'opposé, la solde des marins était incomparablement plus élevée au Japon qu'en Russie. Un marin coûtait au gouvernement japonais 54 roubles contre 24 au gouvernement russe, dont la moitié était volée par les officiers. On distribua des tracts particuliers au sujet du départ de 800 marins pour Libau, d'autres au moment du procès de trente marins accusés d'avoir été les « instigateurs » de la révolte du 3 novembre. Parallèlement à ces événements particuliers, les questions d'ordre général étaient soulevées : la guerre, la situation des ouvriers et des paysans, l'Etat russe, etc. La fin de la guerre était le mot d'ordre le plus populaire. Certains conseillaient de refuser de partir pour l'Extrême-Orient. Un

tract produisit une impression particulièrement vigoureuse : imprimé par le comité de Sébastopol, il avait été rédigé et signé par « des marins et sous-officiers du cuirassé *Catherine II*, réunis avec le parti ouvrier social-démocrate ». C'était déjà le signe d'actions plus importantes qui surgirent en résultat de la défaite de Tsushima.

Aujourd'hui, alors que la Russie est devenue un Etat prétendument constitutionnel, la question de la réorganisation des forces armées demeure posée. Toutes les revendications des marins visent à une amélioration de leurs conditions de vie pendant la durée du service : ils ne mentionnent qu'à la fin le lien étroit entre l'ordre social en Russie et le régime militaire. Notons quelques-unes de ces revendications :

1. Réduction de la durée du service militaire dans la flotte à 3 ans (il est actuellement de 7 ans).
2. Définition précise de la durée de la journée de travail (les manœuvres au front ou les exercices spéciaux sont considérés comme un travail).
3. Contrôle des marins sur les dépenses pour la nourriture qui leur est destinée. Les marins exigent de s'occuper directement de l'approvisionnement, du choix du cuisinier : « Nous vous enlevons ainsi la possibilité de nous voler », disent à leurs officiers les matelots du *Catherine II* [...]

Une autre série de revendications concerne les droits de l'homme et du citoyen : suppression des formules que les marins doivent employer en s'adressant à leurs supérieurs, de la coutume de rendre les honneurs aux officiers ; les marins demandent également que les délits soient jugés par un tribunal ordinaire. En cas de maintien des tribunaux militaires, ceux-ci doivent être composés à parité d'officiers et de marins élus par leurs camarades [...]

Ces appels étaient diffusés partout en centaines d'exemplaires. Un jour les marins du *Potemkine* eurent en se réveillant la surprise d'en trouver sur les couvertures de leurs lits. Chacun se mettait à ramasser les « pigeons » et à chercher « un coin tranquille » pour les lire. Il s'ensuivit des discussions par groupes pendant plusieurs jours. Les marins ne comprenaient peut-être pas tout. Il arrivait que ceux du *Potemkine* écrivent [au comité] pour reprocher l'emploi [dans les tracts] de trop d'expressions incompréhensibles pour la majorité des marins, et demander de nouveaux tracts. Mais ces tracts, petits, insignifiants, souvent illisibles, imprimés en secret sur des machines primitives, faisaient leur travail révolutionnaire. Ils étaient la preuve vivante de l'existence d'un parti insaisissable, qui se dressait près des marins isolés et soumis pour écouter leurs plaintes et compatir à leurs souffrances. Les gens de ce parti tendaient fraternellement la main aux matelots, les traitaient d'égal à égal, mettaient à leur disposition leur temps, leurs moyens et leur vie ; ils les appelaient à lutter avec eux contre l'ennemi de toute la classe ouvrière. On ne pouvait attendre de cette propagande qu'elle transformât les marins en socialistes conscients. Elle fit beaucoup cependant en donnant à leur mécontente-

ment diffus un caractère politique et en popularisant les mots d'ordre du programme socialiste minimum.

Initialement désordonnée, la lutte des marins devint consciente. Ils reprirent à leur compte le parti et son programme. « Nous sommes 300 social-démocrates prêts à mourir » : c'est par ces mots que m'accueillit le matelot Matioutchenko lorsque je montai sur le *Potemkine* à Constantza. Ces 300 social-démocrates ne savaient peut-être pas tout ce que réclamait leur parti, mais le fait de se compter parmi ses membres leur donnait dans leurs propres forces une confiance illimitée.

Ainsi, avec une énergie et un esprit d'initiative grandissant, les marins trouvaient en eux-mêmes ce que les appels ne pouvaient leur offrir. Ils complétaient leur formation politique en observant les faits environnants, en lisant livres et journaux autorisés par les officiers. Guidés par la haine du despotisme, ils découvraient des idées révolutionnaires jusque dans les livres religieux. Celui qui a connu de près la vie quotidienne à bord du *Potemkine*, a pu constater leur vie intellectuelle intense. C'était une véritable ruche dans laquelle chacun agissait dans la mesure de ses forces. Il y avait une trentaine de non-violents qui prêchaient la résistance passive à la guerre, le refus de tirer sur « des êtres humains, créatures de Dieu ». Des discussions éclataient presque tous les dimanches entre eux et le commandant Golikov [...].

Si l'on examine la personnalité des marins, on remarque qu'il y avait parmi eux des hommes brillants, dont les possibilités de jouer un rôle étaient entravées par les conditions sociales et politiques du pays. Parmi eux, Nikichkine, véritable tribun populaire, exerçait une grande influence sur ses camarades (il est mort héroïquement à Feodosia). Doué d'un grand talent oratoire, imprégné de cet idéalisme religieux profondément enraciné dans les masses populaires, surtout la paysannerie et qui n'est pas encore entamé par le scepticisme superficiel, possédant une mémoire remarquable, il émaillait ses discours de citations. Il lança la mode d'un style de discours qui commençait par un extrait de l'Évangile et se terminait par un hymne révolutionnaire.

Zvenigorodsky, apprenti-mécanicien de l'école pratique, était d'un autre type; fils de journaliste, il faisait lui-même des journaux où il décrivait les misères et les souffrances des marins et qu'il lisait à ses camarades. C'est grâce à son action que de nombreux marins, comme Reznitchenko, par exemple, devinrent révolutionnaires. « Nous discussions souvent pendant des heures entières — me conta ce dernier — scrutant la surface lisse de la mer ». Outre ces deux personnages, il y avait toute une série de meneurs actifs, Matioutchenko, Reznitchenko, Kourilov, Dymtchenko, Makarov et bien d'autres. Ils discutaient des événements qui agitaient la Russie tout entière. L'une des conséquences de la guerre russo-japonaise fut incontestablement l'émergence d'une vie sociale et d'une opinion publique [...] Les afflictions, la honte et les souffrances

communes rapprochèrent la flotte et l'armée du peuple [...] Une fois, Nikichkine lut un extrait de la pièce de Gorky, *Les Bas-Fonds*, dans lequel l'un des habitants du cabaret de Vassilissa se lance dans un discours révolutionnaire : « Votre loi, votre vérité, votre justice, ne sont pas les nôtres » etc. Nikichkine répandait ses lectures dans les coins et recoins du navire et ses auditeurs s'animaient d'un sentiment commun. Ils passaient de la parole aux actes : les protestations collectives devenaient de plus en plus fréquentes. On les préparait le soir avant le coucher. Les marins, rassemblés sur la plage arrière du navire pour la prière, refusaient de se disperser malgré les ordres de l'officier de garde et commençaient à discuter à voix basse ; puis l'un des plus courageux élevait la voix et lançait des mots d'ordre. Lorsqu'ils avaient tout dit, les marins se dispersaient.

C'est le soir du 3 novembre que, pour la première fois, la protestation des marins prit un caractère menaçant de rébellion.² Les fenêtres de la caserne, les lampadaires de la cour, les appartements des officiers furent en un instant saccagés. Les officiers coururent se cacher dans tous les endroits possibles et réussirent à esquiver la colère des marins. Les soldats, qu'on avait appelés des casernes voisines, refusèrent de tirer. Les marins et les sous-officiers du *Pamiat' Merkuria* parvinrent enfin, après quelques salves, à disperser les mutins [...] Les incidents éclatèrent de plus en plus souvent sur les navires [...] Les marins du *Catherine II* menaçèrent de couler le bateau si on ne versait pas la solde de temps de guerre. Les équipages de tous les navires soutenaient cette exigence. Ils gagnèrent, ainsi que sur la qualité du pain. Les marins révolutionnaires étaient en général à l'origine de ces actions. Chaque succès renforçait leur influence.

Mais c'était la guerre qui était le stimulant le plus vif pour les marins. Elle avait mis à nu les innombrables carences de l'armée et de la flotte que les marins imputaient à l'incapacité et à la couardise des « chefs ». Les officiers avaient perdu toute autorité et n'inspiraient plus aucun respect ni crainte. Les marins, eux, avaient compris que l'action résolue mène à la victoire et prirent de l'audace. Les actes d'insoumission se firent de plus en plus nombreux et étaient ouvertement soutenus par tous.

C'est dans cette atmosphère où soufflait le vent de la révolte et où la discipline avait volé en éclats, que naquit l'idée d'un soulèvement général. Où, quand et par qui, l'idée en fut-elle lancée la première fois ? Comme toute idée vraiment populaire, elle n'a sans doute pas été lancée volontairement par quelqu'un de précis et surgit spontanément dans l'ambiance d'espoir qui régnait sur le navire. Déjà, le 3 novembre, les marins avaient demandé au parti social-démocrate si le moment n'était pas venu de transformer la rébellion en mouvement organisé. Le comité avait conseillé

2. Il s'agit du 3 novembre 1904.

le report à un moment plus favorable. L'idée d'une intervention révolutionnaire avait ainsi émergé déjà depuis un an. Plus tard, au début de cette année, à l'annonce d'un pogrom juif, perpétré par la police de Sébastopol, 150 marins armés sortirent en ville et se joignirent aux ouvriers pour défendre les Juifs.

Les événements du 8 au 12 janvier (1905) à Pétersbourg provoquèrent une grande émotion chez les marins [...] La « centrale des marins » — le comité central dirigé par des représentants des marins de tous les navires — se mit à élaborer sérieusement un plan de soulèvement. Ce n'était pas facile. Le projet suscitait une foule de questions concrètes : quel comportement adopter avec les officiers ? Devait-on les exécuter ou les arrêter ? Quelles seraient les conséquences du soulèvement, qu'il l'emporte ou qu'il soit battu ? N'allait-il pas disloquer la Russie ? Chaque marin donnait son point de vue. Dans une lettre adressée au comité de Sébastopol [...] l'équipage du *Potemkine* demandait une réponse à toutes les questions qui soulevaient des doutes. Cependant la défaite de Tsushima, l'annonce du massacre de 40 marins de l'escadre Niebogotov près de Shanghai (parue dans un journal russe) poussèrent à bout la patience des marins. Ils disaient : « Si on doit mourir, autant que ce soit pour libérer la Russie, plutôt que d'être tué par des officiers ou des Japonais ». Et l'idée du soulèvement gagnait toujours plus de partisans.

Une question se pose ici : combien de marins du *Potemkine* étaient-ils engagés dans le complot ? Au moins la moitié, m'a-t-on répondu. En effet, les marins révolutionnaires ne gardaient pas leur plan secret : ils n'observaient que les précautions élémentaires. Voici un fait qui révèle leur audace : les officiers d'un petit navire — dont nous tairons le nom — allèrent un jour en ville assister à un mariage : pendant ce temps, les marins tinrent un meeting à bord [...] Il est très probable que les officiers aient su ce qui se préparait. On sait qu'il y avait une trentaine de mouchards parmi les marins. Mais comment démanteler ce plan ? Qui arrêter ? On n'arrivait pas à découvrir les membres du comité révolutionnaire du *Potemkine* [...].

Le commandant du *Potemkine* échoua dans toutes ses tentatives de rétablir la discipline à bord par des mesures traditionnelles, dérisoires et inefficaces [...]. On cherchait à empêcher les marins de se réunir ; on leur interdisait même la lecture des journaux et revues et il était difficile d'avoir une permission pour aller en ville. Golikov, qui autrefois passait souvent la nuit hors du navire, ne le quittait plus : il inspectait les cabines pour vérifier l'emploi du temps des marins : « Pourquoi ce hamac est-il vide ? Qui est le matelot X ? — Il est de garde », répondait le voisin, alors que le matelot X discutait dans un coin sombre avec un camarade. Ces mesures draconiennes avivaient les protestations. Il y en eut une, particulièrement vive, dans les deux ou trois jours avant la Trinité. Golikov crut pouvoir y mettre fin en prononçant pendant la fête un discours sur la

discipline. Il raconta comment la révolte, vingt ans plus tôt, à bord du *Svetlana* où il se trouvait, s'était terminée par de nombreuses exécutions. « Voilà ce qui attend ceux qui oublient la discipline », lança-t-il [...] Après la défaite de Tsushima, de telles paroles étaient d'une grande légèreté. Le fait d'apprendre les risques qu'ils couraient permettait aux marins de vaincre leur peur des conséquences d'une révolte. Mais que pouvait faire un malheureux commandant ? Comme tout bon soldat de l'absolutisme, défendre par tous les moyens la vieille Russie. Devant la difficulté de la tâche, Golikov, comme les autres, perdait la tête et ne faisait qu'accélérer le processus. Il était d'ailleurs lui-même convaincu de sa propre impuissance : « Le poison révolutionnaire se répand sur le bateau même chez les sous-officiers », dit-il un jour à un officier de gendarmerie. Toute tentative d'extirper la révolution se soldait par un échec [...].

Reznitchenko cite un exemple significatif : « Nous étions sur le point de commencer la réunion lorsque survint une patrouille commandée par un officier. Il voulait nous arrêter tous. L'un d'entre nous s'approcha de lui et, après l'avoir salué, lui demanda : « Que vous importe que nous soyons ici ? — Je vous ordonne de vous disperser ! — Pourquoi ? — Parce que je vous l'ordonne ! — Mais nous ne faisons rien de criminel ! — Dispersez-vous ou je donne l'ordre de tirer — Personne ne vous obéira. Aujourd'hui, je suis de ce côté, mais demain je peux être dans votre patrouille et, si vous donnez l'ordre de tirer, c'est sur vous que je tirerai d'abord ». L'officier rebroussa chemin sans mot dire. Les marins changèrent de place et reprirent leur réunion. Baranovsky, le commandant du *Prout*, fit, à propos de ces réunions, un discours dans lequel il accusa les Juifs d'être à l'origine des troubles dans la flotte. Il ajouta qu'il n'hésiterait pas à édicter des arrêts de mort contre tous ceux qui participeraient à des complots avec les socialistes. Quelques jours plus tard paraissait une proclamation des marins : « Tu as dit vrai. Nous savons que tu es un bourreau. Le jour est proche où nous n'hésiterons pas à t'étrangler. L'heure de payer va venir ».

Quelques semaines plus tard, Baranovsky était arrêté par les marins et Golikov tombait, victime de l'obstination de l'absolutisme.

Le mouvement ouvrier en Roumanie Le congrès constituant des syndicats et des organisations socialistes en Roumanie (1906)*

Le mouvement socialiste en Roumanie, qui était en difficulté depuis plusieurs années, se montre aujourd'hui à nouveau au grand jour et cette fois-ci en tant que mouvement de classe vraiment prolétarien. Dans ce court rapport, qui ne retrace que les travaux du dernier congrès, il est impossible d'éclaircir les causes de la crise, ou plutôt de la disparition du socialisme en Roumanie. Contentons-nous de citer comme causes principales l'état d'arriération économique de ce pays, le petit nombre des prolétaires de l'industrie et leur éparpillement en un nombre infini de petites entreprises.

Aujourd'hui, cette situation est modifiée en de nombreux points. Si la Roumanie est certes restée un pays agricole, elle possède tout de même une grande industrie, qui joue un rôle prépondérant dans la vie économique. Les revenus de l'industrie, 250 millions par an, atteignent dès 1901 la moitié de ceux de l'agriculture (500 millions).

Ces chiffres n'incluent pas l'industrie pétrochimique, dans laquelle, selon un recensement récent, a été investi un capital de 300 millions de francs. Mais outre la grande industrie, qui emploie actuellement 50 000 ouvriers, de grandes modifications ont eu lieu dans la petite et moyenne industrie. Ces branches se sont « capitalisées », dans la mesure où les petites entreprises se sont transformées en entreprises moyennes ou très grosses.

C'est précisément sous l'influence de ces transformations que les petits producteurs — les artisans — ont donné naissance il y a maintenant

* « Die Arbeiterbewegung in Rumanien », *Die Neue Zeit*, 9/15 septembre 1906, traduit par M. Stobnicer. Rakovsky, ayant tiré le bilan de la faillite du parti socialiste roumain aux mains de l'intelligentsia « de gauche » qui était devenu un appendice du mouvement démocratique bourgeois, avait entrepris la reconstruction d'un parti à travers et sur la base de l'activité syndicale. Il fait ici le compte rendu de la première étape importante de cette entreprise, le congrès ouvrier de 1906.

six ans, à un mouvement contre la concurrence étrangère. Ce mouvement, marqué de fortes tendances antisémites et nationalistes, et soutenu par les démagogues et les politiciens pour des raisons électorales, amena la constitution de corporations qui, par maints aspects, rappellent les guildes du moyen-âge. La base fondamentale de cette organisation est son caractère obligatoire. Tous les ouvriers et les patrons, y compris ceux de la grande industrie, sont obligés d'appartenir à la corporation de leur branche.

Les Juifs, qui sont chez nous soumis à des lois d'exception de même que les étrangers — artisans et ouvriers — furent contraints de verser leurs cotisations dans les caisses de la corporation, sans toutefois jouir des mêmes droits que les artisans et ouvriers roumains. Nul ne peut exercer un métier ni fonder une entreprise sans autorisation de la corporation, nul ne peut être embauché sans un livret délivré par la direction de la corporation. Cette loi réactionnaire eut, du point de vue politique et économique, l'effet exactement inverse de celui qu'en espéraient le gouvernement et les maîtres artisans.

Par la simple logique des faits, c'est justement au sein même de ces corporations que se développa le combat entre les patrons et les ouvriers. Les questions fondamentales devinrent sources de conflits permanents : la réglementation du travail dans l'entreprise, l'organisation et l'administration des caisses d'entraide en cas de maladie, d'accident ou de mort, le choix des organes directeurs des corporations, etc. Des ouvriers réunis pour la première fois, et réunis par la force de la loi, comprirent la force qu'ils représentaient, et c'est ainsi que naquit en leur sein la tendance à s'organiser en syndicats.

Le mouvement syndical proprement dit ne date que d'un an, mais durant cette seule année il a pris un puissant essor. Des conditions favorables à la lutte contre le capital ont été créées par les bonnes récoltes des trois dernières années et leur implication sur la production industrielle, par l'importante croissance de l'extraction du pétrole, surtout depuis les incendies des puits de Bakou en Russie, ainsi que par l'exposition nationale qui a eu lieu cette année. On peut dire que cette année une véritable épidémie de grèves a eu lieu en Roumanie. Certaines grèves, comme celle des ouvriers de la chaussure à Bucarest, à laquelle participèrent 7 à 8 000 ouvriers, ou celle des ouvriers des tabacs et des allumettes, avec 2 000 participants, montrent bien combien la production industrielle en Roumanie s'est rapidement concentrée. D'autres grèves, telle celle des empaqueteurs dans les docks nationaux de Galatz, ou celle des facteurs de Bucarest sont caractéristiques, car elles sont dirigées contre l'Etat-patron. C'est également le cas pour les ouvriers des tabacs et allumettes. Ces grèves, déclenchées pour une grande part par des travailleurs inorganisés et dirigées par des leaders improvisés, ne disposaient d'aucun moyen pour résister, et donnèrent aux syndicats une bonne occasion d'intervenir, et

c'est souvent ce qui fut décisif pour le succès de ces grèves. L'idée syndicale est devenue si populaire aujourd'hui que même un groupe de policiers municipaux de Bucarest s'est adressé à nous (au nom de 1300 de leurs collègues), pour que nous défendions leurs revendications salariales.

Evidemment, nous avons bien conscience que ces succès inattendus de notre mouvement, de même que l'issue positive de presque toutes les grèves, sont dûs à la division dans les rangs de nos ennemis, plutôt qu'à la solidarité et à la richesse de nos organisations. Par la soudaineté de sa constitution, le mouvement ouvrier actuel en Roumanie a porté la confusion dans les rangs des capitalistes, ce qui nous a permis maints succès. Mais, à l'avenir, la classe des capitalistes ne se laissera plus attaquer ainsi sans préparation.

Certaines grèves étaient remarquables par leur déroulement mouvementé. C'est le cas pour la grève des dockers de Galatz, à laquelle participèrent 600 ouvriers: le gouvernement envoya 500 soldats pour remplacer les grévistes, et toute la garnison de la ville fut mobilisée. Les brutalités, les arrestations eurent lieu comme dans toute grande grève. En réponse à ces provocations, les dockers, rejoints par les sept syndicats existant à cette époque à Galatz, organisèrent une démonstration qui impressionna toute la population par son calme et par sa discipline. Le gouvernement, qui tout d'abord ne voulait pas entendre parler de concessions, se vit contraint de céder. Les ouvriers gagnèrent sur tous les points, obtenant même qu'on libère leurs six camarades accusés d'« incitation à la révolte », et que cesse toute procédure contre eux. Il est à remarquer qu'au cours de cette grève, nous fîmes usage avec succès de l'autorité du Bureau socialiste international. L'auteur de ces lignes, qui appartenait à la délégation chargée de négocier avec les autorités, déclara au préfet que si le conflit n'était pas réglé nous serions obligés d'utiliser le Bureau socialiste international pour appeler nos camarades de Rotterdam et d'Anvers à boycotter les bateaux chargés de bois en provenance de Galatz. Et pour qu'il ne considère pas cet appel à la solidarité internationale des travailleurs comme une menace en l'air, nous lui présentâmes l'exemple de la grève des menuisiers de Bucarest, où grâce au boycottage de nos camarades syndiqués de Stuttgart, une commande de meubles venant de Bucarest ne fut pas honorée, contraignant le patron à céder.

La grève des facteurs de Bucarest, ainsi que celle des ouvriers des tabacs furent également mouvementées. Aux brutalités de la police, qui voulait contraindre par la force les ouvriers à reprendre le travail, le prolétariat de Bucarest répliqua par une manifestation de rues aux accents de l'*Internationale*. Cette vive résistance enseigna à la police, et surtout aux commissaires de police, à agir avec un peu plus de circonspection. Il nous fallut convoquer la conférence — c'est ainsi que nous nommâmes notre premier congrès — afin de réunir les forces éparpillées et constituer des organes de centralisation. La première tâche fut menée à bien grâce à

l'élaboration du « statut général des syndicats ouvriers de Roumanie ». L'organe central est représenté par la Commission Générale des Syndicats de Roumanie, qui a son siège à Bucarest et un secrétaire appointé.

Par son intermédiaire, nos syndicats peuvent entrer en contact les uns avec les autres, et avec les syndicats à l'étranger. Les trois principes de base de notre organisation sont les suivants: lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes, lutte des classes, solidarité internationale des travailleurs.

Parallèlement aux syndicats, et en contact actif avec ceux-ci, existent également des organisations ouvrières dont la tâche est de mener une propagande socialiste systématique et de mener la lutte politique.

A la conférence participèrent 94 délégués de 36 organisations syndicales, représentant 4466 ouvriers cotisant régulièrement. Il faut y ajouter sept camarades individuels, dont trois étrangers: le camarade Ratchev, représentant les socialistes bulgares, le camarade Auerbach, représentant les socialistes roumains en Hongrie (membre du parti hongrois), et enfin le camarade Grigorovic, représentant les socialistes roumains de Bukovone (appartenant au parti autrichien).

Les travaux de la conférence, présidés par Rakovsky (président), Constantinescu et Sion (secrétaires), durèrent trois jours du 13 (26) au 15 (28) août, et furent marqués par une grande animation et l'esprit révolutionnaire des participants. Sur différentes questions de grande importance pour notre mouvement, comme « syndicats et corporations », ou « syndicats et grèves » plus de vingt orateurs prirent la parole, alors que tous les délégués sauf sept ou huit étaient des ouvriers. Ceci démontre l'intérêt profond de la classe ouvrière roumaine pour le socialisme.

Citons quelques unes des résolutions adoptées par cette conférence, afin de montrer quel esprit anime nos syndicats:

Syndicats et socialisme

« — Considérant que le développement de la société moderne tend à faire de la classe ouvrière (sans cesse augmentée par la prolétarianisation des couches moyennes d'artisans, petits propriétaires terriens et petits paysans) le principal fondement du monde économique moderne, alors qu'à l'inverse sa situation matérielle et morale s'aggrave de plus en plus en raison de l'exploitation capitaliste accrue;

— considérant d'autre part que l'émancipation du travail ainsi que l'élimination de toute misère sociale ne peut résulter que de la transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété de la nation entière, qu'au cours de cette transformation à laquelle nous poussons le développement économique d'une part et le combat de classe du prolétariat d'autre part, les syndicats sont appelés à jouer le rôle d'organisations chargées de la direction et de l'administration de la production socialiste;

— considérant que le grand combat pour l'émancipation du travail nécessite que les travailleurs prennent conscience de leurs tâches, qu'ils participent activement à tous les combats contre le capital, qu'ils fassent preuve d'un puissant sentiment de solidarité et d'un grand esprit de sacrifice;

— considérant que ce sont précisément les syndicats qui par les combats incessants en faveur du prolétariat, constituent les écoles d'éducation de la conscience de classe, raffermissant les esprits et les cœurs, et renforçant la puissance et l'énergie de la lutte des classes prolétarienne en luttant pour les améliorations matérielles — augmentation des salaires, raccourcissement de la journée de travail, disparition de toutes les nuisances dans la vie ouvrière;

La conférence recommande avec insistance à tous les travailleurs salariés de s'organiser en syndicats, selon les industries et les métiers auxquels ils appartiennent;

Elle déclare que tout travailleur n'appartenant pas au syndicat de sa profession trahit non seulement ses intérêts de classe, mais également les intérêts de sa famille, de ses enfants, et les siens propres;

Mais comme d'autre part le combat syndical est surtout limité aux intérêts économiques et corporatifs du prolétariat, comme il est destiné à régler plutôt les conflits naissant entre ouvriers et patrons durant le processus de production dans les usines et les ateliers, et comme par ailleurs le combat du prolétariat doit être dirigé contre toutes les institutions politiques;

Comme un tel combat ne peut être mené avec succès que par le parti ouvrier socialiste de Roumanie, dont le but est la réalisation des idéaux de la classe ouvrière par le combat au parlement et en dehors du parlement;

La conférence recommande aux travailleurs de prendre conscience de cette nécessité, et de chercher les voies et moyens propres à répondre à cette nécessité. ».

L'une des questions les plus vivement discutées fut celle de notre position par rapport aux corporations. Une résolution très radicale, dirigée contre les corporations et recommandant l'entrée dans les syndicats, fut adoptée à la quasi-unanimité.

Comme nous l'avons déjà signalé, cette année fut en Roumanie une véritable année de lutte. Malheureusement, nous ne disposons d'aucune statistique, même imprécise, concernant le nombre et la nature des grèves. A l'avenir, cette tâche sera confiée à la Commission Générale des Syndicats de Roumanie.

A l'occasion des grèves, notamment celles des travailleurs inorganisés, la conférence a édicté certaines règles. Avant tout, lorsqu'il s'agit d'un conflit mettant en jeu des travailleurs inorganisés, les syndicats ont également le devoir d'intervenir, et évidemment ils doivent tout faire à cette occasion pour syndiquer les travailleurs.

La conférence recommande aux syndicats de commémorer le 1^{er} Mai à cette date, mais elle leur laisse toutefois la latitude de repousser la commémoration au dimanche suivant.

Les mots d'ordre du prolétariat roumain à l'occasion du 1^{er} Mai sont les suivants :

1. Journée de 8 heures.
2. Remplacement de l'armée permanente par la milice populaire.
3. Suffrage universel direct, secret et égalitaire pour tous les sujets roumains, sans différence d'origine, de religion et de sexe.
4. Abrogation du droit d'expulsion et de toutes les lois d'exception dirigées contre les Juifs.

En outre, la conférence a adopté quatre résolutions: la première contre les brutalités policières à l'occasion des grèves et contre l'utilisation de l'armée pour remplacer les grévistes; la deuxième résolution est consacrée à la situation russe; la troisième à la situation en Autriche-Hongrie et la quatrième traite des luttes nationales sur la presqu'île des Balkans.

Toutes ces résolutions sont empreintes d'un esprit socialiste, de même que le discours final du président dans lequel celui-ci remercia les délégués étrangers pour leur venue et leur précieuse collaboration :

« Dites aux camarades au-delà des montagnes que c'est leur famille que vous avez retrouvée ici, c'est-à-dire la famille socialiste. Dites à tous nos camarades à l'étranger, qu'à partir de maintenant l'Internationale peut compter la Roumanie parmi les siens! »

C'est aux cris de « Vive le socialisme international » et aux accents de l'*Internationale* de Pottier que se conclut la conférence.

Jean Jaurès¹ (1914)

Dans la soirée du 18 juillet, un certain Raoul Villain, élève de l'école d'architecture, nationaliste exalté, a assassiné le grand socialiste Jean Jaurès. Cet événement très douloureux, qui a fait verser des larmes non seulement aux socialistes mais à tous les honnêtes gens, tant Jaurès était aimé pour la noblesse de son caractère et sa grandeur d'âme, a un caractère particulièrement tragique du fait des circonstances dans lesquelles il s'est produit.

Jamais l'humanité n'a eu autant besoin de l'intelligence et du chaleureux amour de la paix de Jaurès, aujourd'hui que l'enfer vient de s'ouvrir pour englober dans ses ténèbres le fruit du progrès humain. Le Léviathan des forces obscures, symbole biblique du militarisme destructeur, dont Jaurès parlait au cours d'un congrès socialiste français ne pouvait être affronté victorieusement par personne mieux que par Jaurès, dont le génie oratoire, l'idéalisme, le caractère posé et la force de travail immense lui avaient valu un énorme prestige et une autorité morale tels que peu d'hommes en ont joui sur la terre. C'est précisément pour cela qu'il a été la première victime de la guerre. Pour la destruction de l'humanité, pour le triomphe des intérêts bestiaux, pour la victoire de l'impérialisme, il fallait que disparaisse le plus redoutable et le plus tenace adversaire de la guerre.

Indépendamment des considérations politiques, la mort de Jaurès est

1. *Vitorul social*, n° 11, août 1914, traduit du roumain. L'article et la traduction nous ont été aimablement adressés par le professeur Francis Conte. Ce texte, inédit en français, n'est sans doute que le moins important de ceux que Rakovsky consacra à Jaurès. Le second, qu'il rédigea en 1915 avec les notes de leur première rencontre puis de leur voyage commun à Londres, demeura inédit. Il était encore dans ses papiers quand il rédigea, à Astrakhan puis Saratov, le troisième, un chapitre « Jean Jaurès » de ses *Mémoires*. Ces textes ont été saisis par le G.P.U. avec tous les manuscrits de Rakovsky.

une catastrophe pour l'humanité qui perd en lui l'un des plus parfaits des siens. « Jaurès, disait Jules Guesde,² est une force de la nature ». Il faudra à l'humanité des siècles avant de pouvoir de nouveau donner naissance à semblable génie. Ce que Karl Marx a été pour le socialisme dans le domaine de la théorie, Jaurès l'a été dans le domaine de la pratique. Une imagination créatrice et une volonté persévérante ont fait de Jaurès le créateur le plus grand d'un monde nouveau. Toutes les réformes importantes qui ont été réalisées en France au cours des dix ou quinze dernières années ont été exécutées ou mises en chantier sous son influence. La loi sur les associations, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les assurances sociales, l'impôt progressif sur le revenu et bien d'autres réformes ont été réalisées avec sa collaboration. Il était le représentant le plus éloquent du projet de la représentation proportionnelle auquel il a gagné la majorité de la Chambre. Il a enfin réussi à populariser dans les rangs de la démocratie bourgeoise les milices nationales comme la seule forme d'armée qui corresponde aux intérêts de la démocratie comme ceux du pays. Son intelligence, ses connaissances et sa vaste expérience le désignaient pour le poste d'organisateur de la future république socialiste française laquelle est bien plus proche que beaucoup ne le croient.

Jean Jaurès est né à Castres, petite ville du midi de la France, le 3 septembre 1859. Il a achevé ses études à l'Ecole normale supérieure qui était l'institution universitaire la plus haute de France, à l'entrée de laquelle il y avait une sélection rigoureuse. Il y a reçu cette vaste culture littéraire, historique et philosophique qui devait être pour lui, plus tard, la source de son inspiration oratoire. Il parlait à la perfection le grec, le latin, l'allemand et l'anglais. Un de ses plaisirs était de revenir à ses « auteurs » favoris et de relire dans l'original Eschyle ou Euripide, ou Shakespeare, l'auteur pour lequel il éprouvait le plus d'admiration. Il lisait sans cesse, au point d'avoir été surnommé « dévoreur de livres », comme il avait appelé Pressensé.³

Dans ce trait de son caractère se manifeste non seulement le besoin de l'homme de goût, mais la nécessité de l'homme pratique, du militant attiré par les analogies psychologiques entre la vie réelle et la vie imaginaire de l'humanité. De cette confrontation entre réalité et poésie, le militant Jean Jaurès tirait les normes de sa propre conduite. Jaurès a couronné ses études universitaires par une thèse de doctorat publiée plus tard dans la « Bibliothèque de philosophie contemporaine » et qui est intitulée *La réalité du monde sensible* : il n'est pas jusqu'au titre de cet

2. Jules Bazile dit Jules Guesde (1845-1922) introduisit le marxisme en France à son retour d'exil après la commune de Paris et fut le fondateur du parti ouvrier français.

3. Francis de Pressensé (1854-1914), diplomate et journaliste, devint socialiste à travers l'affaire Dreyfus, député en 1902.

ouvrage qui tend à prouver qu'il existe un monde que conteste l'école idéaliste anglaise de Berkeley.

Nommé professeur au Lycée d'Albi, il fut candidat aux élections de 1885 et élu député républicain. A cette époque, avec l'amour qu'il éprouvait pour la classe ouvrière et paysanne et qu'on peut voir dans ses discours publiés sous le titre *Action socialiste*, Jaurès n'était pas encore socialiste au plein sens du mot. Il ne connaissait que partiellement notre doctrine. Plus tard, après sa défaite aux élections de 1889, il se retira de nouveau dans l'enseignement et commença à étudier le socialisme. Le résultat de ce travail fut sa thèse d'agrégation : *De la philosophie hégélienne au socialisme scientifique*, qui lui ouvrit les portes d'une chaire à l'université de Toulouse. Pour la première fois — et par-dessus le marché, en latin — la vérité socialiste se faisait entendre dans les salles de l'université française.

C'est un événement qui a ramené Jaurès à l'activité politique et il y est revenu cette fois en tant que socialiste. Je veux parler de la grande grève de Carmaux qui a duré plusieurs mois et qui s'est terminée par le triomphe des ouvriers. La grève avait été provoquée parce que la compagnie, à la tête de laquelle se trouvait deux aristocrates, le marquis de Solages et la baron Reille — ce dernier député de la ville — avait licencié le mineur Calvignac,⁴ placé en tête de la liste socialiste sortante. Riche et insolent, cette compagnie ne pouvait admettre que les ouvriers jouissent de libertés politiques. Après le succès de cette grève, le député local a été obligé de démissionner et Jaurès a été élu député à sa place.

Quelques mois plus tard, aux élections générales de 1894, il a été réélu et avec lui une quarantaine de députés socialisants : tous n'étaient pas socialistes, mais subissaient au moins l'influence de nos idées. C'est au lendemain de ces élections de 1893 que commence l'ascension de Jaurès. Il faut relever que l'ancien député républicain, dont le talent oratoire était admiré et reconnu dès 1885, n'a pu s'imposer à la France et au monde que par sa qualité de militant socialiste, et ce n'est pas un hasard. Seul un parti de lutte, un parti révolutionnaire, pouvait donner au génie de Jaurès l'espace dont il avait besoin pour déployer son activité. Cette « force de la nature », qui a porté Jaurès dans le camp du prolétariat, l'a sauvé plus tard de l'erreur dans laquelle sont tombés quelques-uns de ses camarades. Jaurès voyait le but de son activité seulement dans la marche pour réaliser son grand idéal socialiste.

Il a exprimé à plusieurs reprises en public son étonnement de voir un homme intelligent et doué courir après les honneurs. Il l'a écrit lorsqu'il a appris que Poincaré⁵ — pour lequel il avait beaucoup d'estime — était

4. Jean-Baptiste Calvignac (1854-1934) s'identifie à l'histoire des mineurs de Carmaux.

5. Raymond Poincaré (1860-1934) fut candidat — et élu — à la Présidence de la République en 1913.

candidat à la Présidence. Comment est-il possible, écrivait-il dans *L'Humanité* qu'un homme puisse ainsi priver son pays de ses services en cherchant refuge dans un poste qui peut satisfaire sa vanité, mais pas son patriotisme, puisqu'en l'occupant il renonce du coup à ses activités politiques ?

La législature 1893-1899 a eu une grande importance dans la vie politique de Jaurès, par la lutte qu'il y a menée contre la ploutocratie française qui s'était emparée des institutions de la République. Nous nous éloignerions du sujet si nous faisons ici l'historique de la III^e République. Mais, pour expliquer les événements qui ont suivi, il faut rappeler que la bourgeoisie française a été dotée du régime républicain contre son gré. Ce ne sont que la peur de mouvements populaires, comme celui de la Commune, ainsi que le désaccord entre les partis monarchistes — lesquels n'étaient pas moins de trois, orléanistes, légitimistes et bonapartistes — qui ont permis le maintien du régime républicain. La République française était une république sans républicains, c'est-à-dire que ne se trouvaient à la tête de ses gouvernements, pendant dix ans, jusqu'à l'élection de Grévy⁶ à la Présidence, que des monarchistes notoires. Après les monarchistes, les républicains sont arrivés au pouvoir, mais des républicains modérés qu'on pouvait considérer comme des monarchistes plus que comme des républicains. Ils ont constitué le parti qu'on a appelé « opportuniste » et leur programme tenait dans les paroles de Thiers⁷ : « La République sera conservatrice ou ne sera pas ». A gauche, il y avait les radicaux-socialistes. Leur rôle était de fournir des ministres pour les cabinets de concentration républicaine. Si on excepte la loi sur la liberté de la presse et la loi sur l'enseignement laïque, votées en 1881 et préconisées par le parti républicain depuis le Second Empire, aucune autre loi ou réforme n'a été réalisée. La démocratie républicaine se révélait irrémédiablement stérile.

Mais cela ne suffisait pas. Elle réussit à se compromettre dans des affaires véreuses, comme celles du canal de Panama, dans laquelle 104 députés et sénateurs reçurent de l'argent pour assurer le bénéfice d'emprunts à cette compagnie. Les dirigeants radicaux comme Floquet, Clemenceau, Freycinet,⁸ sans avoir eux-mêmes touché de l'argent, ont été indirectement compromis. Pour expliquer cette impuissance politique de la République, il faut ajouter que le mouvement ouvrier qui aurait pu lui insuffler vie était assez faible. La Commune avait pour des années épuisé

6. Jules Grévy (1807-1891) fut président de la République de 1879 à 1887.

7. Adolphe Thiers (1797-1873), le vainqueur de la Commune fonda en fait la III^e République.

8. Charles Floquet (1828-1896), Georges Clemenceau (1841-1929) et Charles de Freycinet (1828-1923) virent leur carrière politique seulement freinée par l'affaire.

les forces du socialisme français. Ses principaux dirigeants étaient tombés sur les barricades et les autres ont vécu des années en exil (l'amnistie générale a été accordée en 1880). En outre, les nouvelles conditions politiques et économiques imposaient une révision des méthodes de lutte du prolétariat français — un honneur qui est presque intégralement revenu au Parti ouvrier français dirigé par Guesde et Lafargue. Une telle révision exigeait du temps afin de préparer la classe ouvrière. Les élections de 1893 marquèrent un changement profond.

Le scandale de Panama, qui a éclaté en 1892, avait été l'œuvre des monarchistes dans l'espoir de renverser la République. A cette époque, le socialisme français était suffisamment puissant et mûr pour dévoiler la corruption et répandre ses idées. Il était en mesure de prouver que la corruption n'était pas due à la forme du gouvernement, mais au régime capitaliste. La corruption disparaîtra avec la destruction du capitalisme et l'annihilation de la toute-puissante ploutocratie industrielle et financière. La République est la forme de gouvernement la plus propice pour lutter contre le capitalisme. L'œuvre de changement social sera accomplie par le prolétariat, mais par un prolétariat organisé, conscient, matériellement préparé et intellectuellement trempé dans les luttes économiques et politiques, doté d'une expérience parlementaire.

Nous avons parlé du succès remporté par les socialistes aux élections de 1893. Leurs dirigeants sont entrés au parlement. Un vaste champ d'action s'ouvrait au parti. Affirmation de l'idéal socialiste, orientation vers des réformes sociales et politiques, défense de la classe ouvrière dans sa lutte, combat contre la ploutocratie financière — telles étaient les orientations principales de l'activité parlementaire du groupe socialiste. Son activité est inséparable du nom de Jaurès. Sans doute y a-t-il eu d'autres représentants habilités à parler au nom du socialisme. Jules Guesde s'est imposé par son célèbre discours de l'hiver 1894 et a presque réussi à faire croire que «le collectivisme est le régime de l'avenir». Vaillant⁹ s'imposa par ses discours sur le droit du travail. Millerand,¹⁰ alors socialiste, se révélait grand tacticien parlementaire. Mais Jaurès les dépassait tous par l'impétueux tempérament de lutteur infatigable qui était le sien. Il a prononcé son premier grand discours lors des élections de 1893, démontrant que le socialisme est l'antithèse du christianisme et que ce dernier, pendant des siècles, a bercé de promesses célestes la misère humaine. C'est à cette occasion qu'il a évoqué la mythologie grecque quand il a dit que le socialisme n'était pas sorti de l'écume de la mer comme la Vénus de Milo, ni tout armé de la tête de Jupiter comme

9. Edouard Vaillant (1840-1915) était le dirigeant blanquiste.

10. Alexandre Millerand (1859-1943) devait être ministre dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau en 1899 avec le fusilleur de la Commune, le général de Galliffet.

Minerve. Tous alors, sans distinction de parti, ont reconnu en lui le plus grand orateur du parlement français. A partir de ce moment, il a marché de triomphe en triomphe, provoquant l'enthousiasme des uns et la haine des autres, mais l'admiration de tous dans cette époque riche en événements où Jaurès menait la lutte au nom du parti socialiste.

En 1893, Charles Dupuy¹¹ était au pouvoir et c'est sous son gouvernement que l'anarchiste Caserio¹² a assassiné le Président de la République Sadi Carnot.¹³ Dupuy est arrivé à la Chambre avec les fameuses lois qui attentaient à la liberté de la presse et qui allaient ouvrir en France une période de persécution policière. Carnot a été remplacé par Casimir Périer,¹⁴ esprit étroit et réactionnaire, détesté par les Français. On a dit que c'était là une provocation contre la démocratie française. La lutte qui a commencé alors a abouti à la démission de Casimir Périer, une année plus tard, alors qu'il lui restait encore six ans à occuper ce poste. C'est Jaurès qui porta à Périer les coups les plus durs. Il ne se contenta pas de prendre la parole au parlement et dans les réunions publiques. Il se rendit dans l'enceinte du tribunal pour prendre la défense du journaliste socialiste Gérault-Richard,¹⁵ traduit en justice pour la campagne menée contre Périer dans le journal satirique *Le Chambard*. Jaurès a prononcé là un réquisitoire contre la famille Périer qui «s'enrichissait sur le dos de la France comme les requins autour des bateaux naufragés». Gérault-Richard a été condamné à une année de prison ferme, mais, un mois plus tard, la population parisienne l'élisait député et il était libéré. Harcelé par la presse et par tous les socialistes, Périer était dans une situation impossible et démissionna.

On élisit à sa place Félix Faure¹⁶ qui instaura un régime de tolérance. On accorda une amnistie générale pour tous les délits de presse, de grève, et pour les crimes politiques. La présidence du conseil a été confiée d'abord à Ribot,¹⁷ puis à Léon Bourgeois,¹⁸ un démocrate convaincu, qui suspendit les lois scélérates et commença une politique de réformes. Sous sa présidence, la Chambre a voté l'impôt sur le revenu. La réaction politique — le parti républicain opportuniste en alliance avec les monarchistes — a fait campagne contre Bourgeois, en l'accusant d'avoir subi

11. Charles Dupuy (1851-1923) devint président du conseil pour la première fois en 1893.

12. Santo Caserio (1873-1894) était un ouvrier boulanger italien, anarchiste.

13. Sadi Carnot (1837-1894) était le petit-fils du légendaire Lazare Carnot.

14. Jean Casimir-Périer (1847-1907), élu en 1894, démissionna en 1895.

15. Léon Alphonse Gérault-Richard (1860-1911); ancien ouvrier tapissier devenu journaliste fut d'abord un «socialiste indépendant».

16. Félix Faure (1841-1899) succéda à Casimir Périer.

17. Alexandre Ribot (1842-1923) fut président du conseil en 1892, puis de nouveau en 1896.

18. Léon Bourgeois (1851-1925) fut président du conseil républicain en 1895-96.

l'influence des socialistes. Le Sénat est passé de leur côté et le gouvernement, qui avait perdu sa majorité, fut contraint de démissionner. Avec l'arrivée de Méline,¹⁹ qui succéda à Bourgeois, commença une nouvelle période de réaction. Ce gouvernement était impitoyable avec les ouvriers, étouffait sauvagement les grèves, parmi lesquelles est restée célèbre la grève des ouvriers verriers d'Albi, région où Jaurès était élu. Résséguier, la patron de l'entreprise, faisant de cette grève un problème général, parvint à gagner à sa cause le gouvernement, la presse et les capitalistes, dans une croisade contre les organisations ouvrières. On a rarement vu un tel acharnement dans une lutte ouvrière que dans celle qui s'est développée autour de la grève d'Albi. Le patron entêté n'a pas cédé, bien que la grève se soit prolongée plusieurs mois, mais les ouvriers ont pourtant trouvé le moyen de le frapper en créant une coopérative de verrerie, grâce à une souscription publique de 200 000 lei, dont la moitié ont été donnés par une sympathisante du mouvement socialiste. Sous le ministère de Méline, la fraction socialiste du parlement a recommencé sa lutte, qui s'était modérée sous Bourgeois. Les occasions étaient nombreuses : persécution par la police des organisations syndicales, politique coloniale du gouvernement contre les Arabes d'Algérie, la crise agricole, les privilèges de la Banque de France et des chemins de fer (qui, en France, appartiennent à des sociétés privées), l'alliance franco-russe, l'intervention de la France en faveur du Sultan Abdul Hamid et contre les Grecs de Crète et les Arméniens, toutes ces occasions et bien d'autres — comme les débats budgétaires — ont donné à Jaurès des occasions d'intervenir.

C'est à la fin de la législature 1893-1898 qu'a éclaté la célèbre affaire Dreyfus. Pour en comprendre toute l'importance, il faut se souvenir de la place tenue en France par les officiers. Après la défaite de 1870-1871, la France avait les yeux sur son armée, les officiers jouissaient du plus grand respect et pouvaient ainsi préparer en secret la défense et la revanche. Mais l'immense majorité d'entre eux, et surtout l'immense majorité des officiers supérieurs, étaient royalistes et catholiques. Ils avaient précisément choisi la carrière militaire parce qu'elle constituait une institution à part, séparée du gouvernement par le mur d'une neutralité politique mal appliquée. L'état-major s'était peu à peu transformé en un nid de réactionnaires. Pendant que la République avançait tant bien que mal vers la démocratisation, l'armée et surtout ses officiers tombaient sous l'influence de l'Ordre des Jésuites. C'est de cette contradiction qu'est issue l'affaire Dreyfus. On sait que ce capitaine juif fut accusé et condamné comme traître. Quand on découvrit plus tard qu'il n'était en réalité qu'une victime, l'Etat-major français recourut à des faux pour cacher son erreur et ne pas permettre qu'un Juif lui échappe. La lutte pour la révision du procès de Dreyfus a pris

19. Méline fut président du conseil de 1896 à 1898.

dès lors une importance politique extraordinaire. Il n'était plus question ici d'un individu, mais de la destruction de cette alliance militaro-cléricale devenue un bastion d'où l'on tirait sur la démocratie française.

On connaît le rôle joué par Jaurès dans cette bataille. On connaît aussi la série de ses articles « Les Preuves », dans lesquels il a définitivement détruit tout le système de défense de l'Etat-major. L'innocence du malheureux prisonnier n'a pas trouvé de meilleur défenseur que Jaurès. Il a payé son courage de sa défaite aux élections de 1899. Hors du parlement, il a mené la campagne dans des réunions publiques et la presse. L'affaire Dreyfus a eu une énorme influence sur l'histoire de la France en donnant à sa politique intérieure une orientation nouvelle. Elle a signifié le rejet du bloc militaro-cléric, l'émergence de l'élément démocratique et la suprématie morale du socialisme, représentant de la classe ouvrière et du peuple français tout entier. Les ministères Waldeck-Rousseau²⁰ et Combes²¹ resteront célèbres dans l'histoire de la III^e République pour leur action démocratique anti-cléricale et sociale. Même les ministères ultérieurs (Briand²² et Barthou²³), avec leurs tendances au conservatisme social, n'ont pu complètement renoncer aux réformes qui se sont imposées à la France après l'affaire Dreyfus. Cette dernière a été le signal de la prise de conscience et de la mobilisation des forces démocratiques qui ne peuvent être détruites que par des événements néfastes pour la démocratie, comme la guerre.

Jaurès n'était pas encore redevenu député, mais son influence était si grande en France qu'il était capable d'influencer la politique du gouvernement dans lequel se trouvait d'ailleurs Millerand, un de ses amis et camarades d'idées. Sous Combes, Jaurès a été réélu en 1903 et il a dès lors assumé le rôle de dirigeant effectif de la Gauche républicaine. Nous avons mentionné au début son influence dans l'élaboration des principales réformes politiques, financières et sociales votées pendant ces dernières années en France. Mais une autre caractéristique de l'activité de Jaurès en France pendant cette période a été sa lutte tenace contre la politique de conquêtes de la France, contre l'impérialisme et le militarisme français, qui rongeaient les forces de la République, retardait le progrès social et politique et préparait la catastrophe finale. Avec la claire vision d'un homme modeste, Jaurès a montré l'enchaînement des événements. Il condamnait la bourgeoisie française qui, par sa conquête du Maroc, facilitait à l'Autriche

20. Pierre *Waldeck-Rousseau* (1864-1914) devint président du conseil en 1899 avec Millerand et Galliffet comme ministres pour régler l'affaire Dreyfus.

21. Emile *Combes* (1835-1921), fut président du conseil de 1902 à 1905 et sépara l'Eglise de l'Etat.

22. Aristide *Briand* (1862-1932), avocat venu de l'extrême-gauche, ex-socialiste indépendant, fut président du conseil de 1909 à 1911.

23. Louis *Barthou* (1862-1934) dirigea le gouvernement français de mars à décembre 1913.

l'annexion de la Bosnie et à l'Italie celle de Tripoli. Ces faits ont déclenché la crise orientale, des deux guerres balkaniques qui ont été le prologue de la catastrophique guerre d'aujourd'hui. La campagne menée par Jaurès contre la politique marocaine du gouvernement lui a valu les calomnies les plus basses, celle d'être notamment un « agent de l'Allemagne ».

Malgré tout cela, il aimait la France d'un amour noble et pur. Il ne pensait qu'à ses progrès et à son bonheur. La France était son pays et le laboratoire d'idées pour l'humanité. Si Jaurès était l'ennemi de toute politique de conquête, s'il repoussait toute idée de revanche, il n'en était pas moins tout autant préoccupé par la défense de son pays. Il voulait changer le monde par le triomphe de la démocratie, et le nationalisme, lui, cherchait ce changement dans la guerre. Jaurès était au parlement français l'un des hommes les plus compétents sur les questions militaires, comme le montre son livre *L'Armée nouvelle*. Il a combattu pour démontrer la supériorité militaire des milices nationales. La réintroduction du service militaire de trois ans, alors qu'il était descendu à deux ans sous le ministère de Combes, a été un triomphe du militarisme français. Jaurès avait réussi à réunir autour de lui une majorité à la Chambre pour abaisser la durée du service militaire. La balle meurtrière de Raoul Villain était dirigée contre l'adversaire du service militaire de trois ans.

Jaurès a été souvent attaqué — il a été l'homme le plus attaqué de la III^e République, mais aussi l'homme le plus admiré et le plus respecté. Sa probité politique et personnelle, sa lutte pour un idéal, la bonne foi qu'il manifestait en tout, la loyauté avec laquelle il reconnaissait ses fautes — inévitables dans une lutte si gigantesque et diverse — n'ont fait qu'accroître son prestige et le charme de sa personnalité.

Dans la politique de réalisation du programme socialiste, Jaurès s'est pendant quelque temps montré partisan de la collaboration avec les partis bourgeois et même de l'entrée dans le gouvernement bourgeois. Cela a provoqué la rupture de l'unité des socialistes français, la lutte entre les deux courants et finalement le célèbre débat d'Amsterdam en 1904. Mais lorsque l'Internationale socialiste eût rendu son verdict dans cette discussion, Jaurès se soumit de lui-même et abandonna loyalement les socialistes ministériels. Sa conscience lui disait que la vérité se trouvait du côté de l'immense majorité des socialistes.

Sa réputation lui valait une position exceptionnelle au parlement. A l'occasion de la fameuse affaire Rochette — un banquier qui avait escroqué 40 millions, avec le concours de quelques hommes politiques — on créa une commission d'enquête parlementaire qui le choisit comme président. Mais son plus grand charme, il l'exerçait par son éloquence.

Je me souviens de l'effet qu'il a produit quand il a pour la première fois pris la parole au congrès socialiste international de Londres en 1896. Le public était en extase, frappé de stupeur comme devant un miracle. J'entends encore les paroles (« Quel discours puissant ! ») par lesquelles

Singer et Liebknecht,²⁴ deux vétérans de la social-démocratie allemande, saluèrent le discours de Jaurès. Il avait tout : une voix puissante, qui faisait vibrer la toiture en verre de la salle de concert de Queen's Hall où se tenait le congrès, un timbre chaud, la phrase précise et cette émotion concentrée au moyen de laquelle l'orateur s'empare de son auditeur et le fait vibrer à l'unisson avec lui. Il avait la vision puissante du poète, évoquant les images émouvantes suggérées par les circonstances, des comparaisons qui touchaient le public jusqu'au fond de l'âme. Dans le discours qu'il a prononcé au congrès international de Bâle, il a évoqué le terrifiant tableau des cholériques couchés dans les champs de la Thrace et dont les odeurs pénétrantes arrivent à l'Europe comme un remords. Quelle inspiration géniale, dans le même discours, pour caractériser l'activité socialiste, quand il a invoqué dans le son des cloches de la cathédrale de Bâle les mots de Schiller²⁵ : « Vivos voco, mortuos plango, fulgero frango ». Pleurons les morts, appelons les vivants à la vie pour détruire le foudre de la guerre, de l'exploitation et de la servitude !

24. Wilhelm *Liebknecht* (1826-1900), un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, était le père de Karl Liebknecht qui fonda le P.C. Paul *Singer* (1864-1911) fut avec lui et Bebel l'un des dirigeants de la social-démocratie allemande.

25. Il s'agit de l'écrivain Friedrich von *Schiller* (1759-1805) que Jaurès cita dans ce fameux discours contre la guerre.

Un épisode de la révolution russe : Arrestation et libération¹ (1917)

Pendant la matinée du 23 septembre, approximativement un mois après l'entrée en guerre de la Roumanie la police de Bucarest a fait irruption dans ma maison et après une perquisition minutieuse de ma chambre, me déclara en état d'arrestation. Un sergent de ville et un agent civil de la police secrète furent postés dans l'antichambre pour me garder. Les communications avec le monde extérieur me furent complètement interdites. Ma femme, qui fut forcée d'évacuer immédiatement notre logement commun, m'apportait les repas du dehors, mais sans avoir le droit de monter au troisième étage où j'habitais. C'est l'agent secret qui avait l'obligation de descendre au bas de l'escalier pour recevoir de ses mains ce qu'elle m'apportait.

En outre des sentinelles de la maison, il y avait encore deux sergents, postés, l'un sur le trottoir d'en face et l'autre à la porte principale de la maison. Pendant la nuit, la surveillance devenait plus étroite.

On me permettait de recevoir des livres et des journaux, mais ce qui était fâcheux, c'était le manque de promenade. Je devais rester jour et nuit, enfermé dans ma chambre et tourner continuellement comme dans une cage.

Pourtant, je jouissais d'une certaine liberté, lorsque je pouvais prendre l'air et cela pendant l'apparition des aéroplanes et des zeppelins ennemis au-dessus de la capitale de la Roumanie. Durant ces moments,

1. « Arrestation et Libération (un épisode de la révolution) », *Demain*, décembre 1917, n° 20, pp. 101-113. Le mensuel *Demain*, dirigé par Henri Guilbeaux, était l'un des organes internationalistes les plus connus. La rédaction, en présentant le récit qu'il lui avait envoyé, citait un passage de la lettre d'accompagnement : « Avant que je n'entre en prison, la lecture de *Demain* était de celles qui nous donnaient à nous, les zimmerwaldiens de Roumanie, la force pour continuer la lutte. Nous avons même traduit quelques morceaux parus dans votre revue et les avons publiés dans notre revue mensuelle *Vitorul Social* (L'Avenir social) ».

j'avais l'autorisation de descendre les trois étages de la maison pour m'abriter, ainsi que mes gardiens, dans la cave ou dans une sorte de tunnel situé dans la cour. Là se trouvaient réunis les autres locataires de la maison, parmi lesquels un médecin militaire, avec qui je passais mon temps en causeries agréables. Ces promenades de ma chambre à la cave s'accomplissaient surtout la nuit, à des heures à peu près régulières — le zeppelin qui nous visitait apparaissant, lui aussi, à des heures fixes — d'habitude entre onze heures et minuit. Le son de toutes les cloches des églises de la ville, les sifflets stridents des sergents de ville annonçaient aux habitants que le danger approchait et que le zeppelin avait été déjà observé. Ces moments pleins d'angoisse pour les autres étaient pour moi des moments de joie.

Je suis resté à Bucarest, dans ma prison improvisée jusqu'à l'évacuation de la ville. Les armées ennemies se trouvaient à peine à quelques dizaines de kilomètres de la cité, les fuyards des villages environnants affluaient déjà à Bucarest lorsqu'une certaine nuit, je fus réveillé à quatre heures du matin avec l'ordre de me préparer à partir dans deux heures pour une destination inconnue.

Pendant les premiers jours de décembre, après un voyage de quelques jours au milieu des troupes en retraite et dans des wagons où le manque de place nous obligeait à demeurer debout, je suis arrivé à Vasslui, chef-lieu d'un département de la Moldavie centrale et situé sur la ligne Focsani-Jassi. Ici, dans une prison infecte, dans une cellule obscure, où, même pendant les jours les plus clairs, il était difficile de lire un livre, j'ai dû passer trois mois. Le directeur de la prison était un ivrogne invétéré, et j'ai dû assister comme témoin à des scènes barbares entre lui, ses fonctionnaires et les prisonniers, qu'il injuriait et battait. De ma cellule, j'entendais le bruit des orgies organisées la nuit par le directeur. Il faut ajouter que dans la même prison se trouvaient internées quelques chanteuses d'origine hongroise que d'habitude le directeur invitait dans son domicile privé, séparé de ma cellule par un mur commun, et que, en compagnie d'officiers et de fonctionnaires civils, il passait la nuit à jouer aux cartes, s'adonnant à des beuveries.

Dans la prison de Vasslui, j'ai souffert beaucoup à cause de l'isolement et du manque absolu de nouvelles de ma mère et de ma famille restée dans les territoires occupés.

Lorsque j'étais encore prisonnier à Bucarest, des nouvelles alarmantes étaient parvenues, apportées par un colonel de l'armée roumaine et communiquant que des « maraudeurs » auraient assassiné ma sœur aînée après l'avoir dévalisée. Quelques mois plus tard, quand j'étais déjà libre à Pétrograd, ce bruit fut démenti, mais j'ai appris d'autres nouvelles, dont j'avais le pressentiment à Vasslui. Ma mère était morte et mes deux neveux avaient été arrêtés dès le début de la guerre et jetés, l'un en prison, l'autre dans un camp de concentration de la Moldavie du Nord. Ils y sont encore maintenant.

Et pendant que nous trois, membres mâles de la famille, étions évacués par les autorités roumaines, les armées d'invasion avaient tout emporté dans ma propriété en Dobroudja. D'immenses provisions de blé, d'orge, d'avoine, les bestiaux, un riche inventaire agricole, une charrue à moteur et d'autres machines agricoles coûteuses — tout cela est devenu butin de guerre. Mes livres même ont été emballés dans des caisses et transportés on ne sait où.

Aux yeux des autorités roumaines, j'avais deux défauts qui me désignaient à leurs persécutions: celui d'être militant socialiste et en même temps un Bulgare d'origine. Pour les autorités bulgares, je restais le socialiste militant abhorré. Ainsi sur ma personne et, par ricochet, sur ma famille, des deux côtés tombaient les coups.

Au moment où le commissaire de la sûreté générale, envoyé de Bucarest, est arrivé avec moi à Vasslui, j'ai pu parcourir l'ordre confidentiel adressé au directeur de la prison. Chose significative: mon nom n'y était plus. J'étais signalé en ces termes: «Par ordre supérieur, vous internerez *la personne* accompagnée du commissaire Vladimir, etc.». Pourquoi le gouvernement cachait-il mon nom? Il cherchait à tenir secret le lieu de ma détention, de peur que mes amis politiques n'entreprissent quelque chose pour ma libération. Il voulait dissimuler mon nom sur les actes officiels pour un autre motif encore: supprimer les traces d'une illégalité. Mon arrestation était absolument arbitraire et la meilleure preuve est que pendant toute ma détention, qui dura près de huit mois, il n'a formulé contre moi aucune accusation et je n'ai été l'objet d'aucune poursuite et d'aucune instruction judiciaire.

A Vasslui, j'avais comme compagnon de captivité un sous-lieutenant roumain d'origine allemande, Beno Fischer, fils de l'ancien intendant de la maison royale de Roumanie. Il est venu dans notre pays, accompagnant la reine Elisabeth, et il resta comme fonctionnaire du palais durant quarante-trois ans. Fischer père était devenu citoyen roumain et avait trois fils dans notre armée. Deux d'entre eux continuaient à combattre, lorsque leur frère aîné fut jeté en prison sous l'accusation d'espionnage. Pour autant que j'ai pu juger, d'après ce qui me fut raconté, cette accusation ne reposait sur rien de sérieux. On avait saisi les copies des lettres qu'il avait expédiées avant la guerre à sa fiancée à Berlin et dont la police a complètement dénaturé le sens.

Toute communication avec Fischer m'était interdite comme d'ailleurs avec les autres prisonniers. J'ai réussi pourtant à lui faire parvenir des livres, que je me suis procuré clandestinement, le règlement de la prison ne permettant que des lectures religieuses. Voyant mon compagnon de malheur triste, je lui ai prodigué mes encouragements. Un jour j'ai pu lui transmettre sur une feuille de papier le lied allemand que je venais d'apprendre dans le roman de Romain Rolland, *Jean-Christophe*:

« *Auf, auf deinem Schmerzen
Und Sorgen sagt gut Nacht
Lass fahren was das Herzen
Trübt und traurig macht* ».

De Vasslui, je fus transporté à Jassy. Ceci eut lieu vers la fin de février. A la gare, j'ai rencontré un groupe de prisonniers civils allemands, détenus jusqu'alors dans une prison improvisée dans le poste de police de Vasslui et qui se rendaient en Allemagne: c'est du moins ce qu'ils me disaient, car personnellement j'étais sceptique, supposant plutôt qu'on les conduisait dans un camp de concentration de la Moldavie ou en Russie. Je les ai priés d'apporter mon salut à mes amis socialistes d'Allemagne, mais il m'était impossible de continuer plus loin la conversation, la police étant parvenue et nous ayant séparés.

A Jassy, je fus enfermé pendant deux jours dans une caserne de gendarmes ruraux au milieu d'une saleté repoussante, et n'ayant comme lit qu'une chaise. Après quoi on m'enferma dans la maison d'un sous-commissaire de la Sûreté générale où on m'avait improvisé une prison pareille à celle de Bucarest. J'étais gardé par des agents secrets qui, dans les premiers temps, dormaient dans la chambre même où j'étais enfermé. Plus tard, j'ai obtenu qu'ils soient postés dans l'antichambre.

A Jassy, j'ai pu recevoir de nouveau des journaux et des livres. Un petit détail, mais très important pour un prisonnier: j'ai pu prendre pour la première fois, ici, à Jassy, un bain en ville. La prison de Vasslui ne possédant pas de salle de bains et toutes mes démarches pour obtenir l'autorisation de me rendre à l'établissement de la ville étaient demeurées sans réponse.

Le régime plus libéral, dont je jouissais à Jassy fut brusquement modifié après la proclamation de la révolution russe. On a commencé par me supprimer les journaux; les agents qui étaient préposés à ma surveillance avaient reçu des ordres sévères de ne pas me communiquer les nouvelles politiques et de ne pas entrer en conversation avec moi. A ma demande de recevoir la visite d'un professeur ami et même celle d'un sénateur du parti gouvernemental — que je connaissais — il ne fut fait aucune réponse. Ayant appris qu'on pouvait communiquer avec la partie de la Roumanie occupée par l'ennemi par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, j'ai voulu télégraphier aux miens, mais on m'a interdit de leur faire savoir que j'étais toujours en état d'arrestation.

La surveillance, elle aussi, fut renforcée. Quatre agents secrets, au lieu de deux au début, alternaient jour et nuit, faisant la garde devant ma chambre. Deux sergents de ville furent postés sur le trottoir devant les fenêtres de la maison. Un inspecteur de police venait contrôler les postes de surveillance et se convaincre de l'accomplissement exact des instructions. Le gouvernement était devenu très inquiet. La Sûreté générale sentait que la révolution russe soulevait le courage des rares militants so-

cialistes qui n'étaient pas dans les tranchées, ou qui n'étaient pas restés dans les territoires occupés par l'ennemi. Il avait des raisons de soupçonner que mes amis avaient réussi à nouer des relations avec moi et que même je n'étais pas étranger à des polémiques engagées dans les colonnes du plus nationaliste des journaux roumains, *La Race Roumaine*, l'organe du professeur N. Jorga.

Ce que le gouvernement redoutait surtout, c'était mon évasion, et il trahissait ses craintes par la nervosité à peine contenue des agents qui me gardaient. Mon impatience, elle aussi, avait grandi. Je m'accommodais en général très mal du régime de captif, de l'immobilité forcée, de l'isolement et de la monotonie, mais, depuis la révolution russe, ma captivité était devenue tout à fait insupportable. J'avais perdu le sommeil. Un désir fou d'être là-bas, parmi des camarades à qui me liaient des souvenirs communs — ayant participé moi-même au mouvement révolutionnaire russe pendant longtemps — m'ôtait tout calme, toute possibilité de lire et d'écrire. Les plans les plus fantastiques se succédaient l'un à l'autre dans mon imagination.

Pourtant, mon évasion n'était pas chose facile. J'étais gardé à vue jour et nuit. Tous mes mouvements, tous mes gestes étaient surveillés de près. Pendant mes sorties dans la cour, l'agent me suivait pas à pas. Devant la fenêtre de ma maison, basse, composée d'un étage, le sergent de ville faisait les cent pas en jetant des regards farouches vers la fenêtre toutes les fois qu'il y apercevait mon visage.

Mais il n'est rien de plus inventif et ingénieux qu'un prisonnier. J'ai réussi quand même à entamer des pourparlers, au sujet de mon évasion, avec des amis. Ce fut long et difficile. La première difficulté consistait à leur passer des lettres et à recevoir la réponse. La seconde, de pouvoir tout dire dans ces lettres sans pourtant trahir les détails des préparatifs de façon que, si elles tombaient entre les mains de la police, cette dernière ne puisse pénétrer nos secrets. Il fallait recourir à un langage figuré dans lequel mon évasion était présentée comme une aventure romanesque, décrite par les historiens grecs et se rapportant au temps de la reine Sémiramis. Les personnes qui devaient jouer un certain rôle dans mon évasion, les différents endroits de la maison, les maisons, les jardins environnants étaient désignés par des noms d'emprunt de l'histoire de Babylonie. Des croquis, sur lesquels étaient marqués l'endroit de la cour où je devais chercher à escalader le mur et où une échelle devait être placée et la partie de la rue où l'automobile devrait m'attendre, tout cela était donné comme se rapportant à la même histoire.

Tous ces préparatifs devinrent absolument superflus lorsque je reçus la communication que ma libération serait faite au grand jour et par la volonté de l'armée révolutionnaire russe en garnison à Jassy. Elle devait avoir lieu le jour du 1^{er} mai, au cours de la démonstration. Quand on peut avoir un pareil allié — toute une organisation militaire! — l'évasion

à l'aide de ruses de petite guerre, d'ailleurs tout à fait incertaines, devient indigne d'un socialiste.

J'ai admis avec joie ce plan qui me fut communiqué à peine deux ou trois jours avant sa mise à exécution.

La veille de cet événement, une nouvelle, qui m'était parvenue par mon canal habituel, a failli tout compromettre. J'ai appris que dans la matinée, pendant le rapport journalier qui a lieu dans le cabinet du chef de la sûreté, un agent a rapporté que les soldats russes préparaient ma mise en liberté. Cet agent aurait même donné certains détails. Immédiatement — il était dix heures du soir — j'ai pu communiquer à qui de droit cette nouvelle alarmante. Je m'attendais, cette nuit même, à être transporté dans un autre lieu. Le lendemain matin, lorsque je me suis levé toujours dans la même chambre, ma joie était extrême. J'ai envoyé immédiatement un courrier pour communiquer cela à mes amis et pour leur dire qu'ils continuent leurs préparatifs. J'ai eu encore le temps de recevoir une réponse, par laquelle on me prévenait que tous les préparatifs étaient déjà faits et qu'on n'avait pas eu même le temps de porter à la connaissance du Comité révolutionnaire russe les bruits qui avaient couru à la Sûreté générale.

On me donnait les dernières dispositions. Ma libération aura lieu dans l'après-midi, entre 4 et 5 heures. Le signal convenu est le chant de l'Internationale, que les soldats entonneront à l'approche de ma maison. A ce moment je chercherai à descendre dans la cour.

La journée du 1^{er} Mai m'a paru la plus longue de toute ma captivité. Je croyais déjà la victoire à demi gagnée par le fait que la police n'avait pris contre moi aucune mesure de précaution. Mais voici qu'à trois heures de l'après-midi, au seuil de la porte de ma chambre apparut le chef de la Sûreté générale. Il était venu me proposer une promenade en automobile, dans « les environs beaux et intéressants de Jassy ». Pour me rendre plus agréable sa compagnie, il s'était fait accompagner de ses deux enfants et de son beau-frère — médecin.

Ah! voilà tout mon plan tombé à l'eau. Mon rêve de liberté s'évanouissait. Peut-être était-ce ma dernière chance qui s'en allait. Je devais faire un effort surhumain pour ne pas la perdre. Il y avait un assaut de ruses et de politesses à livrer. Je devais à tout prix refuser la promenade, mais tout en gardant mon calme afin de ne pas trahir mes intentions. Une heure durant, le chef de la Sûreté est resté dans ma chambre, dépensant toute son éloquence dans l'intention de me convaincre de le suivre. Pour des raisons qui me sont inconnues, il n'a pas voulu employer la violence. Il n'était sans doute pas certain du projet imaginé par les Russes. Il est encore à supposer que l'inspecteur fut induit en erreur par mon attitude paisible. Pretextant une indisposition, je refusai la promenade. La comédie dut être assez bien jouée, car, après une heure de discussion, qui roula sur bien des sujets, l'inspecteur quitta ma chambre.

Déjà quatre heures. Il était temps. A peine un quart d'heure s'était écoulé, depuis le départ du policier, lorsqu'un bruit lointain, à peine perceptible, parvint à mes oreilles. Plutôt par intuition que par une perception nette des sens, j'ai senti que la foule devait être proche. D'un bond, je traversai l'antichambre où il n'y avait personne et je sortis dans la cour. Les agents y étaient, mais en même temps un groupe de cinq militaires russes, conduit par un de mes amis, portant des cocardes et des brassards rouges, parlaient avec eux. Après qu'ils m'eurent observé, ils se dirigèrent vers moi.

«— Vous êtes le camarade Rakovsky ?

— Oui.

— Camarade Rakovsky ! Au nom de la révolution russe, vous êtes libre. Venez avec nous ! »

Nous nous sommes tous chaleureusement embrassés. Et, sans retourner dans ma chambre, je suivis mes libérateurs vers la porte, en passant à côté des agents et des sergents qui restaient muets et impassibles comme des statues. Dans la rue, devant la maison, attendaient deux automobiles enguirlandées de verdure, de fleurs et de draperies rouges. « Montez camarade ! »

Je montai vite dans la seconde automobile, poussé vivement par les camarades et tremblant d'émotion. Ce qui se passait me semblait être un rêve. Je n'en croyais pas mes yeux. Devant moi se déroulait un spectacle inoubliable. La rue entière, assez large et montant par une pente douce, était couverte de soldats rangés par compagnies et bataillons, avec leurs officiers à cheval en tête. Au-dessus de cette multitude immense, une forêt de drapeaux rouges et d'écriteaux portant des inscriptions révolutionnaires, retenaient mon attention. Tous étaient décorés de la cocarde rouge. Un des membres du Comité prit la parole : « Camarades, nous venons d'accomplir un acte révolutionnaire, nous venons d'arracher aux griffes du gouvernement roumain un camarade qui est lié non seulement au mouvement socialiste des Balkans, mais aussi à celui de l'Europe entière et particulièrement à celui de la Russie. Jusqu'à présent, nous avons été forcés de nous rencontrer avec les faux représentants du peuple roumain ; nous venons de libérer maintenant son véritable mandataire !

Au milieu des acclamations enthousiastes, je pris la parole et m'appuyant sur les épaules de deux camarades, j'adressai aux soldats des remerciements et des salutations en russe et en roumain.

La démonstration, les automobiles en tête et précédée de l'orchestre militaire, se dirigea vers le centre de la ville. Les autorités brillaient par leur effacement complet. Elles ont fait preuve de prudence, car en ce moment toute intervention de leur part aurait pu provoquer des conflits, susceptibles d'entraîner des conséquences révolutionnaires. Il faut ajouter que nous étions les maîtres de la ville, pour comprendre ce qui aurait pu se produire. Quand nous approchâmes du centre et que nos automobiles

eurent stoppé, un inspecteur de la police s'approcha de nous. On supposera certainement que c'était afin de demander ma nouvelle arrestation ? Non. C'était pour me prier, d'une voix bien humble, d'intervenir auprès du comité russe pour que l'itinéraire de la démonstration établi entre lui et la police ne fût pas changé. Je me rappelais comment je fus, deux mois auparavant, la victime des procédés policiers de ce même inspecteur.

C'était au moment où je me trouvais dans la caserne des gendarmes ruraux. Ayant déjà passé une nuit assis sur une chaise, je me suis risqué à en prendre une seconde, sans toutefois pouvoir me reposer. Il était déjà neuf heures du soir et personne ne venait me chercher. La Sûreté générale semblait m'avoir oublié. Alors un des gendarmes préposés à ma garde et pris de pitié pour moi, téléphona à la préfecture de police pour demander des instructions. Je pris l'un des récepteurs du téléphone et j'écoutai. Celui qui répondait de la préfecture... c'était précisément l'inspecteur de police en question. J'ai entendu le petit dialogue suivant, entre le gendarme et lui.

«— Monsieur l'inspecteur, quelles sont vos instructions relatives à M. le docteur Rakovsky ? Où va-t-il dormir ?

— Où a-t-il dormi la nuit dernière ?

— Sur une chaise.

— Il peut bien faire la même chose cette nuit encore ».

... Enfin nous arrivâmes au centre ville, sur la place de l'Union, près du grand monument du prince Ceuza. En quelques minutes, tout l'espace était plein. Les escaliers, les terrasses du grand Hôtel Trajan étaient noirs de monde, de même que les balcons et les fenêtres des maisons avoisinantes. La démonstration des Russes, de même que la nouvelle de ma libération, répandue déjà en ville, avait réuni une grande foule.

Un second meeting s'ensuivit, avec une série de discours en russe, en roumain et en français, préconisant la République roumaine et la République des Balkans. L'enthousiasme était général. A la fin, les chœurs improvisés des soldats, accompagnés des musiques militaires, chantèrent la marche funèbre des révolutionnaires russes : « Victimes, ils sont tombés dans le grand combat, etc. ». Toute la foule écoutait, tête nue. Mon automobile était devenue le centre d'un pèlerinage. Des amis connus et inconnus, des civils et des militaires, des camarades et des hommes qui étaient tout simplement pris dans le courant venaient me serrer la main.

Avant de quitter le centre de la ville, nous avons soustrait à la prison qui le menaçait, un camarade roumain, M. Bujor,² ancien rédacteur de *Lupta* et contre lequel était lancé un mandat d'arrestation pour un discours prononcé à l'enterrement d'un camarade médecin militaire, mort des suites du typhus. M. Bujor était lui aussi sous les drapeaux comme lieutenant.

2. Cf. note 33 page 22.

Le soir même, par train spécial, mis à ma disposition par le comité des soldats et officiers, et accompagné d'une garde d'honneur, nous étions dirigés sur le territoire de la nouvelle République russe. La Russie qui avait rempli tous les pays d'Europe et d'Amérique de ses émigrés, en nos personnes, accordait pour la première fois sur son sol, l'hospitalité à deux émigrés politiques socialistes.

L'organisation communiste de l'Armée rouge

(Discours du 8 octobre 1920 au Palais Ouritsky, Pétrograd)¹

Voilà bientôt trois ans qu'a commencé la période des guerres révolutionnaires, et, depuis trois ans, la fédération russe des soviets rejette les attaques insensées de ses mortels ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Il est difficile de dire quand cette période prendra fin. Cela dépendra avant tout du développement de la révolution dans les autres pays. Mais on peut affirmer dès maintenant avec certitude qu'au cours de ces trois années la fédération soviétique s'est affirmée comme vainqueur et qu'elle possède avec l'Armée rouge la meilleure garantie qu'à l'avenir également elle saura soutenir à son honneur des guerres qui lui sont imposées.

L'existence de l'Armée rouge constitue la meilleure preuve des capacités politiques des masses ouvrières et paysannes. Il est impossible d'appliquer au prolétariat d'aujourd'hui ce que Saint-Simon, dans ses fameuses lettres de Genève de 1808, disait du prolétariat français, à qui il reprochait de n'avoir pas été capable, durant la Commune de Chaumette, d'apporter rien d'autre que la faim. Dans le plus retardé de tous les pays capitalistes, en Russie, la classe ouvrière malgré les difficultés les plus incroyables, s'est montrée capable de créer un puissant appareil de combat, qui plonge dans l'effroi tous les gouvernements impérialistes.

L'Armée rouge s'est construite peu à peu. Le processus de son organisation n'est même pas encore achevé. Elle laisse encore beaucoup à désirer, tant dans le domaine de l'administration que dans celui de l'intendance et de la formation technique. Mais c'est justement en cela que réside la différence entre elle et les armées permanentes des états

1. Ch. Rakowski, *Die Seele des Sieges (zur Geschichte der roten Armee)*, avec un discours de Zinoviev, Berlin 1920, « Kleine Bibliothek der Russischen Korrespondenz », Nr 18. Traduit de l'allemand par M. Stobnicer. Le titre indique par erreur que le discours a été prononcé en octobre 1919, au lieu de 1920. Rappelons que Rakovsky avait été le chef de l'administration politique de l'Armée rouge, l'un des créateurs du corps des commissaires politiques.

capitalistes: alors que ces dernières, créées au cours de décennies de travail organisationnel, ont donné le maximum de leur puissance au début de la guerre et se sont mises ensuite à décliner en qualité à mesure que la guerre durait, l'Armée rouge au contraire, née dans le processus même de la guerre, ne cesse de se perfectionner chaque jour à tous points de vue.

La tâche principale du gouvernement soviétique, lors de la constitution de l'Armée rouge, a été de regrouper des cadres de direction et d'organiser un appareil administratif et économique. Par manque de nos propres cadres de direction et de nos propres spécialistes, il a fallu faire appel aux éléments les plus fiables et les moins compromis parmi l'équipe de commandement de l'ancienne armée tsariste. Pour assimiler ces officiers au pouvoir des soviets, on a créé un institut des commissaires. Par ailleurs, avec l'élargissement du théâtre des opérations, l'Armée rouge elle-même ne put plus se contenter des seuls volontaires et dut avoir recours à la mobilisation des larges couches d'ouvriers et de paysans, qu'il fallut intégrer eux aussi au pouvoir des soviets et imprégner d'une conscience exclusivement révolutionnaire. C'est à cette fin que fut graduellement mise sur pied une puissante institution d'Etat, qui grossit jusqu'à devenir l'actuel commissariat à l'administration politique. La tâche de cette administration politique étant essentiellement de nature politique, elle demeure, bien qu'appartenant, dans l'organigramme général, au commissariat à la guerre, en même temps sous l'autorité directe du comité central du parti communiste. Habituellement, on nomme comme chef de l'administration politique de la République un membre du comité central du parti communiste, qui est en même temps membre du conseil militaire révolutionnaire de la République.

L'administration politique de la République est sans conteste une institution propre à la seule Armée rouge. Toutes les tentatives des Gardes Blancs pour nous imiter et constituer chez eux des organismes semblables se conclurent, comme c'était fatal, par un fiasco le plus total. C'est qu'en fait l'Armée rouge est la seule armée où le soldat ne cesse pas d'être citoyen, car l'Etat soviétique est le seul état dans lequel l'opposition entre les tâches de l'armée et les intérêts de toute la masse laborieuse soit abolie. Alors que, dans l'Armée rouge, la discipline repose sur le fait que le soldat prend de plus en plus conscience de ses droits, la discipline des armées capitalistes bourgeoises est basée sur l'obéissance aveugle aux ordres des chefs. L'armée capitaliste bourgeoise n'est forte que pour autant que l'ouvrier ou le paysan qui y entre suit le mot d'ordre: «Taire sa gueule». A l'inverse, dans l'Armée rouge, plus l'ouvrier ou le paysan refuse de «taire sa gueule» à propos de ses intérêts, et plus il comprendra avec clarté la nécessité d'être un soldat de l'Armée rouge honnête et consciencieux.

Si les trois années de guerre contre la contre-révolution russe et étrangère ont nécessairement entravé le travail d'édification économique

socialiste, et si elles ont encore augmenté la désorganisation économique héritée du tsarisme, elles ont pourtant présenté un important aspect positif. Cette guerre a constitué une extraordinaire école révolutionnaire, elle a soudé en un seul ensemble les masses des villes et des campagnes. Des millions et des millions de paysans, auprès de qui il aurait, sinon, fallu se porter dans les campagnes pour influencer sur leur mentalité, ont été ainsi mis directement sous l'influence de notre propagande communiste dans les casernes, les bivouacs, les tranchées, les infirmeries et les hôpitaux.

L'administration politique de la République représente une puissante organisation qui compte dans son conseil central un état-major d'environ 600 personnes, et dispose, dans ses agences de l'armée et dans toutes les institutions de l'armée, d'environ 16 000 collaborateurs. Du point de vue organisationnel, l'administration politique de la République présente une structure hiérarchique, à l'instar de la hiérarchie militaire dans son ensemble. De même que le conseil militaire révolutionnaire de la République coiffe les conseils militaires révolutionnaires des différents fronts, qui eux-mêmes coiffent les conseils militaires révolutionnaires des armées, qui eux-mêmes coiffent ceux des divisions, etc., de même l'administration politique de la République coiffe les administrateurs politiques des fronts, qui elles-mêmes coiffent celles des divisions, qui elles-mêmes coiffent celles des brigades, qui elles-mêmes dirigent les Commissaires politiques des régiments. Après le congrès de décembre des administrations politiques, fut créé l'institut des commissaires politiques ou, comme on les appelle, des chefs politiques de compagnies. Ces derniers dirigent directement les cellules communistes des compagnies. Tout cela concerne l'armée des fronts.

La structure de l'armée à l'arrière est semblable. Aux commissariats militaires des districts sont rattachées des sections de formation politique qui dépendent directement de l'administration politique de la République. Ces sections de district coiffent des sections de gouvernement, elles-mêmes subdivisées en sections de régions. Ces dernières sont maintenant supprimées, à l'exception de l'Ukraine.

Les tâches des sections politiques de l'Armée ne se réduisent pas au seul travail politique parmi les soldats de l'Armée rouge. Elles travaillent aussi parmi la population dans la sphère d'action de l'armée. Dans les régions libérées de gardes blancs, elles doivent constituer l'appareil administratif et économique local provisoire, qui est maintenu en place jusqu'à ce qu'il puisse être remplacé par des soviets élus. Ces organes provisoires administratifs et économiques s'appellent les comités révolutionnaires. Outre les zones de combat, ils peuvent également être constitués à l'arrière, lorsque la situation militaire le nécessite. Les comités révolutionnaires reçoivent leurs directives de la section politique du soviet militaire révolutionnaire et, en même temps, par voie hiérarchique, de l'échelon

administratif supérieur : le soviet des députés du gouvernement, ou directement le commissariat à l'intérieur lorsque le comité révolutionnaire englobe tout un gouvernement. Les organisations politiques de l'Armée étant des organisations du parti, elles doivent être en contact étroit avec les organisations locales du parti. C'est pour cette raison que la résolution sur les comités du parti et les sections politiques de l'Armée du front et des divisions prescrit la participation du chef de la section politique au comité local du parti, avec voix délibérative.

Pour donner un aperçu de l'efficacité de l'Administration politique de la République, nous allons citer quelques chiffres tirés du dernier rapport présenté au congrès de décembre 1919.

Durant le second semestre 1919, le budget de l'administration politique de la République a atteint la somme de 664 217 000 roubles, dont 215 000 000 roubles pour les sections politiques des fronts et 106 000 000 roubles pour les districts militaires. Sur cette dernière somme il a été dépensé 47 000 000 roubles pour l'entretien d'écoles déjà existantes et 14 000 000 pour l'ouverture de nouvelles écoles. Le troisième chapitre important de dépenses dans ce budget concerne les dépenses affectées au matériel d'agitation, bibliothèques, livres, journaux, à destination des soldats de l'Armée rouge et de la population des zones de guerre. Ce poste budgétaire s'élève à 159 000 000 roubles. Il a été dépensé 18 000 000 roubles pour le fonctionnement de l'appareil central. Dans la période août-septembre-octobre, il a été envoyé aux fronts, armées et contingents 6 159 999 exemplaires d'imprimés, 159 864 exemplaires de matériel pédagogique et sportif en tous genres, et 24 000 articles ayant trait au théâtre, à la musique et au cinéma. A la date du 1^{er} novembre, l'administration politique possédait en stock 7 280 000 exemplaires de littérature diverse, 167 exemplaires de livres didactiques et sportifs, et 225 000 exemplaires d'articles concernant le théâtre, le cinéma et la musique. La quantité de littérature transportée durant ces trois mois représente 60 000 pouds. On y trouve 3 700 bibliothèques, comptant en moyenne 140 titres et totalisant 518 000 exemplaires. Sont inclus dans ce chiffre les seules brochures d'agitation, les tracts et affiches expédiées directement par l'appareil de l'administration politique de la République. Mais en plus de tout cela, il faut compter les 520 000 exemplaires de journaux partant quotidiennement de Moscou à destination des districts et de l'Armée, pour diffusion aux soldats et à la population des zones de guerre. Ces journaux partent de la « centrale de presse », et ne sont pas inclus dans les 60 000 pouds mentionnés. Les journaux les plus diffusés sont : *Bjednoto* (La Misère), 383 000 exemplaires quotidiennement, puis la *Pravda* (La Vérité), 70 000 exemplaires, les *Izvestia* (Nouvelles) du comité exécutif central, 40 000 exemplaires, etc. De plus, environ vingt-cinq quotidiens sont édités par les armées, avec une diffusion quotidienne de 250 000 exemplaires. De sorte que, chaque jour, et pour les seuls journaux, ce sont 800 000 exem-

plaires qui sont diffusés dans l'Armée rouge. Et pourtant, ce chiffre à lui seul ne suffit pas. En plus des journaux, les sections politiques des Fronts et des Armées éditent une énorme quantité de tracts, brochures, affiches, dont le total dépasse largement l'ensemble des publications de l'administration politique de la République. Le budget annuel que j'ai mentionné s'est révélé insuffisant : le projet de budget pour le 1^{er} semestre dans la création d'écoles, de clubs, de cours, d'universités pour l'Armée rouge, de théâtres, de cinémas, d'associations théâtrales et musicales, de bibliothèques, de salles de lecture pour les paysans. Du 1^{er} mai au 1^{er} octobre de cette année, le nombre des écoles est passé de 674 à 3 800, celui des théâtres de 642 à 1 415, les cinémas de 138 à 250, les associations théâtrales de 12 à 161, les bibliothèques de 1 614 à 2 492. En outre, existaient au 1^{er} octobre 1919 : trois universités pour soldats de l'Armée rouge, huit cours de formation et quatre cents salles de lecture. Ces chiffres ne concernent que la formation générale, à l'exclusion de l'instruction militaire dispensée par les sections politiques des fronts et des armées.

J'ai déjà mentionné que les sections politiques de l'Armée dirigent le travail des cellules communistes. Au 1^{er} octobre 1919, le nombre de communistes dans l'armée combattante était de 60 000, et autant dans l'armée de l'arrière. En octobre, novembre, décembre a eu lieu dans toutes les armées une « semaine du Parti » durant laquelle des centaines de milliers de soldats sont entrés au parti. Ces nouveaux communistes représentent en moyenne 20 à 25 % de toute l'Armée rouge. Certains régiments, comme par exemple celui de Taman, adhèrent en bloc au parti communiste. Si l'on prend en considération le fait que cette « semaine du parti » eut lieu principalement en octobre, c'est-à-dire à l'un des moments les plus difficiles pour le gouvernement soviétique et l'Armée rouge, alors que les Gardes Blancs étaient au nord d'Orel et menaçaient Toula, on peut affirmer en toute quiétude que ce sont les meilleurs éléments de l'Armée rouge qui ont rejoint le parti communiste. L'administration politique et les sections politiques pénètrent toutes les institutions militaires, de l'Etat-major pan-russe jusqu'aux hôpitaux et infirmeries de campagne. L'armée et la flotte (maritime, fluviale, aérienne), le train des équipages, les usines de l'armée, les services d'intendance, tout cela est inclus dans la sphère d'activité et de contrôle politique de l'administration politique et de ses organes.

Pour le travail d'agitation, l'administration politique dispose de trains et d'avions spéciaux. De plus, à tous les nœuds ferroviaires existent des « points d'agitation » qui distribuent aux convois militaires des informations et du matériel écrit, et qui travaillent également au sein de la population locale. La direction de ces points d'agitation est partagée entre l'administration politique, le commissariat du peuple à l'instruction et l'administration politique des chemins de fer. (L'administration politique

des chemins de fer est une institution analogue à celle de l'Armée. En ce moment, en raison de la militarisation de l'industrie, des sections politiques se constituent dans les différentes branches. C'est ainsi, par exemple, qu'il existe déjà une section politique de l'industrie militarisée dans l'industrie charbonnière du bassin du Donetz).

Cette puissante armée des « travailleurs politiques » — comme on a coutume de les appeler — forme, avec les cellules communistes et le personnel du commissariat, l'âme de l'Armée rouge. Son rôle décisif dans les victoires de l'Armée rouge est attesté même par nos ennemis, qui tentent en vain de bâtir des institutions analogues. L'officier Kotomine, passé chez les Blancs, a envoyé aux koltchakistes un rapport que nous avons intercepté lors de notre offensive sur Tobolsk. Dans ce rapport, il met les victoires de l'Armée rouge sur le compte du « fanatisme » de nos commissaires, c'est-à-dire de nos travailleurs politiques, et en cela il a bien raison ! Ce qui a rendu invincible l'Armée rouge, c'est bien la fermeté de son organisation communiste.

La révolution française et le droit de propriété¹

M. le professeur Aulard² et le *Temps* enfoncent des portes ouvertes quand ils affirment que la Révolution française a déclaré sacrée la propriété privée. C'est une de ces vérités que nous, communistes, avons citées cent mille fois quand il s'agit de souligner le caractère bourgeois de la Révolution française. Nous affirmons autre chose dans notre mémorandum : « 1. Que la bourgeoisie française, pour faire triompher le principe de propriété capitaliste ne s'est nullement embarrassée de renier le principe de propriété féodale ; 2. Nous affirmons que, lorsque ses intérêts supérieurs l'ont imposé, quand son existence était en jeu, elle ne s'est pas gênée de donner un croc-en-jambe sérieux au principe même de la propriété bourgeoise. »

Je puis appuyer cette affirmation par de nombreux exemples. On n'a que l'embarras du choix. Mais tout d'abord je tiens à rectifier une erreur de date qui s'est glissée dans notre mémorandum. La déclaration de Brissot de Warville³ : « La souveraineté des peuples n'est pas liée par les

1. Cette interview, marquée « Rome, mai 1922 » et signée de Bernard Lecache, a été publiée dans *L'Humanité* du 7 juin 1922. Nous n'avons conservé que les propos entre guillemets qui appartiennent à Rakovsky et supprimé les quelques lignes d'introduction et de conclusion. Nous reproduisons ce texte sans l'autorisation de *L'Humanité* qui a sali et calomnié Rakovsky, applaudi à sa torture : on ne peut demander au complice d'un meurtre la permission de reproduire ce que dit ou écrivit la victime.

2. Alphonse Aulard (1849-1928) était professeur d'histoire à la Sorbonne. Il était considéré, depuis la publication, en 1901, de son *Histoire politique de la Révolution française*, comme le spécialiste de l'histoire de la Révolution. On comprend combien Rakovsky, féru de cette époque, se régalait d'une polémique avec lui dans le cadre de sa fonction et de sa mission.

3. Jean-Pierre Brissot de Warville (1754-1793), journaliste plus couramment appelé aujourd'hui Brissot était le chef de file des « Brissotins » que le grand public appelle « Girondins » depuis que Lamartine s'en est fait l'historien.

traités des tyrans » a été prononcée non pas à la séance de la Convention le 22 septembre 1792, mais bien à celle du 22 décembre 1792.

D'ailleurs, M. le professeur Aulard, qui reconnaît dans cette phrase le cachet de l'époque, n'ignore pas sans doute que c'était devenu expression courante à la Convention que de déclarer que la France de la Révolution ne se considérait pas comme liée par les traités contractés par la royauté. Cette phrase se répète dans la déclaration de Lamartine⁴ faite au nom du gouvernement républicain provisoire de 1848. Les historiens du droit international comme M. Martens,⁵ comme le professeur Neitzendorf, dont le livre a aussi été traduit en français, constatent que, depuis la Révolution française, les gouvernements formés à la suite d'une insurrection ont tendance à répudier non seulement les traités, mais les dettes des gouvernements défunts.

A leur fondation, les Etats-Unis ont répudié les traités du gouvernement anglais. A sa formation, l'Etat de Cuba a répudié la part des dettes que l'Espagne voulait lui imposer proportionnellement à sa population et à ses richesses: les Etats balkaniques ont répudié les dettes qu'à leur séparation de la Turquie cette dernière voulait leur imposer.

Le *Temps* a été particulièrement affligé que nous ayons mentionné dans notre mémorandum le fait qu'un gouvernement français ait purement et simplement « amputé » ou pour nous servir de la terminologie que le grave journal parisien applique quand il s'agit des soviets) ait volé des deux tiers de leurs créances les détenteurs de la dette publique française qui avait déjà subi une conversion forcée en 1793. Cette « amputation » bolcheviste a été décrétée par la loi du 9 vendémiaire an VI (26 septembre 1797).

L'Etat français n'a reconnu comme dette fixe qu'un tiers — le tiers consolidé — inscrit dans le Grand Livre de la Dette, tandis que les deux tiers furent remplacés par des « bons mobilisés » qui n'avaient pas plus de valeur que n'en ont des tickets de tramways usagés, et que l'Etat français racheta, conformément à la loi du 21 mars 1801 en donnant cinq francs de rente perpétuelle pour 2000 francs de bons mobilisés.

L'Etat n'a pas même tenu ses obligations par rapport au fameux tiers consolidé, inscrit solennellement dans le Grand Livre de la Dette publique.

Ce n'est qu'en 1801 que ces bons furent payés en espèces sonnantes. Antérieurement, les intérêts étaient toujours payés en bons dits « bons du tiers » qui valaient à la Bourse 20% de leur valeur nominale. Bref, quand

4. Alphonse de Lamartine (1790-1869) qui était diplomate et poète, fut le ministre des affaires étrangères de la II^e République en 1848 dans le gouvernement provisoire.

5. Fedor F. Martens (1845-1909) était le principal spécialiste russe du droit international, auteur notamment d'un ouvrage qui faisait autorité, *Droit international des Nations civilisées*.

toute cette opération fut terminée, les porteurs de l'ancienne dette française n'ont obtenu — et encore, en rente perpétuelle — que 36,7% de leur créance, tandis que 63,3% furent annulés ou « volés ».

Le *Temps* plaide aussi les circonstances exceptionnelles qu'a traversées la France à cette époque et il nous demande si nous n'avons pas entendu parler d'un certain duc de Brunswick⁶ et de guerre de coalitions ?

Mais ici, le journal parisien se trompe d'adresse. Nous n'avons jamais contesté le droit de tous les gouvernements issus de la Révolution française et même du Directoire de prendre les mesures que les circonstances exceptionnelles leur dictaient: nous sommes surpris que le *Temps* ignore la guerre de coalition organisée contre la Russie et les noms des modernes ducs de Brunswick. Il devrait les connaître, pourtant, ces noms, car les plus retentissants parmi eux furent portés par des généraux français. Pour ne pas parler de tous, je me contenterai de rappeler le nom du général Janin et l'accord conclu entre les Alliés et l'amiral Koltchak⁷ le 16 janvier 1919. Voici les premiers articles de ce document révélateur publié en annexe au premier mémorandum russe:

« 1. Le général Janin est le commandant en chef des troupes alliées opérant dans l'Est de la Russie et en Sibérie à l'Est du Baïkal.

Le général Janin étant investi d'autre part par le gouvernement tchécoslovaque des fonctions de commandement des armées de cet Etat, les Tchécoslovaques s'en remettent à lui pour régler les questions découlant des changements d'organisation du front dont ils avaient jusqu'ici la charge.

2. En vue d'assurer l'unité d'action sur l'ensemble du front, le commandement supérieur russe confirmera sa conduite des opérations avec les directives d'ensemble communiquées par le général Janin, représentant du commandement suprême interallié. Les textes originaux établis en conséquence porteront la signature des deux parties. »

Mais a-t-on manifesté un mépris plus souverain pour le droit de propriété que pendant la dernière guerre et surtout pendant la signature des fameux et nombreux traités de paix ?

Une règle fixe de droit international confirmée peu avant la guerre par des conventions conclues à La Haye, précise que les Etats belligérants doivent respecter le droit de propriété des particuliers dont les biens

6. Ferdinand, duc de Brunswick (1735-1806), général commandant les armées prussiennes, lança en juillet 1792 un célèbre « manifeste » qui menaçait Paris de « subversion totale » en cas d'« outrage » à Louis XVI. Il symbolisait la coalition des puissances contre la révolution...

7. Le général Janin qui avait été le conseiller et le bailleur de fonds, au compte du gouvernement français et de la Légion tchèque soulevée en mai 1918 était devenu le chef de la mission inter-alliée auprès du « commandant suprême » des Blancs, l'amiral Aleksandr V. Koltchak (1870-1920) qui était la seule autorité reconnue par les Alliés et dont le représentant participa à la conférence de la Paix...

restent intacts. Les biens des citoyens particuliers surtout ne pouvaient être saisis pour les dettes de leurs gouvernements respectifs. Or, par le traité de Versailles, tous les biens privés des Allemands, non seulement sur le territoire des signataires étrangers de ce traité, mais même sur le territoire de la Russie et de la Chine ont été déclarés saisis en faveur de la commission des réparations. L'Histoire ne connaît pas un déni plus grand du droit de propriété. Il est vrai que ce déni a été commis par la bourgeoisie des pays vainqueurs et au détriment de la bourgeoisie des pays vaincus.

Au moment même où siégeait la conférence de Gênes, j'avais indiqué dans une conférence aux journalistes que le gouvernement roumain promulguait une loi par laquelle un tiers de toutes les terres des paysans turcs et bulgares de la Dobroudja bulgare, annexée par la Roumanie en 1913 dans les conditions que l'on connaît, ont été déclarés « confisqués » au profit du Trésor roumain. Le motif réel, c'est que le gouvernement roumain voulait créer un fonds pour la colonisation de la Dobroudja où, sur une population de 350 000 habitants, il n'y avait que 10 000 Roumains. Mais, comme l'hypocrisie bourgeoise cherche toujours un motif juridique, le gouvernement roumain l'a trouvé dans le fait qu'en Bulgarie le droit de propriété n'est pas absolu dans le sens du Code roumain en vigueur en Roumanie. Le bonheur que les paysans dobroudjiens ont en devenant sujets roumains et « propriétaires absolus » leur coûte un tiers de leurs biens.

Tous ces exemples prouvent que la bourgeoisie a toujours outragé le droit de propriété quand elle y trouvait son profit. Si elle a élevé, à la conférence de Gênes, des protestations indignées, c'est parce que *les nationalisations, en Russie, ont été faites en faveur du prolétariat et des paysans.*

D'ailleurs, toutes les constitutions bourgeoises prévoient l'expropriation dans un intérêt d'utilité publique. Il est juste que cette expropriation prévoit l'indemnisation. C'est la seule chose que, du point de vue du droit bourgeois, les ex-propriétaires étrangers auraient pu demander si, sur leur demande, on n'avait pas organisé l'intervention et le blocus contre la Russie soviétiste. Mais, ayant perdu leur procès en instance pénale — c'est-à-dire ayant perdu la guerre contre nous — les ex-propriétaires ne peuvent pas légalement le rouvrir devant les instances civiles. Leur droit est devenu caduc. Ils ne peuvent s'appuyer sur aucun argument juridique. Et si, à Gênes, à une certaine période des pourparlers, nous avons accepté de reconnaître certaines obligations, ce n'est pas pour des motifs juridiques, mais pour des motifs d'opportunité économique et politique. La Russie a besoin de crédits pour se refaire. Ces crédits peuvent lui être accordés par les puissances étrangères et, pour cela, elle s'est déclarée disposée à payer un énorme pourboire.

Une autre considération spéciale, c'est celle relative aux petits por-

teurs de dettes que nous avons voulu payer pour des motifs de justice sociale et nullement pour des motifs « de droit », que leurs gouvernements, par leur conduite, ont fait supprimer.

La caractéristique de la politique ultra-réactionnaire que certains gouvernements poursuivent, c'est qu'ils sont, vis-à-vis de la Russie, plus exigeants que l'Allemagne impérialiste, qui, nous ayant vaincus, n'a pas osé demander la restitution et se contenta de demander l'indemnisation.

Je termine en déclarant encore une fois : *la politique de la France et de la Belgique est claire : elles veulent nous imposer la restauration du régime capitaliste. C'est une folie, dont les dommages seraient supportés non seulement par la Russie, mais davantage encore peut-être par la France et la Belgique qui resteront à l'écart de l'œuvre de rétablissement économique de la Russie.*

Jules Guesde et le communisme¹ (1922)

Il y a juste trente ans que, tout jeune, je débarquai à Paris, muni d'une lettre de recommandation de Plékhanov pour Jules Guesde. Je me rappelle cette date, car je suis tombé juste au moment le plus dramatique de la célèbre grève des mineurs de Carmaux. Me conformant au rituel suivi par les hommes qui s'intéressent à la vie politique en France, je me suis rendu à la Chambre des députés, porteur d'un billet de Guesde pour Ferroul,² à ce moment l'unique député guesdiste au Palais-Bourbon.

La séance était très mouvementée : on discutait justement la question de la grève de Carmaux. Mais elle dégénéra dans un tumulte extraordinaire quand, au milieu de la discussion, Joseph Reinach³ demanda la parole pour poser une question urgente au président du conseil Emile Loubet.⁴ Il demandait confirmation de la nouvelle affichée dans les couloirs de la Chambre : des bombes avaient été trouvées au siège de la Société des Mines de Carmaux et, au moment où les policiers les transportaient au commissariat de ma rue des Bons-Enfants, les bombes avaient explosé, tuant cinq policiers.

Après la confirmation du fait par le gouvernement, l'hostilité pour

1. « Jules Guesde et le communisme », *L'Humanité*, 8 janvier 1923. Il s'agit d'un résumé de l'article sur Guesde écrit par Rako à la demande de Lénine pour la revue *L'Internationale communiste*. Guesde, rallié à l'union sacrée en 1914, était mort en juillet 1922. Il était devenu un « traître social-chauvin aux yeux des communistes, mais l'usage n'était pas alors établi de réécrire l'histoire en fonction des options politiques ultérieures de ses protagonistes.

2. Le docteur Ernest Ferroul (1853-1921), médecin à Narbonne, avait été conquis par Guesde en 1882 et devint son proche collaborateur. Elu député en 1888, il fut un des défenseurs des grévistes de Carmaux à la Chambre.

3. Joseph Reinach (1856-1921), journaliste, avait été élu député en 1889.

4. Emile Loubet (1838-1929), député en 1876 était président du conseil de 1892 à 1894 et fut plus tard Président de la République.

Ferroul et Baudin⁵ — député blanquiste — qui, tous les deux, venaient de rentrer d'une tournée à Carmaux, devint très grande. En outre, à cette séance prit la parole le marquis de Solages, député, qui, ainsi que le baron Reille — également député — étaient les principaux actionnaires de la Société des Mines de Carmaux. Le marquis de Solages, pour prouver l'esprit « anarchiste » des grévistes, cita une petite chanson, une variante de la *Carmaignole*, probablement très répandue au moment de la grève et dont le refrain se terminait ainsi : « Le baron au bout du canon, le marquis au bout du fusil ». La Chambre eut un mouvement d'hilarité quand Ferroul, se croyant au milieu d'un meeting de Carmaux, commença sa réplique par ces mots : « Citoyens, camarades... » A la suite de la grève le baron Reille dut démissionner de la députation et Jaurès fut élu à sa place.

Je venais dans la capitale française pour faire connaissance avec celui pour qui le groupe des marxistes révolutionnaires russes et étrangers, inspirés par Plékhanov, manifestait une profonde et réelle admiration. Avec Wilhelm Liebknecht, qualifié de « Français » par la presse reptilienne de Bismarck pour son internationalisme, Jules Guesde était considéré comme un de ceux qui incarnaient le mieux les aspirations du marxisme révolutionnaire et internationaliste.

Après la mort du vieux Liebknecht, il devint vite la principale figure marxiste internationale. Au congrès socialiste international de Paris, en 1900, c'est autour de Guesde que se groupa la minorité marxiste révolutionnaire qui ne voulait pas voter la fameuse *résolution Kautsky*⁶ — appelée par l'*Iskra*, l'organe des marxistes russes, *résolution de caoutchouc*. On se rappelle qu'en réalité cette résolution, dont il sera question plus loin, présentait une justification rétrospective à l'acte de trahison de Millerand, le premier socialiste officiel qui fût entré dans un gouvernement bourgeois. C'est encore autour de Guesde que se sont groupés, quatre ans plus tard, à Amsterdam, les marxistes révolutionnaires, y compris Bebel⁷ — absent de Paris en 1900 — et Kautsky qui dut reconnaître l'usage antiprolétarien qu'on avait fait de sa motion à Paris.

5. Eugène Baudin (1853-1918), ouvrier porcelainier, ancien condamné à mort de la Commune selon sa légende, fut en tout cas exilé de 1871 à 1880. Elu député de Bourges en 1889, il fut l'un des « députés ouvriers », ardent défenseur des grévistes de Carmaux. Il appartenait au C.R.C. (blanquiste) de Vaillant.

6. L'Autrichien Karl Kautsky (1854-1938) était alors considéré comme le principal théoricien de la social-démocratie allemande.

7. August Bebel (1840-1913), était, après Engels, le chef incontesté de la social-démocratie allemande.

Guesde marxiste

Le rôle important de Guesde dans le mouvement prolétarien international venait du caractère marxiste qu'il voulait imprimer et qu'il a réussi en partie à imprimer au mouvement ouvrier français, qui, après celui de l'Allemagne, était à cette époque à la tête de tous les pays. Le mérite personnel de Guesde consiste en ce qu'il a pu propager les idées marxistes précisément dans le pays qui, par tout son passé, leur paraissait le plus réfractaire.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire en France avait une longue et glorieuse histoire, mais l'idéologie dont ce mouvement était pénétré fut toujours celle de la démocratie petite-bourgeoise républicaine et pacifiste. Outre cela, le mouvement ouvrier révolutionnaire en France eut toujours une teinte nationaliste, aussi bien avant que pendant la Commune. La réaction qui suivit la débâcle de la Commune fortifia encore ces tendances.

La classe ouvrière française, privée de ses meilleurs chefs, tués pendant la Commune ou vivant au loin en exil, tomba sous l'influence directe des pires éléments petits-bourgeois, souvent au service direct des partis bourgeois et même de la police.

Certainement, il fallut une grande intelligence, un grand courage, une conception nettement socialiste et révolutionnaire, un attachement inébranlable à la cause de la classe ouvrière, pour venir, dans un pays à mentalité petite-bourgeoise chauvine, un pays que la guerre civile semblait avoir guéri des désirs d'une nouvelle révolution, prêcher une doctrine *allemande* — c'est ainsi qu'on qualifiait le socialisme scientifique et marxiste —, prêcher la lutte de classes et la Révolution.

Sous l'influence des partis bourgeois, les hommes qui se trouvaient à la tête du mouvement ouvrier légal en France, à l'époque de 1872-1878, cherchaient à rassurer la bourgeoisie par tous les moyens sur les intentions « patriotiques et légales » de la classe ouvrière qui reniait tout son passé.

Guesde, lui aussi, commença par critiquer le passé du mouvement ouvrier français. La Commune même, ses hommes, son œuvre, ne trouvèrent pas grâce devant sa critique. Seulement Guesde ne reprochait pas à la Commune et aux organisations ouvrières en France, à la veille de la Commune, leurs idées révolutionnaires. Au contraire, il trouvait que le mouvement ouvrier en France même durant la Commune, n'était pas *suffisamment révolutionnaire*.

Guesde oppose le collectivisme au socialisme petit-bourgeois

Au moment où Guesde, profitant d'une première loi d'amnistie partielle, rentre en France et se jette dans la mêlée, une lutte sans merci commence contre la bourgeoisie et le socialisme réformiste.

Cette lutte qui, dans la période 1900-1905, avait acquis une grande

notoriété internationale, dura plus d'un quart de siècle. Elle aurait probablement continué encore si, retenu loin du contact direct avec les masses ouvrières pendant une dizaine d'années par une cruelle maladie, Guesde ne s'était lui-même laissé influencer plus tard par le courant réformiste qui avait trouvé en France un représentant de génie dans la personne de Jaurès. Mais cela se rapporte à une époque où, de fait, Jules Guesde avait cessé d'être un chef militant.

Guesde a commencé sa campagne en fondant *l'Egalité*, un hebdomadaire qu'il dut imprimer en province, n'ayant pu payer les 12 000 francs de caution que la République française demandait aux journaux imprimés à Paris.

L'Egalité fut un véritable organe du marxisme révolutionnaire — du *communisme*, dirai-je — pour me servir de la terminologie contemporaine. Le vaillant organe prolétaire critiquait et ridiculisait méthodiquement non seulement l'échafaudage que la classe ouvrière, en France, s'était bâti sous l'influence des proudhoniens et de la terreur versaillaise, mais encore, l'une après l'autre, les idoles de toute cette idéologie démocratique et républicaine qui dominait les cerveaux des prolétaires français sous le Second Empire.

« L'épargne, la coopération, l'enseignement professionnel, écrit Guesde, l'évolution normale et pacifique des institutions républicaines, la suppression des octrois, la lutte anticléricale et d'autres joujoux avec lesquels la bourgeoisie républicaine amusait si longtemps les esclaves de notre époque, furent brisés sans pitié ».

Aux chimères de toutes sortes de *coopératives*, *l'Egalité* opposait comme moyen de lutte la *grève* et aux *illusions démocratiques* promettant à la classe ouvrière monts et merveilles avec l'introduction de réformes politiques et sociales, *l'Egalité* opposait l'expérience de l'Amérique du Nord. *L'Egalité* n'hésitait pas à prévenir la classe ouvrière contre les déceptions du suffrage *universel* si la classe ouvrière ne voyait en lui non pas un moyen pour son organisation en un parti de classes cherchant par la Révolution la conquête du pouvoir politique pour la socialisation des moyens de production, mais un moyen suprême qui, *par lui-même*, pouvait résoudre le problème social.

Au premier numéro de *l'Egalité*, dans un article-programme, la rédaction prend soin de souligner : « En notre qualité d'adhérents de la doctrine collectiviste, partagée actuellement par les prolétaires conscients de l'ancien et du nouveau monde, nous sommes sûrs que le développement social et scientifique de l'humanité nous mène inévitablement *vers la propriété collective du sol et des moyens de production* ».

Guesde emploie indifféremment dans certains articles le terme *communisme* comme également approprié à sa doctrine. Mais qu'il appelle ses idées communisme ou collectivisme, il tient à souligner qu'il s'agit toujours du *socialisme scientifique*. Dans une lettre adressée à Jules

Vallès⁸ au moment de quitter son journal, le *Cri du Peuple*, qu'il combattit pendant deux ans, Guesde écrit: « Vous saviez que ce qui entrainait avec moi dans votre *Cri du Peuple*, c'était le « sectarisme », comme il a plu à certains fantaisistes d'appeler le socialisme scientifique élaboré par Marx et mis, pour ainsi dire en action, par nos congrès de Marseille, du Havre et de Roanne ».

Le Parti et la question nationale¹ (avril 1923)

Camarades!

En liaison avec les thèses de Trotsky, je veux présenter une proposition qui a été adoptée par la conférence du parti ukrainien. Dans notre travail économique en Ukraine, nous avons à nous occuper de l'industrie lourde, comme les industries de la métallurgie et des mines de charbon qui sont importantes non seulement pour l'Ukraine mais pour toute l'Union. Nous avons dressé un bilan qui fait apparaître que, dans le cours de la période écoulée, les liens entre l'industrie lourde d'Ukraine, le parti ukrainien local et les organes économiques centraux n'ont pas été satisfaisants. Il faut dire que même après la liquidation du système des *glavki*² et le début de la Nep, on a continué la vieille routine.

Nos travailleurs de l'économie l'admettent eux-mêmes et il en a été tenu compte dans notre résolution défendue par le camarade Tchoubar à la conférence du parti. Je vais la lire et j'aimerais que le camarade Trotsky en tienne compte en faisant la rédaction finale de la résolution. La voici:

« L'expérience de la dernière période a montré que, devant la pauvreté du pays et le bureaucratisme ossifié de l'appareil, des tentatives pour diriger effectivement l'ensemble de l'U.R.S.S. à partir d'un centre unique, se sont transformées en leur contraire. Il n'y a eu aucune direction d'aucune sorte. Il semble donc que nos tâches doivent être la régionalisation économique dans les oblasts, une tâche qu'il faut mener à bien vite et complètement. Cela doit s'appliquer aussi aux branches industrielles qui ont de l'importance pour toute l'Union et qui sont sous la direction immédiate d'organismes centraux pour toute l'Union, comme le charbon, l'acier, le sucre et autres branches de l'industrie lourde ukrainienne. La conférence considère comme absolument nécessaire le renforcement de l'influence des organes centraux, aussi bien du parti que des soviets en Ukraine sur les branches ci-dessus mentionnées de l'industrie lourde situées en Ukraine. »

8. Jules Vallès (1832-1885), écrivain et journaliste, était plus « démocrate » et même « libertaire » que marxiste.

1. *Dvenadstyi S'ezd RKP (b): Stenografitcheski Otchët*, Moscou 1968, pp. 560-582, traduit du russe par J. Sentier.

2. Les *glavki* sont les directions centrales.

Maintenant, en ce qui concerne la Nep. Ici j'ai été la cause involontaire d'un petit malentendu. Il nous faut reconnaître qu'au cours de la conférence ukrainienne, comme c'est montré dans ma propre intervention et dans le débat, nous avons donné une très grande attention à la question de la Nep. Le camarade Zinoviev a fait au passage une petite citation de mon intervention et vous pourriez en tirer certaines conclusions sur l'importance de la Nep dans notre polémique, mais elles ne seraient pas tout à fait justes. Il faut dire qu'à la fin de la seconde année de la Nep, nous avons réalisé que, dans une partie importante de notre parti, les objectifs ne se retrouvent pas dans le domaine de la théorie. Ce n'est peut-être pas un phénomène général — en particulier, ce n'est peut-être pas le cas ici en Russie. Mais en Ukraine, nous avons découvert deux déviations très sérieuses — sérieuses parce qu'elles se reflètent dans différentes plate-formes anonymes.

Nous avons trouvé une déviation qui est sur la ligne de l'opposition ouvrière; la seconde pourrait être appelée la déviation des ouvriers de la production. La première englobe nombre de bons camarades qui déplorent encore la Nep et le glavkisme et veulent savoir quand la retraite va prendre fin. Nous considérons leurs actions comme le pire mal. Parce que certains de nos camarades sont tombés dans de telles contradictions, nous avons fait référence à des faits tragiques — je ne vais pas en parler ici — on y a fait allusion, ici, une remarque en passant. Cette déviation qui semble être une régurgitation des idées de l'ancienne Opposition ouvrière, a vu les coups contre notre parti, notre classe ouvrière, notre pouvoir soviétique, pendant la Nep. Ces camarades ont un unique espoir: nous avons reculé de cinquante ou de cent verstes, mais au moins nous ne devons pas reculer de plus que cela tandis que nous attendons la révolution mondiale qui nous aidera à reprendre cette centaine de verstes perdues. La seconde déviation s'appuie aussi sur la révolution mondiale, attend elle aussi des événements en Occident — l'expression «événements en Occident» a également été employée par le camarade Smilga — mais jusqu'à ce que vienne ce temps, il y a la large route de la Nep. L'existence de ces deux déviations, dangereuses l'une et l'autre parce qu'elles apparaissent dans les masses du parti, nous ont obligés à consacrer plus de temps à nos discussions. Il nous faut nous souvenir des mots de Vladimir Ilitch qui ont été incidemment répétés par le camarade Zinoviev dans l'un de ses articles de la *Pravda*: la Nep est une manœuvre infiniment plus complexe qu'une simple retraite; elle est une évasion en manœuvrant. Nous n'avons aucun besoin de pleurer sur Jérusalem comme les Juifs sur les montagnes de Sion; et nous n'avons pas non plus à nous retourner sans cesse vers l'âge d'or du glavkisme. Ce que nous devons faire dans les conditions de la Nep, c'est mener un combat pour la production socialiste.

Qu'est-ce que cela veut dire? Permettez-moi de vous rappeler encore

une autre citation de Vladimir Ilitch. Au 4^e congrès de I.C., il disait: «par le capitalisme d'Etat à la production socialiste!» C'est à cela que se réduit la manœuvre d'évasion. Vous pouvez demander si la Nep est couverte par le concept de «capitalisme d'Etat». Non, camarades, cette idée serait une grosse erreur. Dans le cadre de la Nep, nous avons le capitalisme d'Etat mais dans la mesure, où l'industrie est aux mains de l'Etat. Mais si nous nous tournons vers les statistiques que le camarade Trotsky nous a données hier, nous voyons que, sous la Nep, le capitalisme privé, le petit capitalisme, le capitalisme paysan, le capitalisme artisanal domestique, etc. tous fonctionnent. Ainsi la Nep n'est pas couverte par le concept de capitalisme d'Etat et, de toute évidence, elle est concernée aussi par toutes ces formes de capitalisme. Mais nous ne pouvons pas perdre notre perspective. Le camarade Trotsky nous a dit hier que le capitalisme d'Etat rapporte 950 millions de roubles-or par an, mais il n'a pas parlé des statistiques données par Rykov selon lesquelles notre industrie perd environ 400 millions de roubles-or de son propre capital: ainsi devons-nous diviser ce chiffre de production de 950 millions de roubles presque par deux. Il est évident que, dans les conditions de la Nep, le capitalisme d'Etat — c'est-à-dire le capitalisme que l'ouvrier dirige consciemment vers un objectif précis — est engagé dans une lutte avec le capitalisme privé. Et que dit la citation à laquelle Zinoviev fait référence? Elle dit que, quand le capitalisme d'Etat a battu le capitalisme privé dans les conditions du marché capitaliste, un coup a été porté à la Nep. C'est de cette façon, à travers le capitalisme d'Etat, que nous avançons vers une économie socialiste.

Camarades, je commencerai par répéter ce que j'ai dit dans ma déclaration sur la question nationale au plénum du comité central de février. Si nous regrettons l'absence de Vladimir Ilitch pour toute une série de raisons, l'une d'elles est bien la question nationale. Nous avons besoin de son autorité, de sa compréhension de la situation nationale et internationale. Il faudrait qu'il puisse secouer notre parti par une déclaration ferme et autorisée et montrer que sur la question nationale nous commettons des fautes fatales.

Je dois dire franchement que, quand je vois le calme avec lequel en particulier la partie russe de notre parti réagit à des arguments qui ont malheureusement un peu trop de couleur locale, j'ai des craintes pour l'avenir de notre parti. En fait, camarades, c'est une des questions qui touche les bases de la Russie soviétique et de notre parti. Il faut le dire ouvertement et honnêtement dans un congrès du parti: la question nationale est l'une de ces questions qui nous promettent une guerre civile si nous ne manifestons pas la sensibilité et la compréhension indispensables dans notre attitude à son égard. Il s'agit de l'«union» entre le prolétariat russe et les soixante millions de paysans non-russes qui exigent de participer à la vie économique et politique de l'Union soviétique sous leur

drapeau national. Et ainsi je dis que Lénine nous expliquerait la situation avec l'autorité d'un dirigeant et toute la pénétration de son génie.

Camarades, pourquoi la question nationale a-t-elle été soulevée pour la troisième fois? Je crains que cela ne se reproduise une quatrième et une cinquième fois; dans un an ou deux, nous discuterons encore la question nationale. Je dois avouer que, pendant quelque temps avant le congrès, nous avons nourri l'espoir que la question nationale serait placée au centre du congrès, comme Lénine l'avait proposé. Mais elle en a été la queue. Nos camarades supportent impatiemment ce débat sur la question nationale. Je ne fais de reproche à personne, car, sur cette question, nous sommes tous coupables. Et quand je vois combien il est dur pour nos organisations d'Ukraine, qui travaillent dans les conditions d'une lutte nationale, quand je vois combien il est dur pour nous de leur faire comprendre la signification de la question nationale, je commence à avoir des craintes pour le pouvoir soviétique. Et cette question est encore plus difficile en Russie.

De quoi s'agit-il? Camarades, pourquoi soulevons-nous pour la troisième fois la question nationale? Parce que, plus nous la posons et plus nous nous éloignons d'une compréhension et d'une solution communistes de la question nationale. Dans la façon dont nous abordons la question des nationalités, nous avons un préjugé, un préjugé profond et d'autant plus dangereux que c'est un préjugé communiste, parce qu'il a l'air communiste, parce qu'il a des racines dans notre programme et parce qu'il masque notre ignorance sur la question des nationalités. Je me souviens d'une remarque caractéristique du camarade Staline. Quand je rentrais de l'étranger après l'adoption du programme sur l'Union, le camarade Staline me dit: « Vous savez, beaucoup de gens m'ont demandé: est-ce à long terme, n'est-ce pas une initiative diplomatique? » Oui, camarades, toute la politique des nationalités, toutes les relations internes à l'Union de notre gouvernement, ont été comprises par la majorité en Ukraine et par des gens plus nombreux encore en Russie comme une espèce de jeu stratégique diplomatique: « Au nom du ciel, nous avons déjà réglé la question nationale dans la révolution d'Octobre. Notre pays est communiste; nous sommes tous pour l'internationalisme ». Dites-moi, camarades, combien d'entre vous peuvent expliquer de quelle façon la révolution d'Octobre a résolu la question des nationalités? N'oublions pas qu'en 1919 des camarades autorisés ont déclaré au congrès du parti qu'il n'y avait plus de question des nationalités, et l'un de ces camarades l'a redit ici devant vous avant-hier. Ce n'était pas sa première erreur — nous faisons tous des erreurs — mais cela a été dit; et si des camarades autorisés, les auteurs de l'*ABC du Communisme* avouent s'être trompés sur la question nationale,

3. Les auteurs de l'*ABC du Communisme* étaient Boukharine et Préobrajensky. Au con-

alors, que doit faire la base? Et il y a une foule de camarades responsables qui considèrent la question nationale en souriant, en souriant de façon sarcastique. « Mais nous sommes dans un pays qui a dépassé l'étape des nationalités », comme a dit un camarade, « nous sommes dans un pays où la culture matérielle et économique s'oppose à la culture nationale. La culture nationale, c'est pour les pays arriérés de l'autre côté de la barricade, pour les pays capitalistes, et nous, nous sommes un pays communiste ». Et je dois vous rappeler les justes paroles prononcées hier par le camarade Makharadzé⁴: « Le pouvoir d'Etat n'est pas créé pour les communistes; il existe pour tous les ouvriers et paysans ». Nous parlons sans arrêt de l'alliance entre ouvriers et paysans. Bon, je vous demande: sur 140 millions, combien y a-t-il d'internationalistes? Et si on ne prend que le parti communiste, alors j'ignore le pourcentage d'enracinement de l'internationalisme et le pourcentage de cas où l'internationalisme coexiste avec le nationalisme. Et s'il s'agit des masses sans-parti, des masses paysannes, sous quel drapeau vont-elles accéder à la vie politique et culturelle? Allons-nous vraiment obliger les Géorgiens à apprendre le russe comme le faisaient les gendarmes du tsar? Cela se passait à l'époque du tsarisme et personne ne peut y revenir. Allons-nous vraiment envoyer les tchékistes pour vérifier que les non-Russes apprennent le russe? Après tout, la langue indigène et l'école indigène mènent à la conscience nationale et la conscience nationale conduit à désirer savoir où va le rouble du paysan. Avant, il nous a fallu prendre au paysan pour défendre le pays contre les seigneurs et les généraux, et les paysans donnaient sans s'interroger parce qu'ils savaient pour quoi. Mais quand la guerre civile a été finie et qu'on a commencé à faire les comptes, chacun a voulu savoir où allaient ses roubles, combien il ou elle en donnait et combien on en touchait. Et, étroitement lié avec la conscience nationale, apparaît ce sentiment d'égalité dont parle Lénine, dans sa lettre. Et du fait des siècles de domination tsariste, les nationalités font à nouveau l'expérience de ce sentiment d'égalité de façon plus profonde et plus forte que nous ne le pensons.

Aussi, je dis que quand nous avons ces masses devant nous, quelle est la question à laquelle le parti est confronté? Il est confronté à la question de savoir comment trouver cette alliance entre notre internationalisme prolétarien et communiste et le développement national de larges

grès, le premier avait été chargé par Lénine de plaider contre Staline le dossier des communistes géorgiens maltraités (Staline avait protégé Ordjonikidzé qui avait frappé un dirigeant communiste de Géorgie). Quant à Préobrajensky il avait déjà formulé ses critiques contre la concentration de pouvoirs excessifs aux mains de Staline.

4. Filip I. Makharadzé (1868-1941) était l'un des plus anciens des bolcheviks géorgiens, militant depuis 1891. La question géorgienne était sous-jacente à tous les débats sur la « question nationale ».

couches de masses paysannes avec leurs aspirations à une vie nationale, à leur propre culture nationale, à leur propre état national. C'est essentiellement à travers le développement national des républiques et des territoires — certains ricanant à leur sujet — séparés, autonomes et indépendants, c'est essentiellement à travers ces nouvelles républiques que nous amènerons au pouvoir soviétique et au parti communiste les soixante millions de paysans non-russes qui maintenant s'y sentent étrangers. C'est précisément là la tâche du parti. Je me permettrai de dire que le préjugé communiste qui existe chez tant de communistes, ne nous est pas propre et a existé chez bien des socialistes. Je puis vous rappeler un passage de la correspondance de Marx avec Engels, un passage très caractéristique que Vladimir Illitch a aussi utilisé dans ses vieux articles. Je vais vous le lire. Discutant la guerre austro-hongroise dans une lettre à Engels datée du 20 avril 1866, Marx écrivait :

« Hier a eu lieu une réunion du conseil de l'Internationale sur la guerre actuelle [...] Comme on s'y attendait, on en est venu à la question des « nationalités » et de notre attitude à leur égard [...] Les représentants de « Jeune France » (non ouvriers) ont assuré que toutes les nationalités et même les nations étaient des « préjugés surannés » [...] Les Anglais ont beaucoup ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et d'autres, qui en ont fini avec les nationalités, nous ont parlé en français, c'est-à-dire dans une langue qui est incompréhensible aux neuf dixièmes des présents dans la réunion. J'ai suggéré également que, par négation des nationalités, il semblait, presque inconsciemment, comprendre leur absorption par la nation française modèle ».

Je vous demande, camarades communistes russes, combien de fois vous avez expérimenté semblables sentiments dans vos rapports avec d'autres nations ? J'ai entendu des camarades dire que la langue ukrainienne était une invention des Galiciens. Au bout du compte, n'est-ce pas un sentiment de chauvinisme de grande nation qui rampe ainsi à travers tout le peuple russe qui n'a jamais connu l'oppression nationale, mais au contraire, a opprimé pendant des siècles ? Il est regrettable que je ne voie pas ici sur la liste ceux des camarades qui, au plénum sur la question nationale, ont exprimé ces mêmes opinions que Lafargue⁵ avait soutenues il y a soixante ans.

Je demande une prolongation de quinze minutes (*Des voix* : « Dix minutes » ou « Cinq minutes »). Je n'ai pas encore dit le plus important. (*Le Président* : « Mettons au vote — quinze, dix ou cinq ? Qui est pour quinze minutes ? Pour dix ? La majorité est pour dix »).

5. Paul Lafargue (1842-1911), d'ascendance fort complexe (mélange, disait-il de « Mûlâtres, Juifs et Indiens ») était en 1866 représentant de l'Espagne au conseil général de l'Internationale, mais également membre de sa section londonienne « la Jeune France » qui avait vivement critiqué l'accent mis par Marx sur la question polonaise.

Camarades, de quoi s'agit-il ? A mon avis, le préjugé communiste est encore une explication insuffisante. Je pense que Staline en est resté au bord d'une explication de la véritable situation sur la question nationale. Je serais allé plus loin et j'aurais demandé : pourquoi posons-nous cette question pour la troisième fois ? Pas seulement en relations avec la Nep ou avec la situation internationale créée par le commencement de la Nep ? Il y a une autre raison, plus importante.

Je le répète : il existe une deuxième raison, plus importante, à savoir la discordance qui se crée tous les jours et qui s'agrandit toujours plus, entre notre parti et son programme d'un côté, notre appareil d'Etat de l'autre. C'est la question centrale, la question cruciale. Nous disons souvent qu'il faudrait que le parti dirige et nous l'étayons en ajoutant quelques faits de second ordre. Mais il existe un seul fait pour renforcer cent fois la conviction que notre parti devrait diriger fermement notre Etat. Et c'est précisément le fait que, souvent, particulièrement sur la question nationale, nos camarades du parti ne sont pas guidés par une psychologie prolétarienne de parti, mais par ce qu'on pourrait appeler, pour le dire de façon modérée, la psychologie des organes d'Etat. Et ces organes centraux de l'Etat, qu'est-ce qu'ils représentent ? Dans ses articles, Vladimir Illitch en a donné une description appropriée. Ils sont un mélange d'une administration tsariste et d'une administration bourgeoise, verni d'un coup de pinceau soviétique et communiste, mais superficiellement et rien de plus.

Vous allez me dire que ce sont des communistes qui sont à la tête des organes soviétiques. Mais ce dont il s'agit, c'est que ces communistes cèdent à la psychologie de leur propre appareil et deviennent eux-mêmes étroits d'esprit. Je vous recommanderais de lire la préface d'Engels à *La Guerre civile en France*, sa description générale de la bureaucratie. Nos autorités centrales commencent par considérer l'administration du pays tout entier du point de vue du confort des fauteuils de leurs bureaux. Naturellement, c'est fatigant d'administrer vingt républiques ; comme ce serait bien si tout ça était unifié et s'il suffisait de presser sur un bouton pour administrer le pays tout entier. Du point de vue bureaucratique, ce serait plus simple, plus facile, plus agréable.

Si je devais vous raconter l'histoire de la lutte que les républiques sont obligées de mener contre notre administration centrale, ce serait l'histoire d'une lutte pour survivre. Combien de ces appareils centraux connaissent la Constitution soviétique ? J'ai reçu du Sovnarkhoz un document : « Au Président de la République socialiste soviétique ukrainienne ». J'en ai reçu un du comité central : « A tous les comités de gouvernement, de district et aux comités centraux des républiques autonomes ». L'appareil du comité central ne va pas plus loin : pour lui, rien d'autre n'existe en dehors des républiques autonomes. Je ne parle même pas de la lutte que nous sommes obligés de mener contre l'appareil bureaucratique. Cama-

rades, je ne suis pas intéressé ici par le seul sort de l'Ukraine, je parle de toutes ces fautes parce que la justesse ou la fausseté de la ligne sur la question nationale se reflète directement sur le rôle révolutionnaire de notre parti. Que s'est-il passé après la création de l'Union des Républiques? « Union »: de nombreux organes centraux ont compris que cela voulait dire qu'ils pouvaient peser de tout leur poids sur les républiques individuelles. Je pourrais prendre bien des exemples pour l'illustrer. Par exemple le commissariat du peuple à l'agriculture — et le commissariat au peuple d'ici — a signé un accord international au nom de l'Ukraine, bien que personne ne lui en ait donné le droit. Même à la fondation de la Constitution de l'Union, ils n'avaient pas ce droit. Et qu'arrive-t-il encore? Je vais vous donner quelques faits supplémentaires. Dès qu'on a eu voté la Constitution de l'Union, les commissariats ont commencé à centraliser. Une dépêche de presse des *Izvestija* a indiqué qu'on crée des secrétariats pour diriger les républiques dans les commissariats russes suivants: économie nationale, travail, finances. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que ce sera pire que jamais et que ce n'est que quand le secrétariat du C.C. a commencé à les contrôler qu'ils se sont abstenus de faire ce pour quoi ils avaient été créés. Vous allez me dire, camarades, qu'il y a un comité central, mais je dois dire que la tragédie réside pour nous dans le fait que le point de vue de l'étranger — pour lequel la direction du pays n'est pas une question politique, internationale, ou intérieure, mais une question de commodité — ce point de vue exerce une telle pression sur le comité central qu'il constitue parfois un obstacle. On a quelques événements typiques extraordinaires. Au plénum du 24 février du comité central, on a décidé que: « Il est confirmé dans la procédure du parti qu'avant d'établir des organes normaux de l'Union, on ne modifierait pas le système existant des rapports entre organes soviétiques ». On a décidé cela en février. Pas de changement dans les rapports mutuels. En mars, on se trouve en présence de toute une série d'actes législatifs signés par l'U.R.S.S. Soit dit en passant, le plus typique était celui sur le comité des concessions. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que le comité des concessions va s'occuper de la richesse de toutes les républiques, de l'acier d'Ukraine, du charbon, du pétrole, du manganèse, etc. des zones périphériques. C'est cela, le comité des concessions. Bien sûr, sur le fond, je ne suis pas opposé à la création d'un comité des concessions de toute l'union, et même je la réclamerais. Mais pas en restant indifférent à la façon dont il est décidé de le créer. Le secrétariat du comité central nous a répondu que le congrès Pan-Union des soviets avait décidé que les fonctions de construction de l'Union seraient placées de façon temporaire sous le contrôle du comité exécutif russe, dans lequel il n'y a pas une seule république ou une seule nationalité représentées et qui peut maintenant trancher de tout ce qui touche à la richesse des républiques. Mais je demande si le comité central exécutif Pan-Union connaissait

la résolution du comité central? Je ne sais pas ce que le secrétariat va répondre, mais le fait qu'il n'en a pas été question dans la première réponse est une preuve manifeste. Bien que nous ayons eu dans le passé bien des preuves indiscutables que nos organes centraux soviétiques cédaient à une « psychologie d'étranger », on leur a donné dix et même vingt fois plus de droits qu'auparavant dans la constitution de l'Union. Au lieu de limiter leurs droits et de les restreindre, on leur donne au contraire, comme une récompense, une décoration, une prime pour ce gâchis qu'ils ont fait dans la question nationale au détriment de la politique du parti et de l'Etat, au détriment de notre politique étrangère (et j'ai une quantité de matériaux sur la façon dont notre politique est perçue à l'étranger), on leur donne encore plus de fonctions. Après décembre, après le premier congrès des soviets de l'Union, ils sont devenus maîtres de notre vie à tous. Il n'existe pas d'initiative qui puisse être prise par les républiques nationales dont on puisse dire d'avance qu'elle serait autorisée. Le comité exécutif d'un district connaît mieux ses droits que les républiques nationales.

Ma position, camarades, c'est que la façon dont nous avons construit l'Union n'était pas juste. Vous le savez, ce n'est pas seulement mon opinion, c'est aussi celle de Lénine. J'ai mis en garde contre l'énorme erreur que l'on se préparait à faire en septembre, dans un mémorandum particulier au comité central. Camarades, quelle est la conclusion de tout cela? La conclusion, c'est que nous pouvons écrire dix résolutions supplémentaires, mais que, sauf qu'il faudra les classer dans les bibliothèques et les archives, il n'en sortira rien. Il nous faut résoudre cette question dans la pratique. Le camarade Staline a déjà déposé ici un autre amendement en faveur d'un système à deux chambres. Mais il faut aller plus loin de façon décisive, il nous faut enlever aux commissariats de l'Union les neuf dixièmes de leur pouvoir et les donner aux républiques nationales. (*Applaudissements*). Camarades, comme je dépose le premier amendement, permettez-moi de l'expliquer. Le camarade Staline, dans son premier discours, pas celui, tout à fait opposé, d'aujourd'hui, mais son premier discours, dans lequel il a manifesté beaucoup d'attention à la question nationale, a indiqué qu'en plus des circonstances intérieures, il y a aussi des circonstances de nature extérieure et il a indiqué en même temps la signification colossale que la question nationale aura dans la révolution qui vient, du fait de l'inévitable confrontation entre les nations d'Orient et les états impérialistes d'Occident. On pourrait ajouter aussi un autre aspect, peut-être insignifiant, mais qui oblige à traiter la question nationale intérieure avec un soin particulier, c'est la question nationale en Occident. Mais malheureusement, le camarade Staline n'y a même pas fait référence. Rien n'est dit sur l'Occident et l'Orient; aujourd'hui, en commission, Staline a dit que peut-être, si on ajoutait un amendement sur l'Occident, cela affaiblirait les aspects orientaux, comme si ces aspects

étaient inclus dans les thèses. Mais cet aspect n'est pas dans les thèses.

Pour cette raison, camarades, je juge nécessaire que, dans ces thèses — sous une forme ou sous une autre, je ne veux pas discuter ici de la question de savoir à quelle thèse il faut ajouter, c'est l'affaire de Staline ou du C.C. — il soit mentionné ce que Vladimir Illitch nous a dit et répété dans le passé et que nous avons discuté ici, à savoir que, si nous devons devenir le centre de la lutte des nationalités opprimées en dehors des frontières de l'U.R.S.S., il nous faut, à l'intérieur, dans les frontières de l'U.R.S.S., prendre une position juste sur la question nationale. Car, si nous parlons d'auto-détermination nationale sur le front extérieur, mais ne la permettons pas à l'intérieur, alors, de toute évidence, quelqu'un nous reprochera notre hypocrisie. Je vous rappelle les paroles de Vladimir Illitch : « Nous ne pouvons pas nous permettre la moindre erreur dans ce domaine, parce que, tout en s'appuyant sur notre sincérité principielle — ce sont ses propres paroles — cela peut aussi saper notre lutte de défense des nationalités opprimées contre l'impérialisme. »

C'est pourquoi je propose que vous incluyiez la thèse qui suit. Aujourd'hui, en commission, c'était trop long, nous l'avions pris à nos thèses ukrainiennes, mais je l'ai raccourci et je propose ce nouveau texte modifié :

« La signification révolutionnaire colossale qui transforme les luttes des nations orientales et des colonies pour leur libération du joug des états impérialistes et aussi la reconstitution de mouvements européens de libération dans diverses provinces occupées, rend plus nécessaire encore pour le parti d'assumer la responsabilité de réaliser une solution théorique et pratique juste à la question nationale dans les frontières de l'Union soviétique.

Ce n'est que l'accord le plus strict entre notre politique sur la question nationale à l'intérieur et la politique que nous propageons sur la question nationale dans notre ligne du parti et de l'Etat hors de nos frontières, qui peut donner à l'Union soviétique et au parti communiste l'autorité morale et la sincérité principielle qui feront d'eux, au sens le plus large, la base de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme ».

(Staline intervient demandant le rejet de l'amendement. Il est rejeté).

Camarades, mon deuxième amendement a une bien plus grande signification, bien que le premier ait eu aussi une grande importance. Le deuxième amendement concerne notre situation intérieure. Nous considérons — et je parle ici au nom des camarades ukrainiens — que la plus grosse erreur a été commise aujourd'hui dans le groupe où on a accepté la formulation de Staline sur le système à deux étages. Avant tout, camarades, pour éviter de perdre du temps, nous sommes les partisans les plus décidés du système à deux étages. Aussi ce n'est pas la question, mais quelque chose d'autre. Pourquoi a-t-on créé un système à deux étages ? Afin de donner des garanties aux républiques individuelles. C'est là la base du système à deux étages. Mais, dans la résolution qui a été adoptée

aujourd'hui, non seulement le système à deux étages ne nous donne aucune garantie à nous, républiques individuelles, au contraire, en réalité il renforce encore plus le système déjà existant, un système qui opère de la façon suivante : sur les 360 députés au comité central de l'Union, 280, sinon plus, viennent de la R.S.F.S.R.⁶ et 80 au reste des républiques indépendantes toutes ensemble.

Qu'est-ce que la commission a accepté aujourd'hui ? Que, dans ce qu'on l'on appelle le second étage des nationalités — notez bien ce mot — les nationalités participeront avec un nombre de voix égal. Ainsi, chacune des républiques et régions autonomes de la R.S.F.S.R. aura 4 voix. La région centrale en aura 4, l'Ukraine 4 et la Biélorussie 4. A quoi arrive-t-on ? En réalité, la R.S.F.S.R. aura 64 ou 70 voix, l'Ukraine et la Biélorussie 4 chacune. Oui, vraiment, la position du camarade Staline se révèle très confortable et pourtant il dit : « Je reconnais toutes les nationalités et vous ne voulez pas reconnaître les Kirghizes ». (*Des voix* : « C'est vrai »). Si c'est vrai, alors permettez-moi de vous dire : je suis prêt à signer ce projet très radical de Staline s'il est disposé à ce que Kirghize, Turkestan et toutes les républiques autonomes deviennent des républiques indépendantes. Alors chacune pourra entrer dans le second étage sur pied d'égalité.

Mais à quoi aboutissons-nous en réalité ? Pourquoi créons-nous un second étage ? Pour que chaque république individuelle puisse recevoir, en fonction de ses besoins et de ses capacités fiscales, de l'aide de l'allocation centrale. Mais les républiques autonomes ont une seule allocation dans la R.S.F.S.R., un seul conseil de ministres général de la R.S.F.S.R., un seul commissariat central de la R.S.F.S.R. — elles sont automatiquement liées à la R.S.F.S.R. Ainsi, il arrivera que, dans une seule pièce au comité central exécutif de l'Union, ils poursuivront tous la même ligne unique, puis, dans la seconde pièce, ils diront qu'ils sont des républiques indépendantes et individuelles. Non, permettez-moi, si elles sont indépendantes, alors elles doivent l'être réellement, c'est-à-dire couper leurs liens avec la Fédération. Je considère comme absolument nécessaire, étant donné les différences de niveau de développement politique et culturel, et pour défendre la Fédération, qu'il n'y ait pas dans le second étage des nationalités, mais des unités étatiques. Il y a longtemps que nous avons dit à Staline que nous ne voulions pas avoir le même nombre de voix que la R.S.F.S.R. Non, nous sommes bien plus humbles. Nous serions satisfaits si la R.S.F.S.R. se contentait de n'avoir pas plus de deux cinquièmes

6. La R.S.F.S.R. (Rossisskaia Sotsialisticheskaia Federativnaia Sovietskaia Respublika), ou République socialiste soviétique fédérée de Russie, réunissait les territoires et populations proprement russes et, de loin, l'unité la plus puissante parmi les républiques socialistes et leur Union.

des voix dans le second étage et si ces deux cinquièmes étaient divisés entre les républiques. C'est certes son affaire, mais si la R.S.F.S.R. voulait donner un exemple de libéralisme et de nationalisme démocratique, que Staline utilise contre notre système à deux étages comme argument, alors elle devrait créer, en-dessous de son propre comité central exécutif de l'Union, un second étage où elle inviterait ces républiques.

Si nous nous opposons résolument aux propositions du camarade Staline, ce n'est pas parce que nous avons moins d'attachement que d'autres à l'égalité. S'il faut parler librement et franchement, il n'est pas nécessaire de créer un second étage et il n'est pas nécessaire de dire que cela va développer une base pour la garantie des droits des républiques individuelles. C'est pourquoi je soutiens l'amendement suivant : « Aucune unité étatique unique participant au second étage ne peut avoir plus de trois cinquièmes des voix ».

Une nouvelle étape: l'U.R.S.S.¹ (Juillet 1923)

La fin de l'année 1922 a été une occasion spéciale dans l'histoire des républiques soviétiques, de passer en revue les relations qui ont existé entre elles jusqu'alors. Le comité central exécutif des diverses républiques d'abord, ensuite le comité central exécutif pan-russe ont approuvé des résolutions plus ou moins semblables sur la nécessité de formuler le développement de l'Union et de lui donner une apparence plus spécifique et plus achevée.

Jusqu'à présent, les rapports entre les républiques de l'Union ont été réglés par des accords séparés entre chacune d'elles et la R.S.F.S.R. L'Ukraine et la R.S.F.S.R. avaient leur propre accord, de même que la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, etc. avaient leur propre accord avec la R.S.F.S.R. De toute évidence un tel état de choses ne peut pas être tenu pour normal. En outre, ces accords séparés conclus entre les républiques et la R.S.F.S.R. avaient un caractère tout à fait général. Leur principale faiblesse provenait de l'absence d'une claire distinction entre les fonctions générales des commissariats unifiés et leurs fonctions spécifiquement russes.

Je souligne ces deux faiblesses dans le développement de notre Union, mais, bien entendu, il y en existe bien plus : il ne pouvait en être autrement pendant la guerre civile où toute l'attention se concentrait sur la nécessité de préserver les républiques soviétiques. Les questions concernant leurs relations mutuelles formelles n'étaient que d'une importance secondaire. Néanmoins, tout le monde sentait bien que, si nous arrivions à préserver notre existence en tant qu'Etat, le moment viendrait

1. *Soyuz Sotsialisticheskikh Republik. Novyi Etap v sovetskom Stroitelstvo*, Kharkov, 1923. Traduit du russe par J. Sentier. La brochure a probablement paru au moins de juillet après l'affectation de Rakovsky à Londres. Mais elle avait probablement été écrite avant.

de régler les relations entre les républiques soviétiques conformément aux principes fondamentaux d'un Etat prolétarien qui rejette toute oppression de classe ou nationale.

Ainsi que vous le savez, les principales fondations constitutionnelles acceptées au 1^{er} congrès des soviets de l'Union doivent encore être revues et examinées par des sessions des comités exécutifs centraux des républiques individuellement. Après qu'on ait introduit toutes les modifications essentielles, ces fondations constitutionnelles seront ratifiées à une session du comité central exécutif de l'Union. En ce qui concerne la constitution de l'Union, elle devrait finalement être ratifiée au deuxième congrès des soviets. Il apparaît d'ores et déjà que les institutions générales de l'Union auxquelles il est fait allusion ci-dessus (sur lesquelles, jusqu'à présent, seul le comité exécutif central de l'Union a été élu) ont quelques défauts fondamentaux.

Comme on sait, le congrès des soviets de l'Union et le comité exécutif de l'Union sont élus par l'ensemble du soviet de l'Union conformément à la loi soviétique. De cette façon, le congrès des soviets de l'Union et le comité exécutif central de l'Union élu par ce congrès sont un reflet exact du nombre des électeurs. En réalité, si on considère le nombre de travailleurs dans les Républiques prises séparément, on découvre que quelques républiques pourraient contrôler toute la vie soviétique en ayant une majorité dans les institutions soviétiques. Ce qui se produit, c'est que la majorité des députés dans le congrès des soviets de l'Union et la majorité des délégués élus au comité exécutif central de l'Union (proportionnellement au nombre total de délégués) sont automatiquement assurés à la R.S.F.S.R. Pouvons-nous tirer la conclusion que le congrès des soviets de l'Union et le comité exécutif central de l'Union ne devraient pas être élus selon un système soviétique de démocratie ouvrière? Bien sûr que non. Si le congrès des soviets de l'Union cessait d'être une expression directe des masses et si ses électeurs ne bénéficiaient pas de droits égaux, il perdrait sa signification en tant qu'institution nationale ouvrière-paysanne et cesserait de jouer son rôle d'organisateur des larges masses des républiques dans leurs intérêts de classe.

Le danger que les républiques plus petites soient dominées par les plus grandes a déjà été souligné dans les résolutions de la commission prévue par le C.C. du parti communiste russe en octobre dernier, bien avant le premier congrès des soviets de l'Union. Pour écarter ce danger, il nous faut chercher ailleurs. En même temps que la représentation de classe du comité central exécutif et de son présidium, on devrait aussi envisager la représentation des intérêts nationaux des républiques individuelles. Avec l'égalité des votants assurée par le droit électoral soviétique, on devrait prendre également en considération la protection de l'égalité des républiques, ou, au moins, leur égalité relative. L'idée antérieure de la création d'une seconde Chambre de l'Union a été retenue en principe et

sera sans aucun doute acceptée à la prochaine session des C.E.C. nationaux et du C.E.C. de l'Union.

Des Etats bourgeois unifiés ont utilisé une telle mesure pour surmonter cette contradiction. Naturellement, nous ne sommes pas opposés à l'utilisation d'une expérience bourgeoise quand elle est profitable, puisque la bourgeoisie a très habilement protégé ses propres intérêts en organisant son appareil contre la possibilité qu'il soit pris par sa propre bureaucratie. Nous pouvons ici souligner trois exemples: les Etats-Unis, la Suisse et l'Allemagne. Tous trois sont des Etats unifiés. Ils fonctionnent avec un système à double chambre — l'une élue sur la base de la loi électorale générale, l'autre représentant les Etats séparément membres de l'Union. Les « Etats-Unis » signifient *gouvernements* unis. Dans la deuxième chambre suisse, les états séparés ou cantons sont aussi représentés de façon égale, indépendamment des grandes différences de leur chiffre de population. Il est vrai que, dans le cas de l'Allemagne, les Etats n'ont pas un droit de vote égal, mais aucun ne peut obtenir une majorité contre et malgré le vote collectif de la chambre fédérale. Par conséquent, sur les soixante voix au parlement fédéral, la Prusse ne dispose que de dix-sept, bien que sa population soit égale à celle de tous les autres Etats réunis.

Nous n'allons pas maintenant entrer dans les détails du système à deux chambres. Il est important d'indiquer et de souligner que les fondations du développement de l'Union soviétique qui ont été approuvées au premier congrès de l'Union vont subir une série de modifications afin d'être mieux adaptées aux exigences d'un Etat ouvrier-paysan. De toute évidence, même après que la Constitution de l'Union ait été adoptée dans sa forme finale, il faut prendre le terme « finale » dans un sens relatif. Notre nouvelle expérience d'Etat, une situation internationale nouvelle et de nouveaux rapports internes pourraient rendre nécessaires certains changements.

Les fondations d'une fédération soviétique anticipent le droit des républiques individuelles à faire sécession de l'Union de leur propre initiative. Et en outre chaque république conserve le droit d'introduire toutes sortes de changements dans la constitution de la même manière qu'un groupe de délégués agissant conformément à la procédure constitutionnelle reconnue. La destruction du capitalisme dans d'autres pays, le développement de l'industrie d'Etat, le développement de la richesse du pays et de sa situation financière, la croissance des ressources, etc., tout cela va créer des conditions nouvelles où les rapports à l'intérieur de l'Union seront tels que les républiques individuelles vont acquérir plus d'indépendance économique, politique et administrative qu'il est possible dans la situation internationale et intérieure actuelle. Incontestablement le temps viendra — encore dans un avenir lointain — où aucune union ne sera nécessaire parce qu'aucun Etat ne sera nécessaire. Bien que, je le répète, ces temps soient encore dans un avenir lointain, ils nous condui-

ront sans doute tout près de la transition vers une société authentiquement communiste. Je mentionne ce fait ici afin de clarifier la nécessité dans laquelle nous sommes d'avoir une perspective marxiste sérieuse sur les relations internationales. Cela nous ferait prendre en considération des développements économiques et politiques et adapter toutes nos institutions aux intérêts de la classe prolétarienne. A un moment donné, telle ou telle forme institutionnelle acceptée par les républiques socialistes soviétiques est sans importance. Ce qui est important c'est une façon d'aborder la solution du problème national — lui-même un aspect du développement de l'Union soviétique. Pour y arriver, il nous faut un peu revenir en arrière sur l'attitude du parti communiste vis-à-vis de la question nationale avant et après la Révolution d'Octobre.

En tant que marxistes, nous soulignons constamment le rôle révolutionnaire-progressiste énorme du capital dans le développement des formes politiques et économiques de vie. La question nationale (la reconnaissance de chaque groupe uni par son origine, sa langue, son territoire, son passé et ses coutumes historiques, et de leur droit à l'existence indépendante) est née du développement capitaliste. C'est seulement le capitalisme qui a brisé les conditions particulières au moyen desquelles le féodalisme retardait le développement national et c'est seulement lui qui a surmonté tous les obstacles et toutes les barrières que l'insularité du Moyen-Age avait placées entre la ville et la campagne, un Etat et un autre. Il a mélangé les nations et créé des regroupements nouveaux conformément aux alignements de classes à l'intérieur de chaque nation particulière. Il suffit de rappeler le rôle révolutionnaire joué par la liberté du commerce. Cela n'a pas seulement permis d'absorber les masses paysannes tout à fait arriérées et culturellement isolées dans une vie économique globale. Cela les a introduits dans la vie politique et spirituelle du pays, affectant les différences de classe à l'intérieur entre riches et pauvres et allumant la lutte de classes dans le village même. Au XVIII^e siècle, l'appel de la « lutte nationale » était déjà manifeste pour les nations commerçantes qui ont colonisé l'Amérique du Nord, surtout celles d'origine anglaise. Mais le XIX^e siècle garde la fierté de sa place dans l'histoire à cet égard. Indépendamment de tous ses autres titres, le XIX^e a acquis celui d'« âge des nations ». Le mouvement national, qui a commencé avec la Révolution française, se poursuit encore aujourd'hui. Il suffit de rappeler les principaux événements pour comprendre sa puissance. Le début du XIX^e a marqué le début du puissant mouvement pour unifier l'Allemagne. L'histoire de la Grèce et de la Serbie est marquée par des soulèvements : la première acquit son indépendance, la deuxième son autonomie. Après la guerre entre la France et l'Autriche en 1859, l'Italie réalisa son unification à la suite d'une série de rébellions contre la dynastie des Bourbons de Naples, contre la domination autrichienne de l'Italie du Nord et contre l'autocratie féodale en Italie centrale.

La chute de la Monarchie de Juillet en 1848 en France donna le signal du début de soulèvements nationaux en Hongrie, Bohême, Autriche. Vingt ans plus tard commença une longue lutte insurrectionnelle en Bosnie, Herzégovine et Bulgarie, se concluant par la guerre russo-turque de 1877 et la déclaration d'indépendance bulgare. L'histoire ultérieure vit commencer les mouvements nationaux en Macédoine, en Albanie et en Arabie — pour ne pas mentionner le bilan de presque un siècle de révolte et de guerre en Irlande. Dans certains cas, les nations elles-mêmes ne gagnèrent pas autant que les Etats pillards qui « aidèrent » leur libération. Il faut rappeler ici les mouvements nationaux et les révoltes nationales en Russie — par exemple l'insurrection polonaise de 1863. La lutte nationale en Autriche-Hongrie occupe une place spéciale dans l'histoire. Au prix d'une lutte acharnée sans relâche de chaque nationalité contre l'oppression allemande et hongroise, elles sont parvenues à gagner pour elles-mêmes l'autonomie nationale. Quelques-unes sont même arrivées à soumettre à leur propre autorité des nationalités plus faibles (Croates, Serbes, Roumains et Slovaques).

A notre propre époque, la guerre impérialiste donne un nouvel élan national. Nous avons vu la lutte irlandaise pour sa totale indépendance de l'Angleterre; la lutte des Flamands belges pour la complète égalité des circonscriptions électorales flamandes et wallones; le large mouvement national dans toutes les colonies, en Asie et dans les pays islamiques — en Afrique comme en Chine. On doit également mentionner le mouvement national actuel en Chine et même auparavant au Japon. Sans dresser une liste exhaustive, nous venons de citer suffisamment de faits historiques pour démontrer l'ampleur du mouvement national. Naturellement personne ne mentionne que la bourgeoisie était le soi-disant « sujet » ou chef du mouvement national. Elle a incontestablement mis à profit l'indignation des larges masses contre l'oppression nationale pour consolider sa propre domination. La bourgeoisie a déchiré la richesse du pays des mains des étrangers « maudits » dans une tentative pour s'en emparer elle-même et pour prolonger l'exploitation des masses ouvrières et paysannes. Dans la mesure où le capital national détruit les vieux Etats bureaucratiques féodaux comme la Russie tsariste bureaucratique et l'Autriche-Hongrie cléricobureaucratique, et où il sape comme maintenant les grands Etats impérialistes coloniaux, il constitue un grand facteur révolutionnaire. Le parti communiste a toujours soutenu le mouvement national de ce point de vue. Cependant, le parti était toujours prêt à frapper le nationalisme quand il se transformait d'une attaque contre la domination féodale ou semi-féodale en une attaque contre sa propre classe ouvrière et quand, après avoir empoisonné la conscience des ouvriers par le sentiment national, il s'efforce de les obliger à servir les intérêts de la bourgeoisie nationale.

Examinons maintenant la seconde tendance du développement capi-

taliste. Naturellement, le capitalisme a progressé et n'a pas achevé son travail constructif-révolutionnaire une fois qu'il a détruit les Etats bureaucratiques féodaux et construit sur leurs ruines de nouveaux Etats-Nations. Pour se développer, le capitalisme avait besoin d'un marché international et d'une concentration des moyens de production. Cela exigeait de grands Etats consolidés avec des populations nombreuses, de vastes territoires avec différentes richesses nationales. Plus important par ses dimensions, plus peuplé, et plus diverse est la richesse nationale d'un pays, plus rapide est son développement industriel commercial, la croissance de sa force productive et l'augmentation de la profitabilité du capital. Par ailleurs, dans la lutte pour la domination du marché mondial, le capitalisme d'un pays donné est prêt à marcher la main dans la main avec un autre contre un troisième. Les trusts et cartels internationaux ont été constitués sous le contrôle des grandes institutions financières. Les gouvernements eux-mêmes ont été amenés dans ces combinaisons. Naturellement, la création d'un marché international n'était possible que sur la base du consentement volontaire ou non des Etats à une grande variété de traités commerciaux internationaux, de même que les accords-postaux-télégraphiques, ferroviaires et navals et toutes sortes de concessions, etc. En un mot, par la force de persuasion, le capitalisme *a internationalisé* la vie économique et politique partout où il s'en est rendu maître. Naturellement, le capitalisme considérait ses propres intérêts, mais en même temps il facilitait contre son gré le développement du mouvement prolétarien. Les grandes configurations étatiques ont également favorisé les puissantes organisations professionnelles et politiques et stimulé le mouvement ouvrier international. L'avantage d'une vaste économie nationale et d'institutions politiques était si évident que tout ouvrier conscient s'en réjouissait et le comprenait.

Dans son programme, le parti communiste a toujours souligné les deux tendances du développement capitaliste : la libération nationale et l'internationalisation de la vie politique et économique. De toute évidence, la reconnaissance du droit de chaque nation à l'existence indépendante n'a pas exclu leur unification dans des fédérations d'Etats plus grandes avec la garantie de chacun de préserver loyalement les intérêts de chaque nation individuelle.

Le paragraphe 13 du premier programme du P.O.S.D.R. qui fut confirmé au deuxième congrès du parti en août 1903, prévoyait *le droit à l'autodétermination nationale*. A l'été 1913, à une réunion du comité central du P.O.S.D.R. avec les ouvriers dirigeant le parti, fut adoptée une résolution sur la question nationale. La résolution étendait le paragraphe 13 du programme du parti, entre autre choses en mentionnant la possibilité d'établir l'unité nationale dans le cadre du capitalisme. De même que l'unité nationale est possible dans une société capitaliste — basée sur l'exploitation, l'usure et la concurrence — de même elle est possible dans

un système d'Etat républicain démocratique aussi longtemps qu'il reste consistant dans ses principes. C'est-à-dire, s'il est consistant en donnant l'égalité complète à toutes les nations et langues ; s'il préserve l'existence d'écoles pour la population locale, enseignant dans la langue locale, et inclut dans sa constitution les droits fondamentaux qui mettent un terme aux privilèges d'une seule nation aux dépens des autres et arrête la violation d'un quelconque des droits des minorités nationales. Cette conception très large a été adoptée à la conférence du parti de 1917.

Naturellement la révolution d'Octobre elle-même n'a pas introduit de différence importante dans l'attitude du parti à l'égard de la question nationale. Au contraire, c'est seulement après la révolution d'Octobre que les conditions pour sa résolution de la question nationale ont été créées. Dans la Russie tsariste-seigneuriale pré-révolutionnaire, où seigneurs et capitalistes étaient les agents de l'oppression nationale et incarnaient la politique de russification, il n'existait pas de solution convenable à la question nationale. Et le même s'appliquait généralement dans les conditions d'une société démocratique bourgeoise. Ce fut affirmé dans la résolution de 1917. Les conditions pour résoudre la question nationale n'apparurent qu'après la révolution d'Octobre qui abolit la domination des capitalistes, des seigneurs et de la bureaucratie tsariste, c'est-à-dire des classes qui empêchaient les nations de réaliser leur droit à l'autodétermination nationale.

Néanmoins, dans quelques cercles insignifiants du parti communiste, la révolution d'Octobre créa certains préjugés qui empêchaient une vue réaliste. Avec le renversement de la domination capitaliste et seigneuriale, l'impression fut créée que la question nationale avait déjà été réglée. Pour ces camarades, c'était comme si la discussion sur la question nationale était un résidu des temps anciens d'avant la Révolution. Les idées de ces camarades rappelaient celles de certains socialistes français. Bien qu'ils devinssent plus tard de bons marxistes, pendant la première Internationale, ils considéraient les nationalités comme des « préjugés dépassés ». Voici ce que Marx leur répondit dans une lettre à Engels en date du 10 juin 1866, au cœur de la guerre austro-prussienne :

« Hier il y avait une réunion du conseil de l'Internationale sur la guerre [...] Comme on s'y attendait, la réunion en est venue à la question des « nationalités » et l'attitude à leur égard... Le représentant de la « Jeune France »² (non ouvrier) a proclamé que toutes les nationalités et même les nations étaient des « préjugés antiques »... Les Anglais ont ri de bon cœur quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et les autres, qui en avaient terminé avec les nationalités, nous avaient parlé en français, c'est-à-dire dans une langue qui

2. Cf. note 5, page 94. Ce représentant était comme on sait le futur gendre de Marx, Paul Lafargue.

était incompréhensible aux neuf dixièmes dans la réunion. J'ai aussi suggéré que, par négation des nationalités, il apparaissait, tout à fait inconsciemment, comprendre leur absorption par la nation-modèle française».

Lénine écrivit l'additif suivant aux paroles de Marx :

« Une fois que les mouvements nationaux de masse sont apparus, les écarter, dénoncer en eux l'aspect développement, signifie en réalité céder au préjugé nationaliste et reconnaître sa propre nationalité comme la nation exemplaire et, pouvons-nous ajouter, la nation qui a le privilège exclusif du développement étatique ».

En réalité, la révolution d'Octobre n'a fait que *commencer* à résoudre la question nationale. Elle ne l'a pas résolue. La révolution d'Octobre a créé des conditions dans lesquelles les particularités nationales développées dans le cours de l'histoire humaine survivraient. Le long procès de changement qui suivra va probablement durer un siècle, pas seulement des décennies. La révolution d'Octobre n'a aboli ni la langue, ni les coutumes particulières, économiques et autres caractéristiques de la nation, et elle n'a pas non plus aboli la nation en tant que produit d'un développement historique spécifique. De toute évidence, la tâche du parti communiste après la révolution d'Octobre ne consistait pas à ignorer le problème, mais à rechercher les meilleures relations entre les nations là où le pouvoir soviétique avait vaincu.

Les préjugés sur la question nationale parmi quelques camarades dans le parti communiste ont provoqué un débat au VIII^e congrès en 1919. Le congrès a conclu en approuvant l'idée traditionnelle sur la question nationale. Au congrès pan-russe du parti, en décembre de la même année, notre attitude sur cette question a été de nouveau discutée. La question a été posée en liaison avec l'avance victorieuse de l'Armée rouge contre les unités blanches galiciennes et petliouristes en Ukraine. Je cite le premier point de la résolution adoptée par le C.C. du parti russe, puis confirmé par le congrès : « Après avoir discuté des relations avec les travailleurs d'Ukraine, un peuple qui se libère de l'occupation temporaire des bandes denikistes, le C.C. du P.C.R. (qui poursuit résolument l'application du principe de l'autodétermination) considère comme nécessaire de confirmer à nouveau son inébranlable attachement à l'idée d'accepter une République socialiste soviétique ukrainienne indépendante ». Le comité central du P.C. d'Ukraine, au même moment, a adopté une résolution semblable. Le quatrième point est typique. Ici, tout en affirmant en même temps le droit de la nation à l'autodétermination, la résolution avançait également l'idée qu'une réalisation authentique d'un tel droit n'est possible que sous la domination des soviets :

« L'extension et le renforcement de la solidarité entre les ouvriers et les paysans de différents Etats et nations est conditionné par la reconnaissance de l'égalité absolue et du droit qui en découle à l'autodétermination. Une telle con-

dition est nécessaire pour l'abolition du privilège national et racial, de toute division possible entre nations petites ou grandes, de toute trace d'oppression nationale. La réalisation du droit des ouvriers et des paysans à l'autodétermination n'est possible qu'avec l'abolition de la domination de classe et du gouvernement de classe. En d'autres termes, elle n'est réalisable qu'avec la création d'un authentique Etat ouvrier-paysan et la libération de l'exploitation capitaliste-seigneuriale et de l'oppression. Seule la structure de classe soviétique, qui exclut la domination de classes exploiteuses privilégiées et repose sur la dictature des prolétaires et des paysans, crée les conditions dans lesquelles les ouvriers et les paysans sont non seulement les maîtres de leur activité économique et politique, mais aussi les maîtres de leurs affaires nationales-culturelles ».

L'histoire de l'Ukraine se porte en excellent témoin de cette vérité. La victoire de la bourgeoisie ukrainienne nationaliste n'aurait pas promis aux ouvriers et paysans ukrainiens même le type d'« autodétermination » dont ils jouissent dans les Etats baltes. Située entre une Russie bourgeoise et une Pologne et une Roumanie bourgeoises, l'Ukraine aurait été partagée. Elle aurait de nouveau été transformée en un grand état vassal dépendant du seigneur polonais, du boyard roumain ou du capitaliste russe. Si l'Ukraine devait rester un Etat-tampon, économiquement, elle aurait été totalement dépendante du capital occidental. Les nationalistes ukrainiens n'ont jamais caché leurs plans. Ils livraient un morceau du territoire à la Pologne et à la Roumanie. Ils livraient les rapports économiques et financiers de l'Ukraine à l'impérialisme international — acquérant ainsi un certain droit à participer à l'exploitation des ouvriers et paysans ukrainiens. Deux accords seulement servent à démontrer la justesse de notre thèse de 1919 que l'autodétermination nationale ukrainienne n'est possible que sous le pouvoir soviétique et démontre aussi combien l'autodétermination n'est possible qu'avec la protection de la Russie soviétique. D'abord l'accord entre le Directoire³ et le commandement français dans l'hiver 1918-1919 remettait tout le commerce, les chemins de fer, les finances, les affaires militaires et la justice aux mains des Français. Un deuxième accord, en décembre 1919, entre le soi-disant gouvernement de la république nationale ukrainienne et Pilsudski⁴ livrait la plus grande partie de l'Ukraine occidentale à la Pologne.

Le rapport entre les républiques socialistes soviétiques actuelles est apparu comme une question concrète après la révolution d'Octobre. Il va de soi que les relations entre des Etats socialistes ouvriers-paysans ne peuvent pas être les mêmes qu'entre les Etats bourgeois.

3. Le « Directoire ukrainien », avec Vinnitchenko comme président et Petlioura comme commandant-en-chef et homme fort, s'était formé à Kiev au moment de la chute du fantoche de l'Allemagne, l'ataman Skoropadsky.

4. C'est en décembre 1919 que Petlioura s'était mis d'accord avec le chef du gouvernement polonais, Josef Pilsudski (1867-1935), pour faire de l'Ukraine « indépendante » un satellite de la Pologne.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la tendance à internationaliser les affaires économiques et politiques est devenue claire. Il y a même des signes d'une tendance au fédéralisme, comme aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suisse, etc. Néanmoins, ce procès ne peut pas transcender les traits particuliers du développement de la société capitaliste qui s'exprime dans le particularisme national. Les affaires entre Etats capitalistes suivent deux tendances opposées. Tout le droit civil et international bourgeois repose sur le principe de la propriété privée. A l'intérieur des Etats capitalistes joue la loi de la concurrence entre capitalistes individuels. La loi qui domine les relations internationales est la concurrence entre Etats capitalistes différents. D'où la distinction entre droit international et socialiste et droit bourgeois international. J'ai traité cette question un peu en détail avant, aussi vais-je citer mon propre article dans la revue mensuelle *L'Internationale communiste* sous le titre « Rapports entre Républiques soviétiques ».

« La même loi règle également le développement des Etats bourgeois. Ils ont des organisations de la même façon en concurrence et avec les mêmes caractéristiques de la destruction des Etats plus faibles, ou, au moins de leur subordination totale aux Etats les plus puissants. L'ordre des Etats bourgeois est caractérisé par la création de tels Etats nationaux séparés, luttant l'un contre l'autre.

De tels états concluent des accords commerciaux, postaux, télégraphiques et concernant les chemins de fer: en accord avec la situation internationale, on conclut des alliances défensives et offensives; mais toutes ont un caractère provisoire, conjoncturel et inachevé.

De telles alliances ne peuvent supprimer les antagonismes profondément enracinés entre ces Etats, qui sont inhérents à l'ordre capitaliste dans son ensemble. Dès que la menace commune, ou l'intérêt mutuel qui les a réunis a disparu, la vieille inimitié ressurgit avec plus de violence encore qu'auparavant. L'histoire de la coalition des puissances de l'Entente et de leurs alliés pendant et après la guerre impérialiste est caractéristique à cet égard.

Le nationalisme est l'idéologie de l'ordre de l'Etat bourgeois. Les intrigues diplomatiques, toutes les formes de l'espionnage, l'abus de confiance mutuel, sont ses méthodes ordinaires. Lorsque, dans le Manifeste de la 1^{re} Internationale, Marx, parlant de la politique étrangère des Etats capitalistes, lui opposait une politique fondée sur la loi de la moralité, il ne voulait certainement pas dire que, dans une société bourgeoise, les socialistes devraient avoir sous les yeux la morale chrétienne « Comportez-vous avec les autres comme vous souhaitez qu'ils se comportent avec vous ». Il soulignait au prolétariat que seul le triomphe de la révolution prolétarienne serait capable de créer les conditions de relations honnêtes et ouvertement franches entre les nations.

En opposition à l'ordre de l'Etat bourgeois, celui du prolétariat, tout en répudiant toute propriété privée dans les moyens de production, renonce à toute propriété privée du territoire de l'Etat lui-même. Dans une société socialiste, le principe qui sert à s'orienter n'est pas l'intérêt d'un exploitateur particulier, mais les intérêts de la classe ouvrière tout entière. Les frontières entre Etats socialistes cessent d'avoir un caractère politique et deviennent simplement des unités admi-

nistratives. De la même façon disparaissent les limites qui divisent les industries privées séparées, unités de production limitées seulement par la loi de la concurrence. Au lieu d'une gestion capitaliste chaotique dans laquelle une production en augmentation de biens et une exploitation intense des ouvriers sont suivies de périodes de chômage et de crise industrielle, apparaît une production nationalisée organisée, se développant nationalement selon un plan général et pas seulement à l'échelle nationale, mais à l'échelle internationale. La tendance de la révolution socialiste est la centralisation économique et politique sous la forme d'une fédération internationale temporaire. La formation d'une telle fédération n'est pas, naturellement, l'œuvre de la plume: elle résulte d'un processus plus ou moins long de suppression des particularismes, de tous les préjugés démocratiques et nationaux, résultat d'une connaissance et d'une adaptation mutuelles.

Les principes ci-dessus, proclamés par la Première Internationale ouvrière, sont la base des relations entre la Russie soviétique et l'Ukraine soviétique ».

Dans la première partie nous avons considéré les tendances du développement socialiste sur une période particulière, puisque, dans toutes nos conceptions jusqu'à présent, nous avons été guidés par la notion de l'Etat; dans une telle situation, le rapport entre les Etats qui sont socialistes est avant tout déterminé par un seul facteur, le besoin d'une économie planifiée et du contrôle. Cela signifie unification et centralisation à un degré déterminé par les conditions extérieures et intérieures.

Qu'est-ce qui doit caractériser les relations mutuelles entre les républiques soviétiques? Bien entendu, nous ne pouvons que souligner quelques-uns des caractères les plus importants. D'abord la lutte contre la contre-révolution, au-dehors comme au dedans. Il va sans dire que pendant les trois années terribles de guerre civile et internationale subie par l'Union soviétique, il était impératif que les affaires militaires soient conduites sous un contrôle et une direction unifiées, la coordination la plus rigoureuse et le plus haut degré de centralisme. Nous ne sommes pas libérés de ces exigences. Nous jouissons d'un répit bref, pas d'une harmonie permanente. Les événements quotidiens, comme ce qui est en train de se produire dans la Ruhr⁵ pourraient déclencher une nouvelle guerre impérialiste. Le second trait caractéristique des relations mutuelles est la construction économique. Nous entendons par là l'industrie aussi bien que l'agriculture et le commerce. Etant donné le pauprisme et les ruines terribles dans les Républiques soviétiques actuelles — un legs de la guerre impérialiste — il faut conserver réserves et force le plus possible. En dépit du fait qu'une économie socialiste implique une économie planifiée et qu'à l'avenir une coordination dans les affaires économiques des républiques soviétiques deviendra une nécessité, en attendant, nous devons nous

5. On sait que la décision des gouvernements de France et de Belgique d'occuper militairement en janvier 1923 la Ruhr, comme « la saisie d'un gage productif » avait ouvert une crise très grave.

incliner devant les impératifs de la pauvreté et de la désolation. Le troisième facteur est la question financière. De toute évidence, aucune république isolément ne peut surmonter cette difficile situation par ses propres forces. La question financière exige aussi la plus extrême coordination et unité. Pendant une période, cette question va tout dominer. La reconstruction de l'industrie et de l'agriculture dépend de sa solution juste. Quatrièmement, en ce qui concerne la situation internationale, Gênes, La Haye et Lucerne⁶ ont démontré que les capitalistes n'ont pas abandonné leur objectif de ressusciter leurs privilèges abolis par la révolution ouvrière et paysanne. Ils exigent non seulement la reconnaissance des dettes, mais aussi le rétablissement de leur propriété privée. Si le capitalisme international a momentanément cessé ses sanglants assauts contre les républiques soviétiques, il en sera d'autant plus décidé à les saper par des sanctions économiques. Il va retourner chaque pierre de notre vie économique, saper tous les fondements du pouvoir soviétique — le monopole du commerce extérieur, l'industrie d'Etat nationalisée, etc. L'un des moyens que l'impérialisme international est capable d'utiliser pour miner le pouvoir soviétique consiste à attiser les inimitiés nationales et la lutte nationale. La Nep est un facteur de décomposition dans les rapports entre républiques soviétiques, parce qu'elle est un passage partiel d'une économie socialiste planifiée à une économie monétaire privée. Elle signifie commerce privé, capital privé, un renforcement de la petite bourgeoisie urbaine et rurale et la création de conditions favorables à l'accumulation socialiste privée. Nous sommes amenés à faire des efforts considérables pour défendre notre politique socialiste tandis qu'au même moment le rapport de forces interne est si défavorable à une économie socialiste. Tout indique que cette dernière l'emportera. La Nep est en réalité un grand moment stratégique, une manœuvre du prolétariat pour se dégager. Mais comme tout autre plan stratégique et manœuvre de dégagement profond, elle exige l'unité la plus totale et une concentration d'attention et d'efforts sur un objectif unique pour assurer son succès.

Naturellement, les conditions ci-dessus se reflètent dans le gouvernement de l'Union. La nécessité de résister au blocus capitaliste à l'extérieur, la pression de la petite bourgeoisie à l'intérieur, la nécessité d'exploiter les ressources du pays de la façon la plus rationnelle — tout cela a dicté avec force la nécessité d'un front uni dans les affaires politiques et économiques.

Occasionnellement, on rencontre dans la discussion l'idée que l'état prolétarien devrait être un Etat centralisé et que, par conséquent, les républiques soviétiques devraient fusionner en un seul Etat centralisé. De

6. Allusion à toutes les discussions internationales pour régler le contentieux des dettes russes à l'égard de l'Occident.

tels propos n'ont rien à voir avec le communisme. La tâche de centralisation générale n'avait jamais figuré dans le programme communiste. En ce qui concerne l'Etat, l'attitude des communistes est claire également. Engels écrivait dans son introduction à *La Guerre civile en France*, «L'Etat est un mal dont le prolétariat hérite après sa lutte victorieuse pour la suprématie de classe. Comme avec la Commune de Paris, le prolétariat devra autant que possible éliminer certains de ses pires aspects avant que la nouvelle génération soit capable d'envoyer toute la charpente de l'Etat à la ferraille». En d'autres termes, l'Etat qui apparaît en tant que résultat de la division de la société en classes disparaît avec la disparition de ces classes. La société communiste sera une société sans Etat. Bien entendu, c'est une affaire qui relève de l'avenir lointain. Jusque là, le prolétariat utilisera, bien entendu, le pouvoir d'Etat pour organiser la production socialiste. Pour démontrer que nous ne considérons pas l'Etat comme un fétiche, nous avons cité Engels. La centralisation n'en est pas un non plus. La centralisation est bonne dans la mesure où elle facilite la lutte de classes. En ce qui concerne la république soviétique, il faut dire que la centralisation n'est bonne que dans la mesure où elle renforce cette république et assure la domination du prolétariat.

Naturellement le pouvoir soviétique ne peut avoir de pire ennemi que la centralisation, si nous entendons par là une concentration de pouvoir dans un organisme unique et la transformation de toute la population en instrument zélé de l'exécution des décrets centraux. Le même s'applique si, par le même terme, nous entendons la destruction de l'initiative et de l'auto-motivation économique, politique et administrative. En d'autres termes, le pouvoir soviétique est l'ennemi du centralisme à tout crin. Le pouvoir soviétique signifie la participation des masses laborieuses (et à travers elle des masses paysannes) à la vie politique du pays. Mais si la vie politique devient le privilège d'un petit groupe de gens, alors, bien entendu, les masses ouvrières ne participeront pas au contrôle et le pouvoir soviétique va perdre son soutien le plus important. Les communistes combattront toujours résolument une telle centralisation.

Dans la même introduction à *La Guerre civile en France*, Engels montre comment «le pouvoir d'Etat sert ses propres intérêts individuels; le serviteur de la société devient son maître». En d'autres termes, une classe de bureaucrates s'est formée avec ses propres intérêts particuliers et elle est avant tout attachée à conserver son appareil d'Etat complexe et centralisé. Bien que se soient constitués des intérêts bureaucratiques spécifiques, la bureaucratie sert normalement la bourgeoisie. A l'occasion, elle sacrifie les intérêts de la classe bourgeoise dans son ensemble, choisissant de défendre ses propres intérêts gouvernementaux-bureaucratiques étroits. Entre autres, Engels cite l'Amérique comme exemple de la création d'une aussi énorme bureaucratie bornée: «C'est précisément en

Amérique que l'on voit plus clairement que partout ailleurs comment l'appareil d'Etat devient indépendant de la société même dont il est par essence l'instrument ». Pour cette raison, Engels considère qu'une fois que le prolétariat a pris le pouvoir, il doit changer la structure du nouvel appareil d'Etat, le rendant docile à sa volonté :

« Dès le début, la Commune dût reconnaître qu'une fois que la classe ouvrière avait pris le pouvoir, elle ne pouvait utiliser la vieille machine d'Etat pour réaliser ses tâches et que, pour éviter de perdre ce pouvoir récemment conquis, la classe ouvrière doit d'abord abolir tout l'ordre ancien, jusque là dirigé contre elle, la machine même de l'oppression; d'un autre côté, elle doit se protéger contre ses propres fonctionnaires et responsables en les soumettant en tout temps à la révocation ».

Comment une bureaucratie — cette couche distincte de fonctionnaires qui lient leur sort à la centralisation — s'est-elle constituée? Marx écrivait :

« Le pouvoir d'Etat centralisé avec ses organismes omni-présents de l'armée permanente, de la police, de la bureaucratie, du clergé et de la justice — organismes conçus selon le plan d'une division du travail systématique et hiérarchique — remonte à l'époque de la monarchie absolue servant la classe moyenne naissante comme une arme puissante dans sa lutte contre le féodalisme. Son développement était encore entravé par toute sorte de débris et résidus du Moyen-Age, droits seigneuriaux, privilèges locaux, monopoles municipaux et de guildes, constitutions provinciales. L'élan gigantesque de la Révolution française au XVIII^e siècle a balayé tous ces restes des temps révolus, libérant en même temps le terrain social des dernières barrières à la superstructure de l'édifice de l'Etat moderne bâti sous le Second Empire, lui-même sous-produit des guerres de coalition de l'Europe semi-féodale contre la France moderne ».

Naturellement, une telle centralisation, qui exclut les masses du contrôle direct des organismes administratifs, économiques et politiques, ne peut pas être un phénomène approprié aux intérêts prolétariens. Marx oppose la Commune de Paris au vieil Etat bureaucratique centralisé, « une affaire collective combinant le pouvoir exécutif et législatif ». Bien entendu, le pouvoir soviétique est, quant à lui, la réalisation de cette même commune sur une échelle plus vaste. Les fondements constitutionnels du pouvoir soviétique ont pris de ce qui était le plus vital dans l'expérience de la Commune de Paris.

Ce qui a été dit de la centralisation s'applique aussi à la décentralisation, si nous devons la concevoir sous la forme absolue que nous présentent les législateurs bourgeois et les idéologues petits-bourgeois. Si nous entendons par le terme de décentralisation l'existence séparée, isolée politiquement, de républiques soviétiques, le particularisme national et le séparatisme, la lutte entre Etats socialistes individuels et des provinces séparées du même Etat, comme les efforts pour briser la solidarité des intérêts politiques et économiques qui unissent les ouvriers et les pay-

sans — alors, de toute évidence, une telle décentralisation serait tout à fait contre-révolutionnaire et aussi dommageable aux intérêts prolétariens de classe que le phénomène du centralisme bureaucratique. Une semblable « décentralisation » serait naturellement tout à fait profitable à l'impérialisme international. Elle aiderait la politique de l'impérialisme à saper le front soviétique et ouvrirait la possibilité pour bien des voisins, éloignés ou proches, de détruire le pouvoir soviétique dans chacune des républiques soviétiques. Combien ce serait satisfaisant pour l'impérialisme international de voir des républiques soviétiques séparées au lieu d'une Union de républiques soviétiques! Chaque république serait coupée de l'autre par des frontières d'Etat et des douanes; chacune posséderait sa propre armée indépendante, commandée exclusivement dans sa propre langue et chacun aurait sa propre politique intérieure et extérieure et particulièrement sa propre législation sur les concessions. Ce serait surtout vrai si celles des républiques qui ont des ressources minérales avait des règles pour les concessions qui seraient avantageuses pour les capitalistes étrangers, etc. Naturellement, peu après ce type d'« indépendance », il ne resterait même pas l'ombre d'une république soviétique. L'histoire de toute notre guerre civile le confirme. Pour renverser le pouvoir soviétique, la contre-révolution internationale a donné un soutien financier et fourni toutes les formes d'aide aux partis nationaux. Les nationalistes ukrainiens de la Rada centrale et du Directoire, les menchéviks géorgiens, les dachnakistes arméniens, les moussavatistes azerbaïdjanais, les Kiroulahajj de Crimée, etc. — quel était leur dénominateur commun? Ils étaient tous essentiellement des firmes nationales derrière lesquelles se dissimulaient l'impérialisme étranger, les Anglais, Français, Roumains, Polonais, Turcs, etc. Les capitalistes étrangers utilisent la question nationale (résurgence du préjugé nationaliste, résurrection des persécutions nationales, lutte nationale) dans leur lutte contre le pouvoir soviétique.

Il faut dire ici que le séparatisme national et provincial est non seulement l'un des moyens les plus dangereux employé par la contre-révolution contre la révolution ouvrière et paysanne, mais qu'il est également utilisé contre les révolutions bourgeoises-démocratiques. Souvenons-nous de la Révolution française. A cette époque, Robespierre faisait référence au mot « fédéralisme », qui répond au sens actuel de décentralisation, comme à l'une des hydres que les tyrans étrangers déchaînaient contre la Révolution: « C'est en vain que le nid des Girondins et les vils agents des tyrans étrangers déchaînent partout les serpents de l'infâmie, le démon de la guerre civile, l'hydre du fédéralisme et le monstre de l'aristocratie pour étrangler la République dans son berceau » (discours de Robespierre à la Convention nationale, 17 octobre 1793). Comme on le sait, l'Angleterre était au cœur de ce complot. Elle convoitait Toulon, Dunkerque, les colonies françaises et, en outre, avait en tête de restaurer le trône de France avec l'un des fils du monarque anglais.

Ultérieurement, après avoir consolidé le pouvoir en France, l'Angleterre comptait bien soumettre de nouveau l'Amérique à sa volonté. « Il faut dire, dit Robespierre, que ce gouvernement (anglais) mène séparément deux intrigues, l'une en France, l'autre aux Etats-Unis. Tout en s'efforçant de séparer le Nord et le Midi de la France, il complotait aussi de séparer les provinces américaines du Nord et du Sud. De même que le gouvernement anglais cherche à fédéraliser notre république, de même il s'efforce à Philadelphie de couper le lien de la Conférence qui unit les différentes parties de la république américaine ».

Il faut bien nous rappeler ces exemples historiques. Pour nous ils sont contemporains et vivants. La lutte entre les marxistes révolutionnaires incarnés par Plékhanov et les fédéralistes de l'acabit de Dragomanov⁷ (au cours de laquelle le premier était en faveur d'un centralisme révolutionnaire, le second le traitant de Jacobin) ne portait de toute évidence pas sur le centralisme tsariste bureaucratique, mais sur le maintien d'un front commun, d'une résolution commune, sans laquelle le prolétariat ne serait pas venu à bout du tsarisme et sans laquelle, à l'avenir, le prolétariat ne pourra pas conserver le pouvoir.

V.I. Lénine a souvent écrit sur cette question. Pour ne pas surcharger cet article de citations, nous recommandons au lecteur de se reporter au volume XIX des *Œuvres* de Lénine. Il y traite exclusivement de la question nationale. Nous nous en tiendrons à une seule référence. Lénine suivait deux principes: la reconnaissance du droit d'une nation à l'autodétermination. Des considérations d'égalité politique nationale devaient marquer toutes les relations entre Etats. En comparaison avec des Etats individuels, une union d'Etats apporte de toute évidence beaucoup d'avantages à bien des égards. C'est vrai dans une époque d'Etats socialistes comme c'était vrai pour leurs équivalents bourgeois. Cependant cette union devrait être volontaire: elle devrait respecter le droit des républiques individuelles et n'avoir rien de commun avec le centralisme bureaucratique. Le second principe suivi par Lénine est l'idée du centralisme démocratique comme unique forme d'Etat qui reflète les intérêts prolétariens. Cela s'applique aux Etats nationalement uniformes dont les populations sont nationalement homogènes. « Engels, tout comme Marx, écrivait V.I. Lénine, pensait que le prolétariat et la révolution prolétarienne établiraient un gouvernement centraliste démocratique dans une république unifiée indivisible. Il considérait la république fédérée soit comme une exception, soit comme un obstacle à une république centralisée; ou « un pas en avant » avec des conditions précises et particulières. C'est dans ces conditions particulières qu'émerge la question nationale ».

7. Mikhail Petrovitch *Dragomanov* (1841-1895), professeur d'histoire à Kiev, dut s'exiler en 1876 et enseigna à Sofia à partir de 1888.

En dépit de la vigoureuse critique des petits états réactionnaires et de l'utilisation qu'ils font de la question nationale pour dissimuler leur nature réactionnaire (dans des situations spécifiques), il n'y a pas le moindre soupçon d'un désir, que ce soit chez Marx ou chez Engels, d'ignorer la question nationale. Tel n'est pas le cas chez les marxistes hollandais et polonais qui ont souvent fait des erreurs dans ce domaine et ont tendance à considérer les choses du point de vue de la lutte contre l'étroit nationalisme petit-bourgeois de « leurs » petits Etats.

En Angleterre, où les conditions géographiques et nombre d'années d'une langue et d'une histoire communes suggèreraient que la question nationale, dans des régions particulières du pays a été résolue — même Engels indique ici le fait évident que la question nationale est encore vivante (et par conséquent, il considère la république fédérée comme « un pas en avant ». Bien entendu, cela ne revient pas à nier les insuffisances de la république fédérée ni la nécessité d'une propagande nette et de la lutte pour une république démocratique centralisée unique). Cependant, par le centralisme, Engels n'a pas en tête le modèle bureaucratique, le modèle défendu par les idéologues petits-bourgeois et les anarchistes. Pour Engels, le centralisme n'exclut d'aucune manière le type d'auto-gouvernement à large base qui rejette catégoriquement le bureaucratisme et les ordres d'en-haut. Dans cette conception, les communes et les différentes régions soutiennent l'unité de l'Etat.

En ce qui concerne en particulier notre propre situation, nous ne devons pas oublier les leçons de nos maîtres. Le développement étatique dans chaque république, aussi bien que le développement d'ensemble de l'Union, devraient prendre place sur des fondations qui permettent un contrôle et un plan général mais qui n'excluent pas l'autonomie civile, administrative, économique, financière et culturelle des républiques et régions individuelles. L'art de nos administrateurs soviétiques devrait consister dans un dosage juste et un rapport correct entre ces divers éléments. Déborder d'un côté ou de l'autre aurait un résultat destructif.

Les trois questions les plus fondamentales que nous avons rencontrées dans le développement de l'Union étaient les suivantes. D'abord, la question de quelles branches de la vie politique, économique, administrative des républiques devaient passer sous l'autorité de l'Union. Deuxièmement, comment déterminer la compétence du gouvernement de l'Union et des gouvernements de chaque République, quand il s'agit de contrôler les agences de l'Union? Troisièmement, comment préserver la participation réelle de chaque république au gouvernement de l'Union?

Comme on le sait, la première question a été résolue en faisant des affaires militaires, des affaires étrangères, du commerce extérieur et des chemins de fer, de la poste et du télégraphe, des agences de l'Union. Les commissariats de ces cinq ministères n'existeront qu'au niveau du commissaire des peuples de toute l'Union, tandis que les républiques, la

R.S.F.S.R. comprise, n'auront que leurs plénipotentiaires. Les commissaires de ces cinq ministères auront le droit de donner des directives opérationnelles directement à leurs bureaux locaux. Toute la législation concernant ces commissariats de l'Union sera concentrée dans les agences de l'Union.

Cela signifie-t-il que ces républiques, avec les commissariats pour toute l'Union, vont perdre le droit de donner des directives? Cela signifie-t-il que les gouvernements des différentes républiques n'auront pas de part dans le contrôle des branches et entreprises de ces commissariats? Prenons, par exemple, la question des chemins de fer. Le contrôle d'un vaste réseau de 60 000 verstes n'est pas au pouvoir d'un commissariat unique. En outre, les chemins de fer, qui sont un instrument pour le développement de la vie économique, doivent être accessibles aux agences économiques locales. Bien entendu le moment viendra où les chemins de fer seront de nouveau divisés en deux catégories — l'une à l'échelle de l'union, l'autre d'intérêt local. La première sera placée sous l'autorité du commissariat du peuple aux communications, la seconde au conseil des commissaires du peuple des différentes républiques. Peut-être cela ne se fera-t-il pas tout de suite, mais on peut dire maintenant que la construction des routes se fera sous les auspices des républiques. On peut faire les mêmes remarques à propos des services télégraphiques et téléphoniques. Il y a déjà une forte tendance à la régionalisation du réseau téléphonique. Ce type de solution à la question des transports et des communications devrait satisfaire aussi bien l'intérêt général que les intérêts locaux. D'un côté, cela veut dire plan unique et tarif unique; de l'autre, il y a l'intérêt des agences locales dans la présentation des problèmes concernant le transport et les communications nationales qu'elles veulent élever à un certain niveau. Le même est valable pour les problèmes de contrôle militaire, commerce extérieur et affaires étrangères, dans lesquels il faudrait laisser à l'initiative des républiques individuelles toute une série de domaines. Cette question ne sera pas résolue tellement par la constitution que par des statuts particuliers développés pour chaque commissariat. Il nous faut souligner ici que ces statuts devraient être empreints d'un centralisme démocratique, et non bureaucratique.

Ce qu'on appelle les « commissariats directifs » des finances, *sovnarkhoze*, ravitaillement, inspection ouvrière et paysanne et travail, forment une deuxième catégorie de commissariats. Ils existeront aussi bien dans les commissariats du peuple de l'Union qu'au niveau des républiques individuelles. L'Union formulera seulement plans et directives générales. Les instructions de fonctionnement ne viendront que des commissariats nationaux des républiques individuelles, qui seront subordonnées et responsables devant le comité exécutif central et le conseil des commissaires du peuple de ces dernières.

Dans la troisième catégorie se trouvent les commissariats nationaux

des républiques. Ils couvrent les affaires intérieures, l'agriculture, la santé, la justice, l'éducation et la sécurité sociale. Mais quand on en arrive à la question de l'organisation de la terre, l'indépendance de chaque république ne peut pas être comprise d'une façon où elle impliquerait l'abolition de la nationalisation de la terre. Autrement, ce ne serait plus une république soviétique. En conséquence, une certaine législation de base concernant la terre, le code civil et criminel, etc. devrait être de la compétence de l'Union.

Finalement, la troisième question — comment assurons-nous la participation réelle des républiques individuelles dans le gouvernement de l'Union? Des sauvegardes vont fonctionner à travers deux mécanismes. D'un côté, elles fonctionnent à travers des institutions législatives centrales, c'est-à-dire des congrès de soviets et les deux chambres discutées plus haut. Là, ce ne sera pas seulement la représentation de classe, mais la représentation nationale qui sera assurée. Une seconde sauvegarde est la formation d'un bureau des commissariats de l'Union. Les républiques devraient avoir le droit d'y avoir leurs représentants. Les républiques devraient avoir aussi des représentants dans les agences à l'étranger qui traitent des questions commerciales et politiques. Une république donnée, avec des liens économiques et politiques plus développés avec un Etat étranger, devrait se voir reconnaître la préférence pour y avoir des représentants.

Voilà donc les principes de base dans la fondation de l'Union soviétique. Ils ne sont pas définitifs. L'esprit qui influence les commissions de travail sur les divers statuts dépend de l'importance qu'elles attachent à la question nationale dans la structure étatique. Cela jouera un rôle important dans un avenir non déterminé. Dans cet article, je me suis préoccupé de la question nationale dans le développement de l'Union soviétique. Bientôt, j'aimerais avoir dans *Chervonyi Shlyakh* l'occasion de traiter de la façon dont la question nationale affecte le développement interne de la République ukrainienne.

Les *Cahiers Léon Trotsky* ont déjà publié, de Rakovsky, les textes suivants :

Cahiers n° 6

- Déclaration au XV^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. concernant la demande d'exclusion de l'Opposition (17 décembre 1927) - avec Smilga, Mouralov, Radek. pp. 71-73
- Déclaration au comité central et à la commission centrale de contrôle (22 août 1929) - avec Kossior et Okoudjava 78-86
- Déclaration en vue du XVI^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (12 avril 1930) - avec Kossior, Mouralov, Kasparova 90-103

Cahiers n° 7/8

- Projet de Déclaration (mars/avril 1929) 55-61
- Thèses (3 août 1929) - avec Kossior et Okoudjava 68-82
- Lettre à Trotsky avec la Déclaration du 22 août 1929 92-93
- Lettre à Léon Sedov (novembre 1929) 121
- Lettre à Trotsky (9 janvier 1930) 137-138

Le Centre de documentation de l'I.L.T. peut fournir à tout abonné des *Cahiers* qui en fera la demande et contre paiement anticipé des photocopies et du port les textes suivants :

- La décadence de l'idée nationaliste en France (1905), en français.
- Introduction et 1^{er} chapitre de Kirill, *Odinnadtsat' dnei na Potemkine*, 1907, 62 pages, en russe.
- Die Arbeiterbewegung in Rumanien (1906), en allemand.
- La Question agraire en Roumanie (1909), en français.
- La tactique social-démocrate et la guerre (1914), en allemand et en roumain.
- Die rote Armee (1920), en allemand.
- Lettre à Renaudel sur les prisonniers politiques en U.R.S.S. (1925), en français.
- La politique extérieure de l'U.R.S.S. (1926), en anglais.
- Lettres à Léon Sedov (1928)

ainsi que des « lettres d'exil » d'Aleksandra Georgievna Rakovskaia à Marguerite Rosmer et Natalia Ivanovna Sedova.

Sommaire du numéro 18

Article

Pierre Broué: Rako (suite et fin)

Documents de Rakovsky

- Lénine: Souvenirs d'un vieux camarade (1924)
- Déclaration du 4 septembre 1927
- Opposition et troisième force (8 novembre 1927)
- Intervention au XV^e congrès (5 décembre 1927)
- Lettres d'Astrakhan à Trotsky (février-juillet 1928)
- Lettre à Valentinov (2 août 1928)
- Au Congrès et dans le Pays (27 juillet - 7 août 1930)

Textes de Rakovsky déjà publiés dans les *C.L.T.*

Courrier des lecteurs

De Roland Lewin :

« J'ai lu avec intérêt la dernière livraison des *C.L.T.* (n° 15, septembre 1983), notamment la solide étude de Gérard Roche « Malraux, Trotsky et la Révolution chinoise ». J'y ai toutefois relevé une erreur qui mérite quelques explications. Parmi les principales sources historiques et politiques utilisées pour la rédaction de *La Condition humaine*, G. Roche cite *L'Insurrection armée* (1931) d'A. Neuberg. A la page 56, il écrit : « L'ouvrage, rédigé par un spécialiste, [...] compte néanmoins de sévères critiques à l'encontre de la direction du parti communiste chinois qui a abouti au coup d'état sanglant de Tchiang Kai-chek et au massacre de la Commune de Canton. L'analyse de Neuberg coïncide sur de nombreux points avec le diagnostic établi par Trotsky, mais à aucun moment il ne se réclame de celui-ci. On ne saurait considérer Neuberg comme un sympathisant de l'Opposition de gauche, car ses critiques s'adressent exclusivement au P.C. chinois et jamais à la direction de l'I.C. qui a suivi, selon lui, une ligne correcte et ne porte aucune responsabilité dans la défaite écrasante subie par le prolétariat chinois. L'analyse acérée de Neuberg était cependant suffisamment dangereuse aux yeux de l'I.C. pour provoquer une vigoureuse mise en garde dans une préface du Bureau d'Éditions ».

L'Insurrection armée a fait l'objet d'une réimpression en fac-similé aux éditions François Maspero en 1970. L'ex-communiste allemand Erich Wollenberg (1892-1973) a rédigé, à cette occasion, une précieuse introduction. Il révèle notamment qu'A. Neuberg n'a jamais existé, qu'il s'agissait d'un pseudonyme anodin coiffant un ouvrage collectif auquel il avait lui-même collaboré, que les auteurs étaient des spécialistes militaires du Komintern et de l'État-Major soviétique. Il y avait parmi eux O. Piatnitsky, le général Unschlicht, H. Kippenberger, M. Toukhatchevsky et Ho Chi Minh. Togliatti était le maître d'œuvre de l'édition originale

(1928 en allemand). Evoquant la question chinoise, E. Wollenberg écrit : « En ce qui concerne les chapitres sur les émeutes de Canton et Changhaï (chapitres V et VI, p. 103 à 147), tout ce que je peux dire aujourd'hui avec certitude est qu'ils ont été composés et rédigés à l'État-major de l'Armée rouge [...] Je sais que Blücher et Ho étaient opposés à la ligne générale et officielle du parti sur la question chinoise et qu'ils virent dans l'insurrection de Canton une entreprise qui, sans aucun doute, portait en elle le germe de sa défaite. D'autres dirigeants de l'État-major de l'Armée rouge, et parmi eux Toukhatchevsky, partageaient d'ailleurs leur point de vue. Cette attitude est représentée clairement dans le chapitre traitant de l'insurrection de Canton, de même que le jugement critique sur la politique du parti communiste chinois, donc du Komintern, donc de Staline. Voilà pourquoi les « éditeurs », c'est-à-dire un membre quelconque du cabinet Piatnitsky ou « Ercoli »-Togliatti, critiquent dans leur préface « plusieurs formules inexactes » du soi-disant Neuberg, avec mention d'une décision du Komintern ». (pp. 18-19) ».

La Rédaction

Merci, Lewin. De toute façon, c'est bien fait pour Roche: ça lui apprendra à toujours travailler sur des éditions originales!

Les départs

Peng Shuzhi (1895-1983)

Peng Shuzhi, qui était né le 24 novembre 1895 en Chine est mort aux Etats-Unis le 30 novembre 1983. Il était l'un des derniers survivants de cette vieille garde communiste qui rompit avec le stalinisme triomphant et consacra le reste de sa vie à construire la IV^e Internationale, après avoir été un des porte-drapeaux de la III^e.

Né dans une famille paysanne du Hunan, Peng était étudiant quand il adhéra à la Jeunesse socialiste, puis au P.C. chinois naissant, à l'automne de 1920. Il fut dès 1921 envoyé à Moscou à l'Université des Travailleurs d'Orient. Il y fut le secrétaire du groupe du P.C. chinois dans la capitale, révélant des qualités de théoricien, de journaliste et d'organisateur. Revenu à l'été 1924, il reprit le travail militant à Shanghai. En janvier 1925, le 3^e congrès l'élit au comité central et au bureau politique, lui confiant la rédaction de *Xiang Tao* (Le Guide), l'organe central, et de *Xin Ching Nien* (La Nouvelle Jeunesse), sa revue théorique. Il fut le principal collaborateur de Chen Duxiu à la direction et l'un des principaux animateurs du comité régional de Shanghai. Partisan de la rupture avec la politique suivie jusque là et de la sortie des communistes du Guomindang, il entra en conflit en 1926 avec le représentant du gouvernement soviétique en Chine, Borodine et fut affecté quelque temps à Canton. En 1927, il fut de ceux qui mirent vainement la direction du parti et de l'I.C. en garde contre les projets de coup d'Etat de Tchiang Kai-chek. Dès 1927, il était en contact étroit avec Chen Duxiu qui partageait ses inquiétudes. Affecté dans le nord de la Chine comme secrétaire régional, il protesta contre la décision de déclencher dans cette région une insurrection improvisée et est relevé de ses fonctions et envoyé de nouveau à Shanghai, dans la clandestinité. En 1929, ayant eu par des étudiants communistes de retour de Moscou connaissance de deux textes de Trotsky, il les porte à la connaissance de Chen Duxiu et c'est ensemble

qu'ils commencent à organiser l'Opposition de gauche à l'intérieur du P.C. chinois et à éditer la revue *Le Proletariat*, ce qui leur vaut d'être exclus. Le 15 décembre 1929, il est parmi les 81 signataires de la déclaration de l'Opposition de gauche. Il est également l'un des principaux dirigeants de l'organisation unifiée en mai 1931, et le reste jusqu'à son arrestation en octobre 1932. Il est condamné à treize années de prison qu'il passe à la prison de Nankin, au cours desquelles se produit sa rupture politique avec Chen Duxiu. Après sa libération, le 13 août 1937, il revient à Shanghai et reprend son activité à la tête de la petite section chinoise, publiant le clandestin *La Lutte*, puis à partir de 1939 la revue légale *En avant!*

Lors de la grave crise qui secoue la section chinoise au début de la seconde guerre mondiale, Peng Shuzhi combat les deux tendances adverses, celle de Chen Duxiu, qu'il estime droitier et celle de Wang Fanxi, qu'il estime gauchiste, et maintient pour l'essentiel les positions défendues par Trotsky jusqu'à sa mort. Il est dès lors le principal dirigeant de la section chinoise pour des années dans une dure lutte clandestine. En 1946, il publie une revue légale, *A la Recherche de la Vérité*. En 1948, à son 3^e congrès, la petite Ligue communiste de Chine — 350 membres — décide de se transformer en parti communiste révolutionnaire de Chine, section chinoise de la IV^e Internationale. C'est sur décision de l'organisation que sa direction, avec Peng, va s'installer à Hong Kong en fin 1948. Les persécutions des autorités britanniques les obligent à s'enfuir au Vietnam où son jeune camarade Liu Jialiang est assassiné et lui-même en danger de l'être. C'est alors que commence son dernier exil, en France d'abord, et finalement en Californie. Peng n'a jamais cessé d'être actif, faisant partie de ceux qui rompent avec Pablo et le S.I. en 1950, puis de l'«unification» de 1963, continuant à suivre de très près les questions chinoises, préfaçant les écrits de Trotsky sur la Chine en langue anglaise et écrivant un livre sur *Le Parti communiste chinois au pouvoir*.

Les *Cahiers Léon Trotsky*, au nom des rédacteurs et des lecteurs, présentent leurs condoléances, à sa veuve, militante active, Chen (Peng) Pi-lan qui lui a consacré en 1965 une série de conférences qu'ils espèrent reproduire prochainement.

Peter Sedgwick (1934-1983)

Peter Sedgwick a été trouvé mort près de chez lui le 8 septembre 1983, une mort survenue dans des circonstances que nous ignorons encore. Orphelin de mère et abandonné par son père à trois mois, il fut élevé à Liverpool et secoué par une nouvelle tragédie alors qu'il était encore enfant : la mort de sa mère adoptive dans un hôpital psychiatrique. Etudiant à Oxford, il fut successivement maître d'école, psychologue, psychiatre de prison, puis se qualifia en science politique, enseignant, à York, puis Leeds, science politique et psychiatrie. Il avait rejoint le P.C. pendant ses années d'études à Baillol College et l'avait quitté en 1956. Puis il milita pendant nombre d'années dans le groupe *International Socialism*, collaborant notamment à son journal. Il avait été connu dans la « Nouvelle Gauche » britannique par une critique tout à fait iconoclaste pour ce milieu en 1966 sur le livre de Marcuse *L'Homme Unidimensionnel* — une véritable démolition. En 1982, il avait publié un ouvrage spécialisé, *Psycho Politics*, une polémique scientifique contre ceux qu'il appelait les « gourous antipsychiatriques », T. Szasz, Michel Foucault, etc.

Parallèlement, au cours des dernières années, Peter s'était passionné pour Victor Serge dont il avait traduit avec un soin extrême *Mémoires d'un Révolutionnaire* et *L'An I de la Révolution russe*, collaboré à la publication de *S'il est Minuit dans le Siècle*. C'est pour un volume qu'il préparait sur les rapports entre Trotsky et Victor Serge qu'il avait pris contact avec l'Institut Léon Trotsky. Nous l'avons tout de suite apprécié pour son intelligence et sa culture, sa gentillesse, son sérieux, son humanité. Ce psychologue, psychiatre et politologue était aussi un historien, un chasseur passionné de documents d'archives et de notes : le voir chercher et trouver était un véritable plaisir. Nous saluons ce bon camarade qui avait encore beaucoup d'études passionnantes à écrire et nous sommes sûrs que ses camarades britanniques vont arriver à nous donner accès à ses écrits dispersés.

Ernest Rice McKinney (1886-1984)

Ernest Rice McKinney vient de mourir à Manhattan à 98 ans. Il a traversé un siècle de combats et a été un des plus valeureux combattants des droits civils et l'un des plus efficaces organisateurs syndicaux des travailleurs de couleur aux Etats-Unis.

Petit-fils de mineur, fils d'un pasteur devenu principal d'une école pour enfants noirs, il alla lui-même au Collège d'Oberlin et y fonda avec W.H.B. DuBois une section de l'association pour le progrès des gens de couleur, la N.A.A.C.P. Il adhéra au parti socialiste en 1912, fut mobilisé en Europe pendant la guerre, rejoignit pendant une brève période le jeune parti communiste en 1920, fut ensuite journaliste au journal afro-

américain *The Messenger*, après le *Pittsburgh Courier*, milita encore à la N.A.A.C.P. et contribua à l'organisation syndicale des porteurs des cars Pullman.

Au cours des années vingt, il devint l'un des principaux collaborateurs d'A.J. Muste au Brookwood Labor College, qui forma tant de cadres syndicaux, et contribua avec lui à la fondation du Committee for Progressive Labor Action en 1919, devenu American Workers Party en 1933, dont la fusion avec la Communist League de Cannon et Shachtman donna naissance en 1934 au Workers Party of the United States. Pendant toute cette période, il fut l'un des organisateurs et le responsable à la formation des *Leagues* de chômeurs. Au W.P.U.S., il fut responsable des questions ouvrières. McKinney ne suivit pas Muste lors de la rupture de ce dernier. Laissant les responsabilités centrales, il devint organisateur des ouvriers noirs de l'acier, dans le S.W.O.C., notamment à Youngstown. Il fut le premier noir à être membre de l'exécutif du W.R.U.S. et de son bureau, fonctions qu'il conserva avec la fondation du Socialist Workers Party. Très hostile à l'interprétation en termes « nationaux » de la question noire aux Etats-Unis développée à la fin des années trente par C.L.R. James, il quitta le S.W.P. avec Shachtman en 1940, se consacrant ensuite pendant deux années entières à l'obscur et dangereux travail de syndicalisation des ouvriers agricoles de couleur du Sud.

Membre de l'organisation de Shachtman jusqu'en 1950, McKinney rejoignit ensuite le Socialist Party et se consacra à des tâches d'éducation et d'enseignement, notamment à l'Université Rutgers et dans des organisations noires. A partir de 1975, il fut assistant de Bayard Rustin à l'Institut A. Philip Randolph. Il a conté l'histoire de sa vie militante dans une collection sur microfiche de l'Université Columbia. Il fut jusqu'au bout un éducateur plein de vie, de conviction et de dynamisme — qui faisait l'admiration de beaucoup.

Pendant son passage dans le W.R.U.S., puis dans le S.W.P., Ernest Rice McKinney porta les pseudonymes de David Coolidge, Dave et Courtney. Il fut l'une des figures marquantes du mouvement ouvrier et du mouvement noir pendant trois-quarts de siècle. Les *Cahiers Léon Trotsky* saluent sa mémoire.

Sailor's Union of the Pacific

En guise de présentation du Programme du S.U.P.

Projet d'Histoire et d'Archives pour son 100^e Anniversaire

En juillet 1983, le S.U.P. a déterminé son Programme de Projet d'Histoire et d'Archives pour son 100^e anniversaire, sous la direction de Stephen Schwartz, écrivain et chercheur sur le mouvement ouvrier, de San Francisco.

En tant que syndicat, le S.U.P. a toujours manifesté une particulière fierté pour son histoire, avec la conscience de la nécessité d'une étude plus approfondie de l'histoire du mouvement ouvrier. A son local, le syndicat possède l'une des plus précieuses archives détenues par une organisation ouvrière aux Etats-Unis.

Dans l'établissement de ce programme, le syndicat s'est fixé à lui-même les objectifs suivants :

— la publication en volume d'une histoire du syndicat, écrite par Stephen Schwartz et provisoirement titrée : *Les Marins de la côte Ouest : le S.U.P. 1885-1985*.

— faciliter la collaboration avec des programmes mis sur pied dans le domaine historique par d'autres syndicats, d'aider et encourager des chercheurs sur ce type de projets.

— le soutien des efforts pour une meilleure organisation des archives ouvrières existant en bibliothèque et dans les autres institutions mondiales.

— la recherche de fonds pour des projets de publications plus larges, y compris la republication des documents importants de l'histoire de l'Union et autres organisations ouvrières, comme les Chevaliers du Travail, les I.W.W. et les syndicats de marins à l'étranger.

On se tient à votre disposition. Prière de prendre contact avec Stephen Schwartz, à l'adresse ci-dessous, pour un supplément d'information.

S.U.P., 450 Harrison Street, San Francisco, CA 94105 Etats-Unis

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{ie} A

EN MARS 1984
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 2237. Imprimé en France

DEPOT LEGAL : MARS 1984

LEON TROTSKY - ŒUVRES (E.D.I.)

La première série de la publication systématique et chronologique des œuvres de Trotsky, 1933-1940, articles, lettres et autres textes, pour la plupart inédits, couvre la dernière partie de sa vie, celle de la construction de la IV^e Internationale.

Œuvres 1, mars 1933-juillet 1933 (juin 1978)

Derniers mois en Turquie de Trotsky convaincu de la nécessité d'un nouveau P.C. en Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'écrasement de la classe ouvrière, fruits de la politique stalinienne. C'est un tournant politique fondamental.

Œuvres 2, juillet 1933-octobre 1933 (septembre 1978)

Dès le début de son séjour en France, il s'agit, pour l'exilé de construire une nouvelle Internationale. Une conférence des socialistes de gauche, à Paris en août, réunit des partis et groupes ayant rompu avec les vieilles Internationales, alliés potentiels de l'Opposition de gauche internationale (« Déclaration des quatre »).

Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934 (novembre 1978)

Incognito à Barbizon, Trotsky poursuit le combat pour la IV^e Internationale, l'analyse du tournant de 1933 et la définition des tâches de la révolution politique en U.R.S.S. En France, la montée des masses et leur aspiration à l'unité ouvrent des perspectives nouvelles. Mais la bourgeoisie ne peut plus assumer le risque de sa présence et l'expulse. Pour lui, le monde est désormais la « planète sans visa ».

Œuvres 4, avril 1934-décembre 1934 (février 1979)

Expulsé en France, Trotsky erre pour s'installer enfin à Domène (Isère), sous surveillance spéciale. Il s'enforce de convaincre ses camarades d'opérer un nouveau tournant, l'« entrisme » dans la S.F.I.O., qui déclenche une crise. L'assassinat de Kirov marque le début de la lutte contre les amalgames, la répression de masse en U.R.S.S. et l'extermination de l'Opposition de gauche, comme de toute opposition.

Œuvres 5, janvier 1934-juin 1935 (mai 1979)

Analysant l'assassinat de Kirov Trotsky propose d'organiser la défense des révolutionnaires d'U.R.S.S. La création aux Pays-Bas et aux Etats-Unis de nouveaux partis par fusion des sections de la L.C.I. et d'organisations centristes en évolution, lui permet de relancer le combat pour la IV^e Internationale (« Lettre ouverte »). Quelques succès de la politique « entrisme » sont enregistrés, mais la montée des masses rend nécessaire la « sortie ». Trotsky obtient enfin un visa pour le Norvège.

Œuvres 6, juin 1935-septembre 1935 (octobre 1979)

En Norvège, Trotsky observe la plus grande prudence. La construction de la IV^e Internationale reste au centre de son activité. Suivant leur situation, les sections entrent dans les partis socialistes (Etats-Unis, Pologne), ou en sortent (France) quand l'entrisme a déjà porté ses fruits. Par ailleurs, les « décisions » du VII^e congrès confirment ses pronostics sur l'évolution de l'I.C. et la persécution des révolutionnaires.

Œuvres 7, octobre 1935-décembre 1935 (février 1980)

Trotsky mène la discussion avec ceux de ses camarades qui subissent la pression de la politique du Front populaire. Le R.S.A.P. scissionne et la crise de la section française commence. Les nouvelles d'U.R.S.S. indiquent l'ampleur de la répression et la force des idées « trotskystes ».

Œuvres 8, janvier-février 1936 (juin 1980)

Trotsky appuie l'« entrée » aux Etats-Unis et évite la scission dans ce pays, cependant que la section française explose en sortant. On se prépare à sortir en Belgique. Trotsky essaie de créer un comité de défense des emprisonnés en U.R.S.S.

Œuvres 9, mars 1936-mai 1936 (décembre 1980)

Trotsky poursuit son livre sur *La révolution trahie* et conseille ses amis américains et belges. Les dirigeants hollandais sont mécontents de l'entrisme aux Etats-Unis. Trotsky compte sur le règlement des questions par une conférence internationale.

Œuvres 10, juin 1936-juillet 1936 (mai 1981)

Alors que Trotsky achevait *La Révolution trahie* et préparait les documents pour la conférence internationale, le mouvement de grève en France, le début de la guerre civile espagnole donnent le signal de la « nouvelle montée » qu'il analyse. Il appelle la conférence à défendre les révolutionnaires russes.

Œuvres 11, août 1936-décembre 1936 (octobre 1981)

Quand éclate le cauchemar des procès de Moscou où les compagnons de Lénine « avouent » et le chargent de tous les crimes ; Trotsky est privé des moyens de se défendre par le gouvernement socialiste norvégien. Il lutte pied à pied et redoute pourtant le pire quand le Mexique lui accorde le droit d'asile.

Œuvres 12, décembre 1936-février 1937 (janvier 1982)

Trotsky est déjà au travail sur le bateau. Mais le répit mexicain est bref, avec l'ouverture du deuxième procès de Moscou et l'exécution de nouveaux vieux-bolcheviques. Cette fois Trotsky est libre et il pose les bases d'un « contre-procès » qui s'appuie avant tout sur ses camarades des Etats-Unis.

Œuvres 13, mars 1937-avril 1937 (novembre 1982)

Trotsky vient à peine de sortir de sa prison norvégienne et de s'installer au Mexique que commence, le second procès de Moscou, rondement mené et dont les sentences de mort sont immédiatement exécutées.

Toute son activité, pendant ces deux mois de mars et avril 1937 est tournée vers la démolition de ce qu'il appelle « les impostures de Moscou », la démolition de l'édifice des mensonges bâti par les hommes aux ordres de Staline, le début de la guérison de la monstrueuse maladie vénérienne qui affecte, à travers le stalinisme, le mouvement ouvrier international.

Concrètement, cela signifie la lutte pour la mise sur pied d'une commission d'enquête, puis la préparation de cette contre-enquête. La bataille du contre procès commence : elle n'était pas gagnée d'avance.

Œuvres 14, mai 1937-septembre 1937 (avril 1983)

La session de Coyoacán de la commission d'enquête sur les procès de Moscou vient de se terminer et les « crimes de Staline » se multiplient : assassinat d'Andrés Nin, répression en Espagne, décapitation de l'Armée rouge. Trotsky intervient à nouveau dans la vie des sections, mais doit également répondre publiquement aux accusations du dirigeant syndical, l'agent de Staline V. Lombardo Toledano.

Œuvres 15, septembre 1937-décembre 1937 (septembre 1983)

La commission d'enquête sur les Procès de Moscou a rendu son verdict : Trotsky et son fils Sedov sont déclarés « non coupables ». Mais l'offensive du G.P.U. se fait pressante et de nouveaux compagnons d'armes sont victimes de Staline. Il faut lutter contre les assassins dans l'ombre et en même temps réarmer politiquement les sections, le Socialist Workers Party qui va naître à Chicago, comme cette section chinoise où le vétéran Chen Duxiu, libéré, ne trouve pas sa place.

Œuvres 16, janvier-mars 1938 (janvier 1984)

Trotsky commence la préparation de la conférence qui doit formellement constater l'existence de la IV^e Internationale. Mais, de son côté, Staline continue l'offensive d'extermination : au moment où il va mettre en scène le troisième procès de Moscou, il est débarrassé d'un rude adversaire par la mort de Léon Sedov. Le coup est terrible pour Trotsky. Il faut pourtant continuer à combattre et, pour le moment, défendre le gouvernement Cardenas qui vient de nationaliser les compagnies pétrolières.